The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

Library of the Public Archives of Canada

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol → (meaning "CONTINUED"), or the symbol ▼ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:

L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

> La bibliothèque des Archives publiques du Canada

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole → signifie "A SUIVRE", le symbole ▼ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

1	2	3

1	
2	
3	

1	2	3
4	5	6

rrata to

tails

du odifier

une

mage

pelure, n à

32X

32X

ACTES

RELATIFS AUX POUVOIRS,

AUX

DEVOIRS ET À LA PROTECTION

DES

JUGES DE PAIX

DANS LE

BAS-CANADA.

AVEC

UN INDEX ANALYTIQUE COMPLET.

2 Victoriæ, Cap. 20, 14 & 25 Victoriæ, Caps. 54, 95 & 96.



PUBLIÉ PAR AUTORITÉ.

QUEBEC: IMPRIME PAR STEWART DERBISHIRE & GEORGE DESBARATS, Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellente Majesté la Reine, 1853 (13)

Accu Actio

Diss

Au

a

a

b

(i)

Tel

a

si

fa

le

e

e

ty

Sc

sa

(I)

L'A-di

a

da

da

cè

se

Le ju

mi

si

(P

Si le

rece

L'A-c

coo

Les q

off

too

bie

Affirm

Ajourn

L'Au (cé (cé (p.

INDEX ANALYTIQUE

DES

QUATRE ACTES SUIVANTS,

RELATIFS AUX

DEVOIRS, ETC., DES JUGES DE PAIX.

Accusés :- Voir Défendeurs.

ACTIONS CONTRE LES JUGES DE PAIX : (14 et 15 Vict. c. 54.)

Dispositions antérieures pour la protection des magistrats, abrogées,—sec. 1. (p. 3.)

Aucun writ ne sera émis contre un juge de paix ou autre officier, pour aucun acte officiel, qu'un mois après signification d'un avis donné à cet effet par écrit, par le procureur du plaignant, indiquant son nom, son adresse et la cause de l'action. La partie poursuivante devant se borner à la cause d'action y mentionnée, et s'y renfermer,—sec. 2. (p. 3.)

Tel juge de paix pourra offrir compensation dans le délai d'un mois, et alléguer telle offre de compensation comme fin de non recevoir à l'action: si la compensation offerte est jugée suffisante, le verdict sera rendu en faveur du défendeur; si la compensation n'est pas jugée suffisante, et les autres questions décidées contre le défendeur, le verdict sera rendu en faveur du plaignant, avec dommages et dépens,—sec. 3. (p. 4.)—
Une somme pourra être payée en cour pour telle compensation, ou une somme plus considérable si celle offerte au plaignant se trouve insuffisante, et tel paiement pourra être spécialement allégué,—sec. 6. (p. 5.)

L'Action sera portée dans le comté (dans le Haut-Canada) ou dans le district ou circuit (dans le Bas-Canada,) où l'acte aura été commis ; et la venue, ou lieu du procès, pourra être changée par le défendeur en en donnant avis au plaignant, ou la cour pourra changer le lieu du procès, s'il appert que l'action ne peut y être jugée impartialement,—sec. 4. (p. 4.)

Le juge de paix pourra plaider la défense générale, et alléguer toute matière spéciale de justification (ou le défaut d'avis) en preuve, comme si ces faits avaient été allégués spécialement dans l'action,—sec. 5. (p. 5.)

Si le verdict est rendu pour le défendeur ou l'action discontinuée, il pourra recouvrer les dépens contre le plaignant, mais pas de doubles ou triples dépens,—sec. 7. (p. 5.)

L'Action devra être intentée dans les six mois de calendrier après la commission de l'acte motivant la plainte,—sec. 8. (p. 5.)

Les priviléges accordés par cet acte ne s'étendront qu'au juge de paix ou officier seulement, et à nulle autre personne, et lui seront accordés dans tous les éas où il aura agi bond fide dans l'exécution de son devoir, bien qu'il ait excédé ses pouvoirs, et ait agi contre la loi,—sec. 9. (p. 5.)

AFFIRMATION :- Voir Serment.

AJOURNEMENT DE L'AUDITION :

L'Audition de la cause pourra être ajournée et le défendeur envoyé (cédule D.) en prison ou admis à caution sur un acte de cautionnement (cédule E.),—chap. 95, sec. 15. (pp. 15, 16.); aussi, chap. 96, sec. 6. (p. 52.)

AJOURNEMENT DE L'AUDITION-Continué.

S'il appert que le défendeur a été déçu par quelque infermalité ou variation dans la sommation ou warrant,—chap. 95, sects. 1, 3, 8. (pp. 6, 9, 11.) aussi, chap. 96, sects. 5, 6. (pp. 51, 52.)

A raison de l'absence du plaignant ou du défendeur,—chap. 95, sec. 12. (p. 13.)—des témoins,—chap. 96, sec. 13, (p. 56.)

Le défendeur pourra être renvoyé en prison par warrant (cédule Q. 1.) pour un terme n'excédant pas huit jours en aucun temps, ou par ordre verbal si c'est pour un terme de moins de trois jours,—chap. 96, sec. 13, (p. 56.)

AMENDES:

Formules de conviction imposant des amendes,—chap. 95, sec. 16. (p. 16.) (cédules I 1, 3.)

Lorsqu'une amende est imposée et que le statut ne prescrit spécialement aucun mode de la recouvrer, un warrant de saisie-execution, (cédule N 1, 2.) pourra être décerné, et s'il ne se trouve pas de meubles saisis-sables suffisants dans le district, ce warrant, avec un endossement (cédule N 3.) sur icelui, le constatant, pourra être exécuté dans un autre district,—chap. 95, sec. 18. (p. 17.)

Si l'amende et les dépens sont payés, l'exécution n'aura pas lieu,—chap. 95, sec. 24. (p. 20.)

Les greffiers de la paix, et les greffiers des juges de paix seront passibles d'une amende de vingt louis, s'ils exigent un honoraire plus fort que celui auquel ils ont droit,—chap. 95, sec. 26. (p. 21.)

Les amendes seront payées au greffier de la cour ou des juges de paix qui les auront imposées, et ils en paieront le montant au trésorier de la municipalité, et rendront compte tous les trois mois des deniers ainsi reçus au greffier de la paix—qui en rendra compte tous les trois mois aux juges de paix, en session trimestrielle, et tous les mois aux juges de paix en session hebdomadaire,—chap. 96, sec. 27. (p. 22.)

APPELS:

Lorsqu'un appel contre une conviction ou ordre sera décidé en faveur de l'intimé, un warrant de saisie-exécution ou d'emprisonnement pourra être décerné, et si, dans le cas d'appel la cour ordonne à l'une ou l'autre partie de payer les dépens, ils seront payés au greffier de la paix de telle cour ou à son député, qui, s'ils ne sont pas payés, en accorderont un certificat, (cédule R.) et sur la production de ce certificat, un warrant de saisie-exécution (cédule S 1.) pourra être décerné, et à défaut de meubles et effets saisissables, la partie pourra être emprisonnée (cédule S 2.) pendant deux mois, à moins que les frais et dépens ne soient plus tôt payés,—chap. 95, sec. 23. (p. 20.)

ARGENT :- Voir Deniers.

Associés :- Voir Propriétés.

AUDITION :

(Convictions Sommaires.)

L'audition de la cause pourra être ajournée, et le défendeur emprisonné (cédule D.) ou admis à caution (cédule E.) S'il ne comparait pas au temps fixé dans l'acte de cautionnement, cet acte sera transmis au greffier de la paix, avec un certificat (cédule F.) inscrit au dos,—chap. 95, sec. 15. (p. 15.)

Si le défendeur est induit en erreur par quelque variation entre la dénonciation et la preuve, la cause pourra être ajournée comme susdit,—chap. 95, sec. S. (p. 11.)

AUDITION-Continue.

Toute plainte pourra être entendue et jugée par un seul juge de paix pour le district, à moins que la loi n'exige spécialement qu'elle le soit par deux juges de paix ou un plus grand nombre. Le lieu de l'audition (relativement aux convictions sommaires) sera censé être une coupublique. Le prisonnier pourra répondre et défendre pleinement, et pourra faire contre-interroger les témoins par son conseil ou procureur. Le plaignant pourra conduire la plainte et faire interroger les témoins par son conseil ou procureur,—chap. 95, sec. 11. (p. 13.)

Si le défendeur ne comparaît pas à l'audition après avoir été sommé de comparaître, la cause pourra être entendue et jugée, ou elle pourra être ajournée, et un warrant (cédule B.) décerné; lorsqu'il aura été arrêté en vertu de ce warrant, il sera détenu (cédule H.) en lieu de sûrêté, pour audition subséquente. Si le plaignant ne comparaît pas, la plainte pourra être rejetée, ou l'audition ajournée et le défendeur détenu (cédule D.) en lieu de sûrêté, ou admis à caution (cédule E.), et s'il fait ensuite défaut de comparaître, l'acte de cautionnement avec un certificat (cédule F.) constatant le défaut inscrit au dos, sera transmis au greffier de la paix. Si les deux parties comparaissent, il sera procédé à l'audition de la cause,—chap. 95, sec, 12. (p. 13.)

Manière de procéder lors de l'audition des plaintes et dénonciations. Le juge de paix après avoir entendu les parties et les témoignages, décidera l'affaire, soit par une sentence de conviction (cédule I 1, 3.) ou un ordre (cédule K 1, 3.) contre le défendeur, lesquels seront mis entre les mains du greffier de la paix et déposés par lui parmi les archives des sessions; ou par un ordre (cédule L.) rejetant la plainte, et dont un certificat (cédule M.) sera donné au défendeur, et sera une fin de non recevoir à toute plainte subséquente,—chap. 95, sec. 13. (p. 14.)

Tout poursuivant qui n'aura pas un intérêt pécuniaire dans le résultat de la dénonciation, et tout plaignant seront témoins compétents. Les témoins seront examinés sous serment,—chap. 95, sec. 14. (p. 15.)

L'émission d'une sommation ou warrant et tous autres actes préliminaires à l'audition, pourront être faits par un seul juge de paix, qui pourra aussi décerner les warrants de saisie-exécution ou ordres d'emprisonnement en résultant; mais dans les cas où la loi exige qu'une dénonciation, etc. soit entendue, ou une sentence de conviction ou ordre soit prononcé sur icelle par deux ou un plus grand nombre de juges de paix, les dits juges de paix devront être présents et agir ensemble pendant toute la durée de l'audition et de la décision de la cause,—chap. 95, sec. 25. (p. 21.)

(Délits poursuivables par indictement.)

Avant qu'une personne accusée soit emprisonnée ou admise à cartion, le juge de paix recevra les dépositions (cédule M.) des personnes qui connaissent les faits de l'affaire, après leur avoir administré le serment ou affirmation ordinaires; ces dépositions seront signées par le juge de paix et les témoins; le défendeur aura la liberté d'interroger les témoins. Les dépositions (prises comme susdit en la présence de l'accusé) de toutes personnes qui seront empêchées par maladie ou décès de comparaître au procès, pourront être lues comme preuve (si elles sont dûment signées, et si le prisonnier a eu l'occasion de contre-interroger les témoins) sans autre preuve,—chap. 96, sec. 9. (p. 54.)

Les dépositions des témoins, lorsqu'elles seront complètes, seront lues au défendeur, et sa réponse à l'accusation sera prise par écrit (cédule N.) et signée par le juge de paix:—cette réponse pourra être offerte en preuve contre le prisonnier lors de son procès, si elle est dûment signée, sans autre preuve. Le prisonnier sera dûment averti avant de faire aucun aveu ou confession. Le poursuivant pourra donner en preuve toute déclaration ou aveu du défendeur, admissible comme preuve suivant la loi,—chap. 96, sec. 10. (p. 55.)

Le lieu de l'audition (dans les cas de délits poursuivables par indictement) ne sera pas considéré comme une cour publique ou ouverte,—chap. 96, sec. 11. (p. 55.)

(p. 16.)

varia-

p. 6, 9,

ec. 12. 1.) pour

sec. 13,

alement édule N saisisssement dans un

-chap.

assibles fort que

paix qui ler de la lsi reçus nois aux juges de

veur de pourra l'autre de telle eront un rrant de meubles le S 2.)

prisonné pas au smis au —chap.

dénonchap.

AUDITION-Continué.

Le poursuivant et les témoins seront obligés par un cautionnement (cédule O 1.) à comparaître au procès, à poursuivre et à rendre témoignage: avis (cédule O 2.) en sera donné à la personne ainsi obligée. Les actes de cautionnement, dépositions, et les actes de cautionnement des cautions (s'il y en a) seront remis à la cour devant laquelle le proces doit avoir lieu, le premier jour des séances. Le témoin qui refusera de donner caution, pourra être emprisonné ou renfermé dans une maison de correction par un warrant (cédule P 1.) jusqu'après le procès. Si le défendeur n'est pas emprisonné pour son procès, tout juge de paix du district pourra décerner un ordre (cédule P 2.) pour l'élargissement du témoin,-chap. 96, sec. 12. (p. 55.)

Le prisonnier pourra être renvoyé en prison pendant huit jours au plus chaque fois, par un warrant (cédule Q 1.), ou par un ordre verbal si c'est pour trois jours au plus; mais il pourra être amené pour continuer l'audition avant l'expiration de ces délais. Le prisonnier, s'il est renvoyé en prison, pourra être admis à donner caution (cédule Q 2, 3.) pour comparaître à la prochaine audition ; s'il fait défaut de comparaître, un certificat (cédule Q 4.) en sera inscrit sur le dos de l'acte de cautionnement qui sera transmis au greffier de la paix, -chap. 96, sec. 13. (p. 56.)

Lorsque la preuve à l'appui de la poursuite ne sera pas suffisante pour faire subir un procès au défendeur, il sera mis en liberté, mais si elle est suffisante pour ce faire ou pour faire naître une forte présomption de culpabilité, il sera emprisonné par un warrant (cédule T 1.) jusqu'à ce qu'il soit libéré suivant le cours de la loi,—chap. 96, sec. 17. (p. 59.)——Manière de conduire un prisonnier à la prison. Le geolier donnera un reçu (cédule T 2.) du prisonnier,—chap. 96, sec. 18. (p. 60.)

Aveux : (Délits poursuivables par indictement.)

Avant de faire quelque aveu ou confession, le défendeur sera prévenu que tel aveu ou confession pourra être donné en preuve contre lui lors du procès,-chap. 96, sec. 10. (p. 55.)

Le plaignant pourra offrir en preuve tout aveu, confession ou autre déclaration du défendeur fait en aucun temps, qui, suivant la loi, serait admissible comme preuve,—chap. 96, sec. 10. (p. 55.)

AVIS DES ACTIONS :

Avis (par écrit) devra être donné au juge de paix un mois d'avance de toute action qu'on a l'intention d'intenter contre lui. Nature de l'avis,-chap. 54, sec. 2. (p. 3.)

CAUTIONNEMENTS:

Le défendeur s'il est renvoyé en prison, pourra être admis à caution, en donnant un nouveau cautionnement (cédule E.) pour sa comparution, à la prochaine audition. S'il ne comparait pas alors, un certificat (cédule F.) le constatant, sera inscrit au dos de l'acte de cautionnement, qui sera transmis au greffier de la paix, chap. 95, sects. 3, 8, 12, 15. (pp. 8, 11, 13, 15.) aussi, chap. 96, sec. 13, (p. 56.) (cédules Q 2, 3 et 4.)

Les actes de cautionnement des cautions seront délivrés à la cour devant laquelle le procès doit avoir lieu, le premier jour des séances,—(chap. 96, sec. 12. p. 55.)

La personne accusée de félonie, pourra être admise à caution par deux juges de paix, qui prendront les cautionnements (cédules S 1, 2.) de l'accusé et de ses cautions, pour sa comparution au temps du procès; ou s'il est accusé de misdemeanor par un juge de paix. Les cautions pourront être requises de justifier de leur solvabilité sous serment. Aucune personne accusée de trahison ne pourra être admise à caution, excepté par ordre d'un juge de la cour du Banc de la Reine,-chap.96, sec. 15. (p. 58.)

CAUTIO

Sur S 800

Si la fair sai

CAUTIO Le po

pou à li séa ren d'u pas chi Canti

l'ac sub Co-Loca

COMPEN Tout

ver pou plu tel COMPTE

offr

fin

de

COMPLIC

Toute pou apr laqı 95,

Confess

Avant pou 10.

Le po clar adn

CONSEIL

(Conv Une p proc Le pla

95,

CAUTIONNEMENTS - Continué.

ment

émoi-

dig**ée.** ement e pro-

refu-

pro-

t juge l'élar-

plus

i c'est

r l'au-

pour

re, un

utionec. 13.

e pour

si elle

ion de u'à ce

c. 17.

p. 96,

révenu

i lors

décla-

ce de

are de

on, en on, à la

ale F.)

i sera

(pp. 8,

devant

(chap.

e deux

2.) de

procès; autions

rment.

aution,

hap.96,

Sur l'admission d'une personne à caution, après avoir été emprisonnée pour le délit dont elle sera accusée, un warrant d'élargissement, (cédule S.3.) sera adressé au geolier pour sa mise en liberté,—chap. 96, sec. 16. (p. 59.)

Si la preuve contre une personne accusée de félonie est suffisante pour faire naître une forte présomption de culpabilité, elle sera emprisonnée sans être admise à caution,—chap. 96, sec. 17. (p. 59.)

CAUTIONNEMENTS DES CAUTIONS:

Le poursuivant et les témoins donneront des cautionnements (cédule O 1.) pour comparaître au procès. Nature du cautionnement. It sera délivré à la cour devant laquelle le procès doit avoir lieu, le premier jour des séances. Le témoin qui refusera de donner un cautionnement pourra être renfermé dans une prison ou dans une maison de correction, en vertu d'un warrant (cédule P 1.) jusqu'après le procès. Si le prisonnier n'est pas emprisonné pour subir un procès, le témoin pourra être mis en liberté sur un ordre (cédule P 2.) de tout juge de paix du district,—chap. 96, sec. 12. (p. 55.)

Cautionnement (cédule S 1, 2.) du défendeur et de ses cautions, lors de l'admission à caution, lorsque le défendeur aura été emprisonné pour subir un procès,—chap. 96, sec. 15. (p. 58.)

CO-LOCATAIRES: Voir Propriétés.

Compensation-(offre de):

Tout juge de paix, en recevant avis d'une action portée contre lui, pourra offrir compensation dans le délai d'un mois, et plaider telle offre comme fin de non recevoir à l'action. Si compensation suffisante a été offerte, verdict sera rendu pour le défendeur,—chap. 54, sec. 3. (p. 4.) Il pourra payer en cour une somme comme compensation, ou une somme plus considérable, si celle offerte au plaignant se trouve insuffisante, et tel paiement pourra être spécialement allégué,—sec. 6. (p. 5.)

Comptes des Amendes et autres Deniers reçus: Voir Greffiers des juges de paix, etc.

COMPLICES OU ACCESSOIRES:

Toutes personnes aidant, facilitant ou conseillant la commission d'un délit, pourront être poursuivies avec le délinquant principal, ou avant ou après sa condamnation, soit dans la même division, ou dans celle dans laquelle le délit d'avoir aidé à sa commission aura été commis,—chap. 95, sec. 5. (p. 10.)

CONFESSIONS:

Avant de faire des aveux ou confessions, le défendeur sera prévenu qu'ils pourront être produits en preuve contre lui à son procès,—chap. 96, sec. 10. (p. 55.)

Le poursuivant pourra produire en preuve toute confession, aveu ou déclaration du prévenu, faite en aucun temps, qui, suivant la loi serait admissible comme preuve,—chap. 96, sec. 10. (p. 55.)

CONSEIL:

(Convictions Sommaires.)

Une plainte de dénonciation peut être portée en personne ou par conseil, procureur ou agent,—chap. 95, sec. 9. (p. 12.)

Le plaignant et le défendeur pourront respectivement conduire la plainte et la défense, et interroger les témoins par conseil ou procureur,—chap. 95, sec. 11. (p. 13.)

Conseil-Continué.

Si le plaignant et le défendeur comparaissent à l'examen de la plainte en personne, ou par conseil, ou par procureur, il sera procédé à l'audition de la cause,—chap. 95, sec. 12, (p. 13.) Dér

DÉF

11

11

11

CONSTABLES:

Le constable qui aura été chargé de signifier une sommation, comparaîtra et déposera touchant la signification d'icelle,-chap. 95, sec. 1. (p. 6.), aussi, chap. 96, sec. 5. (p. 51.)

Devoir du constable chargé d'exécuter un warrant ordonnant que le prévenu soit conduit devant un juge de paix dans un autre district, -chap.

96, sec. 14. (p. 57.)

Sur la réception d'un warrant d'emprisonnement, le constable conduira le prévenu en prison, et le délivrera entre les mains du geolier, qui lui remettra un reçu (cédule T 2.) indiquant la condition du prisonnier. Lorsque le constable aura droit à des frais pour ce faire, le juge de paix adressera un ordre (cédule T 2.) au shérif du district pour le paiement d'iceux,-chap. 96, sec. 18. (p. 60.)

CONTRE-INTERROGATOIRES:

Le défendeur pourra faire contre-interroger les témoins par un conseil ou procureur en son nom dans les cas dont il doit être disposé par conviction sommaire,—chap. 95, sec. 11. (p. 13.)—Voir Décès d'un témoin.

Convictions:

Sur l'admission par le défendeur de la vérité de la dénonciation ou plainte, ou si la dénonciation ou plainte est établie par la preuve, il sera pro-noncé contre lui une conviction ou ordre dans la forme de l'une des cédules I 1, 3. ou K 1, 3. respectivement (lorsqu'aucune autre forme n'est prescrite par la loi,)-chap. 95, sects. 13, 16. (pp. 14, 16.)

Des dépens peuvent être alloués au plaignant,—ils seront indiqués dans la conviction, et pourront être recouvrés par saisie ou emprisonnement,-

chap. 95, sec. 17. (p. 17.)

Si le défendeur est condamné à l'emprisonnement, et s'il est déjà détenu pour un autre délit, le warrant sera délivré au geolier, et l'emprisonnement en vertu de la nouvelle conviction pourra commencer à l'expiration du premier emprisonnement,—chap. 95, sec. 21. (p. 19.) Si un appel d'une conviction est décidé en faveur de l'intimé, tout juge

de paix pour le district pourra décerner un warrant de saisie-exécution ou d'emprisonnement comme si cet appel n'avait pas été interjeté,-

chap. 95, sec. 23. (p. 20)

Dans tous les cas où la loi exige qu'une sentence de conviction soit prononcée par deux ou plusieurs juges de paix, les dits juges de paix agiront ensemble pendant toute la durée de l'audition et de la décision de la cause, -- chap. 95, sec. 25. (p. 21.)

Co-propriétaires :- Voir Propriétés.

COUR PUBLIQUE:

Le lieu de l'audition sera censé être une cour publique dans les matières dont il sera disposé par conviction sommaire,—chap. 95, sec. 11. (p. 13.)——Il ne sera pas considéré comme une cour publique dans les délits poursuivables par indictement,-chap. 96, sec. 11. (p. 55.)

DÉCÈS D'UN TÉMOIN.

(Délits poursuivables par indictement.) La déposition (prise à l'examen de tout témoin qui décèdera,) pourra, si elle est signée par le juge de paix qui aura fait l'examen, être produite comme preuve dans la poursuite s'il est prouvé que le défendeur a pu contre-interroger le témoin,-chap. 96. sec. 9. (p. 54.)

DÉFAUT DE FORME :- Voir Informalité.

DÉFENDEUR :

inte en

udition

paraîtra

(p. 6.),

le pré-

-chap.

onduira

qui lui

sonnier.

de paix

niement

nseil ou

convicémoin.

plainte,

era pro-

une des

re forme

ués dans

ment,-

à détenu risonne-

l'expira-

out juge

ution ou

erjeté,-

soit propaix agi-

cision de

matières

11. (p.

dans les

outra, si

produite

deur a pu

(Convictions Sommaires.)

- S'il est induit en erreur par quelque informalité ou erreur dans le warrant d'arrestation, il pourra demander l'ajournement de la cause,—chap. 95, sec. 8. (p. 11.)
- Il sera (dans les cas de conviction sommaire) admis à défendre pleinement à la plainte, et à faire interroger des témoins par son conseil ou procureur,—chap. 95, sec. 11. (p. 13.)
- S'il ne comparaît pas pour répondre après avoir été sommé, le juge de paix pourra entendre et décider la cause ou décerner un warrant (cédule B.) et ajourner l'audition de la cause: et lorsqu'il aura été arrêté en vertu de ce warrant, il sera conduit devant le juge de paix et renfermé (cédule H.) dans un lieu de sûreté, ou admis à caution (cédule E.)—chap. 95, sec. 12. (p. 13.)
- Si le plaignant et le détendeur comparaissent personnellement, ou par conseil ou par procureur, il sera procédé à l'audition de la cause,—chap. 95, sec. 12. (p. 13.)
- Il ne pourra pas répliquer à la preuve produite par le plaignant en réponse à la preuve faite par le défendeur,—chap. 95, sec. 13. (p. 14.)
- La sentence de conviction (cédule I 1, 3.), ou l'ordre (cédule K 1, 3.) sera décerné contre le défendeur après l'audition de la preuve, ou la plainte sera rejetée, et un ordre de débouté (cédule L.) dressé, dont certificat (cédule M.) sera délivré au défendeur, et le dit certificat sera une fin de non recevoir à toute dénonciation subséquente contre lui pour le même délit,—chap. 95, sec. 13. (p. 14.)
- Aucun warrant de saisie pour désobéissance à un ordre d'un juge de paix pour paiement d'argent, ne sera décerné avant que copie de la minute de tel ordre ait été signifiée au défendeur,—chap. 95, sec. 16. (p. 16.)
- Lorsqu'un warrant de saisie aura été décerné, il pourra être permis au défendeur de rester en liberté, ou il sera détenu en lieu de sûreté, ou sera admis à caution jusqu'au rapport du warrant,—chap. 95, sec. 19. (p. 18.)
- A défaut de meubles saisissables suffisants, il pourra être emprisonné (cédule N. 5.) pendant le temps fixé par le statut en vertu duquel il aura été convaincu, à moins que la somme dont le paiement aura été ordonné, avec les dépens et charges, ne soient plus tôt payés,—chap. 95, sec. 20. (p. 19.)
- Il paiera au geolier (avec les dépens) toute somme pour le non-paiement de laquelle il était emprisonné. L'argent ainsi reçu par le geolier sera payé au greffier de la cour ou juge de paix qui aura prononcé la conviction,—chap. 95, sec. 27, (p. 22.)
- Il sera élargi sur le paiement de toute amende, etc. pour le paiement de laquelle il était emprisonné, avec les dépens,—chap. 95, sec. 24. (p. 20.)

(Délits poursuivables par indictement.)

- S'il est induit en erreur par quelque défaut ou informalité dans le warrant, il pourra demander l'ajournement de la cause,—chap. 96, sec. 6. (p. 52.) Contre-interrogatoire des témoins à l'instruction de la cause par le défendeur,—chap. 99, sec. 9. (p. 54.)
- Il lui sera fait lecture des dépositions (lors de l'instruction). Sa déclaration en réponse à l'accusation sera prise par écrit (cédule N.) et signée par le juge de paix. Il pourra en être fait usage contre lui lors du procès, si elle est dûment signée. Il en sera prévenu avant de faire aucun aveu ou confession. Le poursuivant pourra produire en preuve toute déclaration ou aveu du défendeur admissible comme preuve, chap. 96, sec. 10. (p. 55.)
 - Examen du défendeur:- Voir Audition.

DÉVENDEUR-Continué.

Si le défendeur est de nouveau envoyé en prison il pourra être admis à caution, en donnant un cautionnement (cédule Q 2, 3.) pour comparaître à la prochaine audition; s'il ne comparaît pas, certificat du défaut (Q 4.) sera inscrit au dos de l'acte du cautionnement qui sera transmis au greffier de la paix,-chap. 96, sec. 13. (p. 56.)

Il devra être libéré si la preuve n'est pas suffisante pour lui faire subir un procès, ou pour faire vaitre une forte présomption de culpabilité,chap. 96, sec. 17. (p. 59.)—— à moins que le délit prétendu n'ait été commis dans un autre district, et dans ce cas il sera conduit en vertu d'un warrant (cédule R 1.) devant un juge de paix de cet autre district, avec toutes les dépositions et actes de cautionnement reçus, -chap. 96, sec. 14, (p. 57.)

Il pourra demander une copie des dépositions entre la clôture de l'examen et le procès, en payant pour cette copie sur le pied de trois deniers et demi par cent mots, -chap. 96, sec. 19. (p. 60.) - Mais la version anglaise, qui est correcte, dit " trois deniers."

DÉLITS COMMIS DANS UN AUTRE DISTRICT :

Manière de procéder lorsqu'une personne est accusée d'un délit commis dans un autre district,-chap. 96, sec. 14. (p. 57.)

DÉLITS, simples:

Lorsqu'une plainte (cédule A.) aura été faite devant un juge de paix. tendant à accuser une personne dans sa jurisdiction d'un simple délit. commis en icelui ou ailleurs, un warrant (cédule B.) pourra être décerné pour son arre tation, ou une sommation (cédule C.) pourra être décernée en premier lieu, à la discrétion du juge de paix, et être suivie en tout temps d'un warrant: si cette personne ne comparaît pas sur la sommation, un warrant (cédule D.) pourra être décerné pour son arrestation,—chap. 96, sec. 1. (p. 49.)

Toute personne accusée d'un simple délit pourra être admise à caution par un juge de paix, moyennant un cautionnement (cédule S 1, 2.) donné par elle-même et ses cautions, pour sa comparution lors du procès. Les cautions pourront être obligées à justifier sous serment de

feur solvabilité,-chap. 96, sec. 15. (p. 58.)

DENIERS, ORDRE DE PAIEMENT DE :

Une sommation (cédule A.) pourra être décernée sur une plainte relativement à laquelle un juge de paix a le droit de décerner un ordre pour le paiement d'une somme de deniers ou autrement. Manière de la signifier, etc., -chap. 95, sec. 1. (p. 6.)

Il ne sera pas nécessaire que la plainte soit dressée par écrit, excepté dans les cas où la loi l'exige spécialement,-chap. 95. sec. 7. (p. 11.)

Tous deniers recouvrés par saisie-exécution, ou payés à un constable ou geolier en vertu d'un ordre pour le paiement d'iceux, seront payés au greffier de la cour ou des juges de paix décernant l'ordre. Ils les paieront à la partie qui y aura droit, et rendront un compte de tous les deniers ainsi reçus, tous les trois mois, au greffier de la paix, pour être soumis au juge de paix,-chap. 95, sec. 27. (p. 22.) Voir aussi, Amendes.

DÉNONCIATION: - Voir Plainte.

DÉPENS:

Dans les actions contre un juge de paix, si jugement est rendu en faveur du défendeur, ou si l'action est discontinuée, il pourra recouvrer tous ses cépens, mais non doubles ou triples dépens, chap. 54, sec. 7. (p. 5.)

DEPENS-

(Conv Les d spé rece

Lorsq et t l'an 95,

(p.

Si la c sais plai n'e tôt

> Lorsq ser s'il duc dec (cé et d

(Délit En fa acc

> de pri tel sec Lorsq en

> > du

din

DÉPOSIT

DIMANC Les v

Disposi:

Tons abr 22.

EDIFIC

Les é gné ten

ELARGIS

Sur le son (p.

Elarg refi libe

DEPENS - Continuée.

(Convictions Sommaires.)

Les dépens pourront être alloués à l'une ou l'autre des parties, et seront spécifiés dans la conviction, ordre, ou ordre de rejet, et ils pourront être recouvrés par saisie-exécution ou emprisonnement,—chap. 95, sec. 17. (p. 17.)

Lorsqu'il n'y aura pas de meubles saisissables suffisants dans le district, et que le warrant sera exécuté dans un autre district, le montant de l'amende ou somme et frais, pourra être recouvré avec dépens,—chap. 95, sec. 18. (p. 17.)

Si la dénonciation est rejetée avec dépens, ils pourront être prélevés par saisie-exécution (cédule Q 1.), et à défaut de meubles saisissables, le plaignant pourra être emprisonné (cédule Q 2.) pour un espace de temps n'excédant pas un mois, à moins que les frais et dépens ne soient plus tôt payés,—chap. 95, sec. 22. (p. 19.)

Lorsque des dépens auront été prescrits par une cour, sur un appel, ils seront payés par l'entremise du greffier de la paix de cette cour, qui, s'ils ne sont pas payés, en délivrera un certificat (cédule R.) sur la production duquel un warrant de saisie-exécution, (cédule S 1.) pourra être decerné, et à défaut de paiement la partie pourra être emprisonnée (cédule S 2.) pendant l'espace de deux mois, à moins que les dépens et charges ne soient plus tôt payés —chap. 95, sec. 23. (p. 20.)

(Délits poursuivables par indictement.)

En faisant remise à un juge de paix d'un autre district, d'un prisonnier accusé d'un délit commis en icelui, le constable sera payé du montant de ses frais et dépens en produisant au shérif du district dans lequel le prisonnier aura été arrêté, le certificat (cédule R 2.) du juge de paix de tel autre district, à qui le prisonnier aura été ainsi remis,—chap. 96, sec. 14. (p. 57.)

Lorsqu'un constable aura droit à ses dépens pour conduire un prisonnier en prison, le juge de paix adressera un ordre (cédule T 2.) au shérif du district pour le paiement d'iceux,—chap. 96, sec. 18. (p. 60.)

DÉPOSITIONS :- Voir Preuve.

DIMANCHE:

Les warrants de recherche ou autres warrants pourront être décernés le dimanche,—chap. 96, sec. 3. (p. 50.)

DISPOSITIONS INCOMPATIBLES:

Tous actes ou dispositions incompatibles avec les présents actes sont abrogés par ceux-ci,—chap. 95, sec. 33. (p. 24.), aussi, chap. 96, sec. 22. (p. 60.)

EDIFICES:

Les édifices appartenant à toute division territoriale, pourront être désignés dans la dénonciation et les pièces de procédure, comme appartenant aux habitants de cette division,—chap. 95, sec. 4. (p. 9.)

ELARGISSEMENT:

Sur le paiement de toute amende pour laquelle un défendeur sera emprisonné, avec dépens, le geolier le mettra en liberté,—chap. 95, sec. 24. (p. 20.)

Elargissement d'un témoin (cédule P 2.) qui aura été emprisonné pour retus de donner caution de comparaître au procès, lors de la mise en liberté du défendeur—chap. 96, sec. 12. (p. 55.)

éfaut smis subir ité, it été vertu

mis a

raître

amen rs et

strict,

mmis

paix,
délit,
cerné
ernée
n tout
somrestanution

nt de

1, 2.)

our le le la cepté [1.)

ole ou és au s les us les r être

aveur 18 ses 5.)

EMPRISONNEMENT:

(Convictions Sommaires.)

Emprisonnement du défendeur (cédule D.) lorsque l'audition de la cause est ajournée,—chap. 95, sects. 3, 8, 12, 15. (pp. 8, 11, 13, 15.)

Le défendeur arrêté en vertu d'un warrant décerné à raison de sa noncomparution à l'audition, pourra être renfermé (cédule H.) dans la maison de correction ou autre lieu de sûreté jusqu'à la prochaine audition,—chap. 95, sec. 12. (p. 13.)

Aucune personne ne sera emprisonnée pour désobéissance à un ordre d'un juge de paix, avant que copie de la minute de cet ordre lui ait été signifiée,—chap. 95, sec. 16. (p. 16)

Les dépens, lorsqu'il en sera alloué, pourront être recouvrés par saisieexécution ou par emprisonnement pandant un mois au plus,—chap. 95, sec. 17. (p. 17.)

S'il appert (lorsqu'un warrant de saisie-exécution sera demandé) qu'il n'y a pas de meubles et effets, ou que l'émission d'un tel warrant causerait la ruine du défendeur ou de sa famille, le défendeur pourra être renfermé dans la maison de correction, ou emprisonné avec ou sans travaux forcés,—chap. 95, sec. 18. (p. 17.)

Après qu'un warrant de saisie-exécution aura été décerné, il pourra être permis au défendeur de rester en liberté, ou il sera renfermé dans un lieu de sureté, ou il sera admis à caution jusqu'à ce que le rapport du warrant aît été fait,—chap. 95, sec. 19. (p. 18.)

A défaut de meubles saisissables suffisants, le défendeur pourra être emprisonné (cédule N 5.) pendant le temps fixé par le statut en vertu duquel il aura été condamné, à moins que la somme prescrite et les dépens et charges ne soient plus tôt payés,—chap. 95, sec. 20. (p. 19.)
——Sur une saisie pour dépens, le plaignant pourra être emprisonné (cédule Q 2.) pendant un mois,—chap. 95, sec. 22. (p. 19.)

Lorsqu'un défendeur aura été condamné à être emprisonné, et sera déjà en prison pour un autre délit, le warrant sera délivré au geolier, et le terme de l'emprisonnement prononcé en dernier lieu commencera à l'expiration du premier emprisonnement,—chap. 95. sec. 21. (p. 19.)

Sur le paiement de toute amende, etc., (avec les dépens) pour laquelle le défendeur est emprisonné, le geolier le remettra en liberté,—chap. 95, sec. 24. (p. 20.)

Un warrant d'emprisonnement pourra être décerné par un seul juge de paix quelconque; il ne sera pas nécessaire que ce juge de paix ait pris part à l'audition et décision de la cause,—chap. 95, sec. 25. (p. 21.)

(Délits poursuivables par indictement.)

Les personnes qui refuseront de répondre comme témoins, pourront être emprisonnées (cédule L 4.) pour un espace de temps n'excédant pas dix jours,—chap. 96, sec. 8. (p. 53.)

Les témoins qui refuseront de donner caution de comparaître et rendre témoignage au procès, pourront être emprisonnés, (cédule P 1.) jusqu'après le procès; ils seront mis en liberté (cédule P 2.) si le défendeur n'est pas emprisonné,—chap. 96, sec. 12. (p. 55.)

Le défendeur, lorsque l'audition sera ajournée, pourra être renvoyé en prison pendant huit jours, chaque fois; (il le sera sur un ordre verbal s'il n'est pas renvoyé pour plus de trois jours,)—chap. 96, sec. 13. (p. 56.) (cédule Q 1.)

Une personne accusée d'un délit commis dans un autre district, pourra, s'il y a des preuves suffisantes, être renfermée dans la prison ou maison de correction de cet autre district, pour son procès,—chap. 96, sec. 14. (p. 57.)

Si la preuve est suffisante pour faire subir un procès au défendeur, il sera emprisonné par un warrant (cédule T 1.) jusqu'à ce qu'il soit libéré suivant le cours de la loi, ou admis à caution,—chap. 96, sec. 17. (p. 59.) Mais, excepté lorsqu'il sera accusé de trahison, il pourra être

EMPRIS

adn jug déf (p.

Les sui wa que ses dis

Endossi Dans

> y in tric Un w

dar

Pour par sec

Evasion Mani

> été terr 96,

EXAME

Exécu: Frais :

FÉLONI

Lorse sar ail tio à l we

> la Tout de dé

rai

dé ca se ca se

Si la na en

admis à caution, (cons les cas de simple délit, misdemeanor, par un juge de paix, et dans les cas de félonie, par deux juges de paix) et à délaut de donner caution, il pourra être emprisonné,—chap. 95, sec. 15. (p. 58.)

Les personnes qui doivent être emprisonnées en vertu d'un warrant suivant cet acte, seront conduites par le constable qui aura reçu ce warrant, et remises au geolier, qui donnera un reçu (cédule T 2.) indiquant la condition du prisonnier. Le constable, lorsqu'il aura droit à ses frais pour ce faire, recevra un ordre (cédule T 2.) sur le shérif du district pour le paiement d'iceux,—chap. 96, sec. 18. (p. 60.)

ENDOSSEMENT DES WARRANTS:

Dans le cas d'évasion de la partie contre laquelle un warrant sera décerné dans une autre division, tout juge de paix en icelle pourra, sur preuve (sous serment) de la signature du juge de paix qui aura signé le warrant, y inscrire un endossement autorisant l'exécution d'icelui dans son district,—chap. 95, sec. 3. (p. 8.); aussi, chap. 96, sec. 7. (p. 52.)

Un warrant de saisie pourra être endossé (cédule N 3.) et exécuté de la même manière,—chap. 95, sec. 18. (p. 17.)

Pour l'arrestation, dans un autre district, d'un témoin refusant de comparaître sur une sommation,—chap. 95, sec. 6. (p. 10.); aussi, chap. 96, sec. 8. (p. 53.)

EVASION:

Manière de procéder lorsqu'une personne contre laquelle un warrant aura été décerné se sera éva.ée, ou se sera enfuie dans une autre division territoriale,—chap. 95, sec. 3. (p. 8.); aussi, chap. 96, sec. 7. (p. 52.)——Evasion d'un témoin,—chap. 95, sec. 6. (p. 10.); aussi, chap. 96, sec. 8. (p. 53.)

EXAMEN: - Voir Audition.

Exécution: - Voir Saisie-exécution.

FRAIS :- Voir Dépens.

FÉLONIE :

Lorsqu'il sera fait une plainte (cédule A.) devant un juge de paix, accusant une personne de sa jurisdiction, d'une félonie commise en icelle ou ailleurs, un warrant (cédule B.) pourra être décerné pour son arrestation, ou une sommation (cédule C.) pourra être décernée en premier lieu, à la discrétion du juge de paix. S'il fait défaut de comparaître, un warrant (cédule D.) pour son arrestation, pourra être décerné. Le warrant mentionné en premier lieu pourra être décerné en tout temps après la sommation,—chap. 96, sec. 1. (p. 49.)

Toute personne accusée d'une félonie pourra être admise à caution par deux juges de paix, en prenant un cautionnement (cédule S 1, 2.) du défendeur et de ses cautions pour sa comparution lors du procès. Les cautions pourront être obligées de justifier de leur solvabilité sous serment. Aucune personne accusée de trahison ne sera admise à caution excepté par les juges de la cour du banc de la reine,—chap. 96, sec. 15. (p. 58.)

Si la preuve contre une personne accusée de félonie est de nature à faire naître une présomption forte ou probable de culpabilité, elle sera emprisonnée ou admise à caution,—chap. 96, sec. 17. (p. 59.)

ié) qu'il rant cauurra être ou sans

a cause

sa non-

dans la ne audi-

dre d'un

eté signi-

ir saisiechap. 95,

urra être 1s un lieu 1 warrant

urra être en vertu ite et les). (p. 19.) prisonné

sera déjà lier, et le encera à (p. 19.) aquelle le chap. 95,

l juge de ix ait pris o. 21.)

rront être

edant pas et rendre) jusqu'aléfendeur

nvoyé en re verbal sec. 13.

t, pourra, ou maison , sec. 14.

ur, il sera oit libéré sec. 17. ourra être

FORMULES:

Formules diverses pour les dénonciations, sommations, warrants, indictements, convictions, ordres, etc.,—cédules des chapitres 95 et 96. Ces formules seront valides en loi,—chap. 95, sec. 28. (p. 23.); aussi, chap. 96, sec. 20. (p. 60.)

Aucune objection à une dénonciation, pour quelque défaut à la forme ou au fonds, ne sera admise,—chap. 95, sec. 1. (p. 6.); aussi, chap. 96, sec. 4. (p. 50.)——A un warrantou sommation,—chap. 95, sects. 1, 3. (pp. 6, 8.); aussi, chap. 96, sects. 5, 6. (pp. 51, 52.)——Mais si ce défaut ou informalité a induit en erreur la personne sommée ou accusée, la cause pourra être ajournée,—chap. 95, sects. 1, 3. (pp. 6, 8.); aussi, chap. 96, sects. 5, 6. (pp. 51, 52.)

Aucune variation entre la dénonciation et les témoignages produits à l'appui d'icelle ne sera considérée comme fatale, s'il est prouvé que le délit a été commis dans la jurisdiction du juge qui aura entendu la dénonciation. Si la personne accusée a été par là induite en erreur, la cause pourra être ajournée,—chap. 95, sec. 8. (p. 11.)

GEOLIER :

Le geolier élargira toute personne dont il aura la garde, sur le paiement de l'amende prescrite, etc., avec les dépens,—chap. 95, sec. 24. (p. 20.)

Il paiera au greffier de la cour ou des juges de paix qui auront prononcé la conviction, etc., toutes sommes ainsi reçues, et rendra un compte de ces sommes tous les trois mois au greffier de la paix, pour être soumis au juge de paix,—chap. 95, sec. 27. (p. 22.)

Il donnera un reçu (cédule T 2.) pour tout prisonnier remis à sa garde,—chap. 96, sec. 18. (p. 60.)

GREFFIER DE LA COURONNE :- Voir Indictement.

GREFFIERS DE LA PAIX :-- Voir Greffiers des juges de paix.

GREFFIERS DES JUGES DE PAIX, ETC. :

Les honoraires payables aux greffiers de la paix et aux greffiers des juges de paix, seront réglés par les juges de paix en session. Un tarif d'iceux sera transmis au secrétaire provincial qui pourra les réviser. Le secrétaire enverra des copies de ces tarifs à tous les juges de paix (par l'entremise des greffiers de la paix) pour l'usage des dits greffiers. Amende de vingt louis contre les greffiers qui exigeront un honoraire plus fort qu'ils n'y sont autorisés,—chap. 95, sec. 26. (p. 21.)

Les deniers prélevés par saisie-exécution ou payés à un constable ou geolier, comme amendes, ou en vertu d'un ordre des juges de paix, seront payés au greffier de la paix ou de la cour, ou juge de paix qui aura adjugé telle amende ou paiement,—lequel paiera les amendes au trésorier de la municipalité, et les autres deniers aux parties qui y auront droit set chaque tel greffier ou geolier rendra compte tous les trois mois des deniers ainsi reçus au greffier de la paix, qui en rendra compte de la même manière aux juges de paix, en sessions trimestrielles, et chaque mois aux juges de paix, en sessions trimestrielles, et chaque mois aux juges de paix, en sessions hebdomadaires,—chap. 95, sec. 27. (p. 22.)

Dans les endroits où des sessions générales ou trimestrielles de la paix sont tenuee, les greffiers de la paix rempliront les fonctions de greffiers des juges de paix ou des inspecteurs ou surintendants de police,—chap. 96, sec. 32. (p. 24.)

HONORAIRES:

Les honoraires auxquels auront droit les greffiers de la paix et les greffiers des juges de paix, seront réglés par les juges de paix en sessions générales ou trimestrielles. Les tarifs en seront envoyés au secrétaire

Honor

pr de pa ce

INCOME

Indict

le se fic ju et à

da

Indivi

INFORM

Auce de (p ch 52 qu

de Pa po

Auc Pa

INSPEC

Une

Jurisd

Les te ils ai

Man de 96

Magis Magis

Magis

MAISO

Honoraires- Continuée.

provincial qui pourra les réviser. Le secrétaire transmettra des copies de ces tarifs à tous les juges de paix (par l'entrer sie des greffiers de la paix) pour l'usage des dits greffiers de la paix. Amende de £20 contre celui qui demandera un honoraire plus fort qu'il n'est autorisé à recevoir,—chap. 95, sec. 26. (p. 21.)

INCOMPATIBILITÉ :- Voir Dispositions incompatibles.

INDICTEMENT:

Lorsqu'un indictement aura été rapporté comme vrai, par le graud jury dans toute cour quelconque, contre quelque personne alors en liberté le gretifier de la couronne ou le greffier de la paix devra après les sessions délivrer au poursuivant (sur le paiement d'un chelin) un certificat (cédule F.) le constatant, sur la production duquel certificat, un juge de district décernera un warrant (cédule G.) pour son arrestation, et l'enverra en prison pour attendre son procès (cédule H.), ou l'admettra à caution; et si cette personne est déjà emprisonnée pour quelque autre délit, le juge de paix décernera son warrant (cédule I.) pour le retenir en prison,—chap. 96, sec. 2. (p. 49.)

Indivis, Possesseurs par :- Voir Propriété.

INFORMALITÉ:

Aucune objection ne sera faite ni admise à aucune dénonciation à raison de quelque informalité soit à la forme ou au fonds,—chap. 95, sec 1. (p. 6.); aussi, chap. 96, sec. 4. (p. 50.)——à un warrant ou sommation—chap. 95, sects. 1, 3. (pp. 6, 8.); aussi, chap. 96, sects. 5, 6. (pp. 51, 52.)—mais si la partie sommée ou accusée a été induite en erreur par quelque informalité, la cause pourra être ajournée,—chap. 95, sects. 1, 3. (pp. 6, 8.); aussi, chap. 96, sects. 5, 6. (pp. 51, 52.)

Aucune variation entre la dénonciation et les témoignages produits à l'appui d'icelle ne sera considérée comme fatale, s'il est prouvé que le delit a été commis dans la jurisdiction du juge de paix qui aura instruit l'affaire; si le défendeur a été induit en erreur par icelle, la cause pourra être ajournée,—chap. 95, sec. 8. (p. 11.)

INSPECTEUR DE POLICE:- Voir Police.

Juges:

Une personne accusée de trahison ne peut être admise à caution que par un juge de la cour du banc la Reine,—chap. 96, sec. 15. (p. 58.)

JURISDICTION:

Les juges de paix auront droit à tous les privilèges de l'acte pour la protection des magistrats et autres officiers publics, dans tous les cas où ils auront agi de bonne soi dans l'exécution de leur devoir, bien qu'ils aient excédé leurs pouvoirs ou jurisdiction,—chap. 54, sec. 9. (p. 5.)

Manière de procéder sur une plainte portée devant un juge de paix, pour des actes commis dans un autre district hors de sa jurisdiction,—chap. 96, sec. 14. (p. 57.)

MAGISTRATS: - Voir Actions contre les juges de paix.

MAGISTRATS DE POLICE :- Voir Police.

MAGISTRATS STIPENDIAIRES :- Voir Police.

Maison DE Correction: - Voir Emprisonnement.

es juges d'iceux e secréaix (par greffiers.

onoraire

indicte-

6. Ces

si, chap.

orme ou 1ap. 96,

ets. 1, 3. s si ce

iccusée, ; aussi.

oduits à é que le

endu la

rreur, la

aiement

(p. 20.) rozoncé

compte our être

zarde,—

a geolier, at payés agé telle orier de at droit! nois des apte de elles, et

la paix greffiers police,—

grefflers sessions scrétaire

PLAIG

(Dê

Il p

PLAIN:

(Cor

Proc l'a

Sur

ou

pa

ad

jug

fai

que

800

déc

cia

déc

tior et r

Dans

dés

Les

dés 95,

Il n'e

Il n'e

pai

pre

ma

me

wa

pro

la c D.)

l'ac con

Toute

La pla

du. Elle p

dan

de

par

(p.

etc

Aucui

S'il n

cl

MISDEMEANOR :- Voir Délits simples.

MISE EN LIBERTÉ :- Voir Élargissement.

OBJETS VOLÉS:

Un warrant de recherche (cédule E 2.) pourra être décerné, sur la déclaration faite sous serment par un témoin digne de foi (cédule E 1.) qu'il y a raison de soupçonner que des objets voiés sont dans une certaine maison ou autre lieu,—chap. 96, sec. 4. (p. 50.) Il pourra être décerné le dimanche, de même que tout autre jour,—chap. 96, sec. 3. (p. 50.)

Officiers de Justice, Protection des:—Voir Actions contre les juges de paix.

ORDRE, MAINTIEN DE L':

Les magistrats de police, surintendants et inspecteurs de police et magistrats stipendiaires auront les mêmes pouvoirs pour maintenir l'ordre dans les cours de police que toute cour de loi,—chap. 95, sec. 30. (p. 23.)

ORDRES:

Une sommation (cédule A.) pourra être décernée sur une plainte sur laquelle un juge de paix est autorisé à décerner un ordre pour le paiement de deniers ou autrement, Manière de la signifier, etc.—chap. 95, sec. 1. (p. 6.)

Il ne sera pas nécessaire que la plainte sur laquelle tel ordre pourra être décerné, soit par écrit, à moins que la loi ne l'exige spécialement,—chap. 95, sec. 7, 9. (pp. 11, 12.)

Formule de l'ordre (lorsqu'elle n'est pas spécialement prescrite par la loi),—chap. 95, sec. 16. (p. 16.)

Dans tous les cas où quelque toi autorise à envoyer en prison ou à prélelever quelque somme d'argent par voie de saisie-exécution pour n'avoir pas obéi à un ordre rendu par un juge de paix, copie de la minute de cet ordre sera signifiée au défendeur avant qu'un warrant soit décerné, chap. 95, sec. 16. (p. 16.)

Si un appel d'un ordre est décidé en faveur d'un intimé, tout juge de paix pourra décerner un warrant pour son exécution,—chap. 95, sec. 23. (p. 20.)

Dans tous les cas où la loi exige qu'une conviction ou ordre soit rendu par deux ou plusieurs juges de paix, les dits juges de paix devront avoir agi ensemble pendant toute la durée de l'audition et de la décision de la cause,—chap. 95, sec. 25. (p. 21.)

PLAIGNANT:

(Convictions Sommaires.)

Le plaignant pourra conduire la plainte et faire interroger les témoins par un conseil ou procureur en son nom,—chap. 95, sec. 11. (p. 13.)

S'il ne comparaît pas a l'audition, la plainte pourra être renvoyée ou l'audition en être ajournée,—chap. 95, sec. 12. (p. 13.)

Il ne pourra pas répliquer à la preuve faite par le défendeur,—chap. 95, sec. 13. (p. 14.)

Tout poursuivant n'ayant pas un intérêt pécuniaire dans le résultat d'une dénonciation, et tout plaignant, seront témoins compétents,—chap. 95, sec. 14. (p. 15.)

Lorsqu'une dénonciation sera rejetée avec dépens, ils pourront être prélevés par saisie (cédule Q 1.), et à défaut de meubles saisissables, le plaignant pourra être emprisonné (cédule Q 2.) pour l'espace d'un mois, au plus, à moins que les frais et dépens ne soient plus tôt payés,—chap. 95, sec. 23 . (p. 19.)

PLAIGNANT-Continué.

(Délits poursuivables par indictement.)

Il pourra produire en preuve tout aveu ou déclaration du défendeur fait en aucun temps, qui, suivant la loi, serait admissible comme preuve,—chap. 96, sec. 10. (p. 55.)

Il pourra être obligé par un cautionnement (cédule O 1.) à poursuivre. Nature du cautionnement,—chap. 96, sec. 12. (p. 55.)

PLAINTE OU DENONCIATION :

(Convictions Sommaires.)

Procédures sur une dénonciation ou plainte,—chap. 95, sec. 1. (p. 6.); sur l'audition,—sec. 13. (p. 14.)

Sur une plainte contre quelqu'un pour un délit commis dans une division, ou une plainte sur laquelle tout juge de paix a autorité d'ordonner un paiement d'argent, une sommation (cédule A.) pourra lui être adressée et lui être signifiée personnellement, ou à son domicile. Le juge de paix n'est pas obligé de décerner une sommation dans les cas où la demande tendant à obtenir un ordre des juges de paix doit être faite ex parte. Aucune objection à une dénonciation ou sommation ne sera admise à raison d'informalité en icelle; si la partie est déçue par que'que variation, l'audition de la cause peut être ajournée,—chap. 95, sec. 1. (p. 6.)

S'il n'est pas obéi à la sommation, un warrant (cédule B.) pourra être décerné sur serment ou affirmation établissant les faits de la dénonciation, ou (sur le serment, etc.,) un warrant (cédule C.) peurra être décerné en premier lieu; ou sur preuve de la signification de la sommation, le juge de paix fera procéder ex parte à l'audition de la plainte, et rendre jugement sur icelle,—chap. 95, sec. 2. (p. 7.)

Dans le cas de propriétés en la possession d'associés, co-locataires, etc., désignées dans la plainte, il suffira de nommer une de ces personnes. Les édifices, etc., appartenant à une division territoriale, peuvent être désignés comme appartenant aux habitants de cette division,—chap. 95, sec. 4. (p. 9.)

Il n'est pas nécessaire que la plainte tendant à obtenir un ordre pour paiement d'argent ou autre ordre, soit par écrit, à moins que la loi ne le prescrive spécialement,—chap. 95, sec. 7. (p. 11.)

Il n'est pas nécessaire que la plainte tendant à obtenir un ordre ou sommation soit faite sous serment (à moins que la loi ne l'exige spécialement,) mais elle doit être faite sous serment dans tous les cas où un warrant doit être décerné en premier lieu,—chap. 95, sec. 9. (p. 12.)

Aucune variation entre la dénonciation et la preuve, quant au temps ou lieu de la commission du délit, n'est considérée comme fatale s'îl est prouvé que le délit a été commis dans la jurisdiction du juge de paix instruisant la plainte. Si le défendeur a été par là déçu, l'audition de la cause pourra être ajournée, et le défendeur envoyé en prison (cédule D.) ou admis à caution (cédule E.) S'il fait défaut de comparaître, l'acté de cautionnement sera transmis, avec un certificat (cédule F.) le constatant, au greffier de la paix,—chap. 95, sec. 8. (p. 11.)

Toute plainte ou dénonciation ne devra se rapporter qu'à un seul délit, etc. Elle peut être faite en personne ou par conseil, procureur ou agent,—chap. 95, sec. 9. (p. 12.)

La plainte doit être portée dans le délai de six mois après la commission du délit, etc.,—chap. 95, sec. 10. (p. 12.)

Elle peut être jugée par un seul juge de paix pour le district, excepté dans les cas où la loi exige qu'elle le soit par deux ou plusieurs juges de paix. L'instruction se fera (dans les cas qui doivent être décidés par conviction sommaire) dans une cour publique,—chap. 95, sec. 11. (p. 13.)

) qu'il rtaine lécerp.50.) ges de

lécla-

nagis-'ordre sc. 30.

sur lapaie--chap. a être aent,-

par la préle-

n'avoir ute de erné,—

t rendu levront lécision

5, sec.

oins par ou l'au-

iap. 95,

t d'une nap. 95,

orélevés aignant u plus, 95, sec.

PREU

(Ci

Pro

Le

Tou

d

F

Le

(D

La

Le

En

Si

Si

Le

PRIS

PRIS

Su

 \mathbf{Q}_{t}

Lo

PLAINTE OU DENONCIATION-Continué.

Manière de procéder à l'audition des plaintes et dénonciations,—chap. 95, sec. 13. (p. 14.)

Le certificat (cédule M.) d'un ordre de débouté (cédule L.) d'une plainte, sera une fin de non recevoir à toute dénonciation subséquente contre le défendeur,—chap. 95, sec. 13. (p. 14.) La plainte peut être déboutée avec dépens,—chap. 95, sec. 17. (p. 17.), qui peuvent être prélevés par saisie-exécution,—sec. 22. (p. 19.)

Un juge de paix peut, dans tous les cas, recevoir une information ou plainte, et décerner les sommations ou warrants sur icelle,—chap. 95, sec. 25. (p. 21.)

(Délits poursuivables par indictement.)

Manière de procéder sur une plainte pour un délit poursuivable par indictement,—chap, 96, sec. 1. (p. 49.)

La plainte pourra être portée par écrit sous serment (cédule A.) lorsqu'un warrant doit être décerné; mais elle peut être faite verbalement lorsqu'une sommation seulement est demandée. Aucune objection à la dénonciation, basée sur un défaut de forme ou variation, ne sera admise, et si un témoin digne de foi déclare sous serment (cédule E 1.) qu'il croit que des objets volés sont dans une maison ou autre lieu indiqué, un warrant de recherche (cédule E 2.) peut être accordé,—chap. 96, sec. 4.(p. 50.)

Sur réception de la plainte, le juge de paix peut décerner sa sommation ou warrant,—chap. 96, sec. 5. (p. 51.)

La personne accusée d'an délit commis dans un autre district, peut, sur preuve suffisante du fait, être emprisonnée dans un district quelconque pour subir son procès; ou si la preuve n'est pas suffisante, les témoins donneront caution de rendre témoignage, et il sera décerné un warrant (cédule R 1.) pour conduire le défendeur devant un juge de paix dans tel autre district en transmettant la plainte, les dépositions et les actes de cautionnement; et tel juge de paix donnera au constable qui en sera chargé un certificat (cédule R 2.) constatant la remise du défendeur et des dépositions, etc., entre ses mains, etc. Sur la production de ce certificat au shérif de son district, s'il est employé par lui, (ou s'il n'est pas employé par lui, au trésorier) ses frais et dépens seront payés,—chap. 96, sec. 14. (p. 57.)

POLICE:

Un magistrat de police, surintendant ou inspecteur de police, ou un magistrat stipendiaire peut faire seul tout ce que deux juges de paix sont autorisés à faire,—chap. 95, sec. 29. (p. 23.); aussi, 96, sec. 21. (p. 60.)

Tout magistrat de police, etc., aura les mêmes pouvoirs pour maintenir l'ordre dans les cours de police, que les cours de loi,—chap. 95, sec 30. (p. 23.)

Ils sont autorisés à mettre à effet toute sommation, warrant, etc., en employant les moyens prescrits pour les autres cours,—chap. 95, sec. 30. (p. 23.)

Poursuites :- Voir Actions.

Poursuivant :- Voir Plaignant.

PRESCRIPTION DES ACTIONS:

Les actions contre un juge de paix, magistrat, ou autre officier, pour un acte fait par lui dans l'exécution de ses devoirs officiels, doivent être commencées dans les six mois de calendrier qui suivront la commission de l'acte dont on se plaint,—chap. 54, sec. 8. (p. 5.) Il devra en être donné avis un mois d'avance,—chap. 54, sec. 2. (p. 3.)

PREUVE :

(Convictions Sommaires.)

Procédures relatives à l'assignation d'un témoin, -chap. 95, sec. 6. (p. 10.)

Le plaignant et ses témoins seront entendus premièrement, ensuite le défendeur et ses témoins ; dans certains cas le plaignant pourra produire d'autre témoins.

Tout poursuivant qui n'aura pas d'intérêt pécuniaire dans le résultat d'une dénonciation, et tout plaignant, seront témoins compétents,—chap. 95, sec. 14. (p. 15.)

Les témoins seront examinés sous serment administré par le juge de paix,—chap. 95, sects. 9, 14. (pp. 12, 15.)

Le témoin qui resusera de répondre pourra être emprisonné, (cédule G 4.) pendant un espace de temps n'excédant pas dix jours,—chap. 95, sec. 6. (p. 10.)

(Délits poursuivables par indictement.)

Manière d'assigner les témoins; nature et forme des dépositions: - Voir Andition.

La déposition d'un témoin qui sera décédé depuis l'audition pourra, si elle est signée par le juge de paix, être lue comme preuve lors du procès, sur preuve que le défendeur a eu pleine liberté de contre-interroger le témoin,—chap. 96, sec. 9. (p. 54.)

Les dépositions seront remises à la cour devant laquelle le procès du défendeur doit avoir lieu, le premier jour des séances,—chap. 96, sec. 12. (p. 56.)

En l'absence de preuves suffisantes, l'audition pourra être ajournée et le prisonnier renvoyé en prison,—chap. 96, sec. 13. (p. 56.)

Si la personne est accusée d'un délit commis dans un autre district, et si la preuve n'est pas suffisante pour lui faire subir un procès, elle sera conduite devant un juge de paix de cet autre district, et toutes les dépositions, actes de cautionnement, etc., reçus en premier lieu, seront remis à ce juge de paix,—chap. 96, sec. 14. (p. 57.)

Si la preuve contre le défendeur n'est pas suffisante pour lui faire subir un procès, il sera élargi; mais si la preuve est suffisante ou fait naître une forte présomption de culpabilité, il sera emprisonné en vertu d'un warrant (cédule T 1.) jusqu'à ce qu'il soit libéré suivant le cours de la loi, ou admis à caution,—chap. 96, sec. 17. (p. 59.)

Le prisonnier pourra demander une copie des dépositions entre la clôture de l'audition et le procès, en payant pour icelle sur le pied de trois deniers et demi par folio de cent mots,—chap. 96, sec. 19. (p. 60.)—Mais la version anglaise, qui est correcte, dit "trois deniers."

Prison :- Voir Emprisonnement.

PRISONNIER:

Sur le paiement de l'amende pour laquelle le défendeur sera emprisonné, avec les dépens, le geolier le mettra en liberté,—chap. 95, sec. 24. (p. 20.)

Quand un indictement aura été rapporté par un grand jury contre une personne déjà en prison pour un autre délit, il sera décerné un warrant (cédule I.) pour continuer de le détenir,—chap. 96, sec. 2. (p. 49.)

Lorsqu'un prisonnier sera remis au geolier, il en donnera un reçu au constable (cédule T 2) indiquant la condition du prisonnier,—chap. 96, sec. 18. (p. 60.) Procédures lorsqu'un prisonnier accusé d'un délit commis dans la jurisdiction d'un juge de paix pour un autre district sera remis à ce juge de paix,—chap. 96, sec. 14. (p. 57.)

-chap.

lainte, ntre le boutée vés par

tion ou ap. 95,

par in-

requ'un
it lorson à la
idmise,
'il croit
warrant
(p. 50.)
mation

ut, sur conque émoins warrant ix dans s actes qui en défen-

ction de

(ou s'il

payés,

magisont au-(p. 60.) aintenir sec 30.

etc., en 95, sec.

pour un nt être mission en être

Procks, Emprisonnement en attendant le :

(Délits poursuivables par indictement.)

Le poursuivant et les témoins seront obligés par un cautionnement, (cédule O 1.) à comparatte lors du procès. Avis du procès, (cédule O 2.) sera donné à chacun d'eux. Le témoin qui refusera de donner ce cautionnement pourra être envoyé en prison ou dans la maison de correction par un warrant (cédule P 1.) jusqu'après le procès. Un ordre pour le mettre en liberté (cédule P 2.) pourra être décerné, si le défendeur n'est pas emprisonné pour subir un procès,—chap. 96, sec. 12. (p. 55.)

Le cautionnement de l'accusé, les dépositions et le cautionnement des cautions, seront remis à la cour devant laquelle le procès doit avoir lieu, le premier jour des séances,—chap. 96, sects. 12, 13. (pp. 55, 56)

Lorsque la preuve sera suffisante pour faire subir un procès au défendeur, ou pour faire naître une forte présomption de sa culpabilité, il sera décerné un warrant (cédule T 1.) pour le renfermer dans la prison ou maison de correction, jusqu'à ce qu'il en soit libéré suivant le cours de la loi, ou soit admis à caution,—chap. 96. sec. 17. (p. 59.)——Il pourra être conduit dans la prison d'un autre district dans lequel le délit aura été commis,—chap. 96, sec. 14. (p. 57.)

Proces, lieu de :- Voir Venue.

PROCUREUR :- Voir Conseil.

Propriétés:

Les objets et propriétés appartenant à des associés, co-locataires, co-propriétaires, ou possesseurs par indivis, pourront être désignés comme appartenant à un ou plusieurs d'entre eux. Les édifices et ouvrages appartenant à un district ou autre division territoriale, pourront être désignés comme appartenant aux habitants de cette division,—chap. 95, sec. 4. (p. 9.)

PROTECTION DES JUGES DE PAIX :- Voir Actions contre les juges de paix.

RAPPORTS DES POURSUITES, ETC:

Tout juge de paix transmettra tous les trois mois au greffier de la paix pour le district, pas plus de dix jours ni moins de cinq jours avant l'ouverture des sessions de quartier, des rapports des poursuites intentées devant lui, et ces rapports seront soumis à la cour, et déposés au greffe de la cour. Nature de ces rapports,—2 Vic. c. 20, sec. 1. (p. 1.)

Il sera fait rapport au gouverneur, dans les dix jours qui suivront chaque terme, des juges de paix qui n'auront pas fait ces rapports,—2 Vic. c. 20, sec. 2. (p. 2.)

RECHERCHE, Warrants de.

Les warrants de recherche pourront être décernés le dimanche,—chap. 96, sec. 3. (p. 50.)

Ils pourront être accordés (cédule E 2.) s'il est déclaré sons serment par un témoin digne de foi (cédule E 1.) qu'il y a raison de soupçonner que des objets volés sont dans la maison ou lieu en question,—sec. 54. (p. 50.)

REJET DE LA PLAINTE:

(Convictions Sommaires.)

Si le plaignant ne comparait pas, la plainte pourra être rejetée, ou l'audition de la cause ajournée,—chap. 95, sec. 12. (p. 13.)

REJET D

Après de c la p défe toute 95,

Sur le leaq vrés sect

(Délits
Si la p
faire
le d
distr
nant
caut
chaj

RENVOI I

Avant

sign Les dé (céd n'ex

sanc

—cl Lorsqu pour les p sants N 3. préle l'ém

Lorsqu au d sûre sec.

fami

A défar cons pour étatu paier payé

Sur le : n'aur Le war

par t ait p (p. 2

Les de payé warr saive mun sec.

REJET DE LA PLAINTE-Continué.

Après avoir entendu la preuve, le juge de paix prononcera la sentence de conviction, ou décernera un ordre contre le défendeur, on rejettera la plainte, et décernera un ordre de débouté (cédule L.) et en donnera au défendeur un certificat (cédule M.) qui sera une fin de non recevoir à toute dénonciation subséquente contre lui pour le même délit,-chap. 95, sec. 13. (p. 14.)

Sur le rejet de la plainte, des dépens pourront être alloués au défendeur, lesquels seront spécifiés dans l'ordre de débouté, et pourront être recouvrés du plaignant par saisie-exécution ou emprisonnement,-chap. 95.

sects. 17, 22. (pp. 17, 19.) (Délits poursuivables par indictement.)

Si la preuve contre le défendeur n'est pas suffisante pour autoriser de lui faire un proces, il sera élargi,-chap. 96, sec. 17. (p. 59.), à moins que le délit qui fait le sujet de la plainte n'ait été commis dans un autre district, et dans ce cas, il sera décerné un warrant (cédule R 1.) ordennant de conduire le défendeur avec toutes les dépositions et actes de cautionnement reçus, devant un juge de paix de cet autre district,chap. 96, sec. 14. p. (57.)

Renvoi en Prison, - Voir Ajournement de l'audition.

SAIRIE-EXÉCUTION :

Avant qu'il ne soit décerné un warrant de saisie-exécution pour désobéissance à un ordre d'un juge paix, copie de la minute de cet ordre sera signifiée au défendeur,—chap. 95, sec. ?6. (p. 16.)

Les dépens (lorsqu'il en sera alloué) pourront être recouvrés par saisie (cédule Q 1.) avec emprisonnement pendant un espace de temps n'excédant pas un mois à défaut de meubles saisissables (cédule Q 2.)

-chap. 95, sects. 17, 22. (pp. 17, 19.)

Lorsqu'une conviction ou ordre comportera une amende ou un paiement, il pourra être décerné un warrant de saisie-exécution (cédule N 1, 2.) pour les prélever. S'il n'y a pas dans le district de meubles saisissables suffisants, le warrant (sur preuve de signature) pourra être endossé (cédule N 3.) par un juge de paix d'un autre district, et l'amende pourra y être prélevée avec dépens. S'il n'y a pas de meubles saisissables, ou si l'émission du warrant devait entraîner la ruine du défendeur ou de sa famille, le défendeur pourra être emprisonné,-chap. 95, sec. 18. (p. 17.)

Lorsqu'un warrant de saisie-exécution aura été décerné, il pourra être permis au défendeur de rester en liberté, ou il pourra être détenu en lieu de sûreté ou admis à caution jusqu'au rapport du warrant,-chap. 95,

sec. 19. (p. 18.)

A défaut de meubles saisissables suffisants, sur rapport (cédule N 4.) d'un constable le constatant, un warrant (cédule N 5.) pourra être décerné pour emprisonner le défendeur pendant l'espace de temps fixé par le statut sur lequel la conviction sera basée, à moins que la somme dont le paiement aura été ordonné, et les dépens et charges, ne soient plus tôt payés,—chap, 95, sec. 20. (p. 19.)

Sur le paiement de toute amende ou dépens imposés, la saisie-exécution

n'aura pas lieu,-chap. 95, sec. 24. (p. 20.)

Le warrant de saisie-exécution, lorsqu'il sera ordonné, pourra être décerné par tout juge de paix, et il ne sera pas nécessaire que ce juge de paix ait pris part à l'audition et à la décision de la cause,—chap. 95, sec. 25. (p. 21.)

Les deniers prélevés en vertu d'un warrant de saisie-exécution, seront payés au greffier de la cour ou des juges de paix qui auront décerné le warrant,-lequel les paiera aux parties qui auront droit de les recevoir saivant le statut, ou si le statut ne le prescrit pas, alors au trésorier de la municipalité; et ils en rendront compte tous les trois mois,-chap. 95, sec. 27. (p. 22.)

-promme rages re dé-

p. 95,

ment. édule

ier ce

e cor-

ordre e dé-

e. 12.

t des

lieu,

ideur,

Sera

prison

Cours -11

délit

paix avant

ix.

ntenés au p. 1.) naque lie. c.

chap.

it par onner

audi-

SERMENT OU AFFIRMATION :

- Toute dénonciation ou plainte devra être faite par écrit sous setment, avant qu'un warrant puisse être décerné en premier lieu; mais il ne sera pas nécessaire qu'elle le soit dans les cas où une sommation seulement doit être décernée, à moins qu'il n'y soit poervu spécialement par la loi,—chap. 95, sec. 9. (p. 12.); aussi, chap. 96, sec. 4. (p. 50.)
- Les témoins seront interrogés sous serment ou affirmation, administré par le juge de paix,—chap. 95, sec. 14. (p. 15.); anssi, chap. 96, sec. 9. (p. 54.)
- Le serment sera administré aux personnes qui demanderent un warrant de recherche (cédule F 2),—chap. 96, sec. 4, (p. 50.)——Le serment pourra être administré aux cautions appelées à justifier de leur solvabilité,—chap. 96, sec. 15. (p. 58.)

SIGNIFICATION DES SOMMATIONS OU WARRANTS :

- Ce qui sera considéré comme une signification bonne et valide,—chap. 95, sec. 1. (p. 6.)
- Si le défendeur ne comparaît pas à l'audition, le constable sera assermenté touchant la signification de la sommation, et si la sommation a été duement signifiée, le juge de paix pourra procéder à entendre et juger la cause, ou décerner un warrant,—chap. 95, sec. 12. (p. 13.)

SOMMATIONS:

(Convictions Sommaires.)

- Une sommation (cédule A.) pourra être décernée sur une plainte tendant à accuser une personne d'un délit commis dans le district, ou à raison duquel un juge de paix peut avoir le droit d'ordonner le paicement d'une somme d'argent. Elle sera signifiée à la partie en personne ou laissée à son domicile. Aucune objection à la sommation pour cause d'informalité ne sera admise, mais si la partie est induite en erreur par cette informalité, l'audition de la cause pourra être ajournée,—chap. 95, sec. 1. (p. 6.)
- Le juge de paix ne sera pas obligé de décerner une sommation lorsque la demande tendant à obtenir un ordre des juges de paix doit, suivant la loi, être faite ex parte,—chap. 95, sec. 1. (p. 6.)
- Si la personne qui a reçu la sommation n'y obéit pas, il pourra être décerné contre elle un warrant d'arrestation (cédule B.) sur une déclaration sons serment ou affirmation établissant les faits de la dénonciation, et la signification de la sommation; ou bien le juge de paix pourra procéder ex parte à entendre et décider la plainte,—chap. 95, sec. 2. (p. 7.)
- Si un témoin n'obéit pas à une sommation, un wastan' (c'dule G 2.) pourra être décerné. Il pourra être exécuté dans un actua district, s'il est endossé par un juge de paix de ce district, cano 40, sec. 6. (p. 10.)
- Toutes sommations pourront être décernées par un juge de paix,—chap. 95, sec. 25. (p. 21.)

(Délits poursuivables par indictement.)

- Une sommation (cédule C.) pourra être décernée pour la comparation de personnes soupronnées d'offenses criminelles, avant ou après l'émission du grarrant,—enap. 96, sec. 1. (p. 49.):—Voir Warrant.
- n'est pas nécessaire que la dénonciation ou plainte sur laquelle la sommation est décernée soit faite par écrit sous serment,—chap. 96, sec. 4.
 (p. 50.)

SOMMA

Form

for par ch:
(Som

de qui

déc

SURINTI

Лимого

TÉMOIN

(Com

Une s tout nég (sur orde pou si c

pou

tem

Tout tout
Les te pai

Tout 1 G 4 Hea

(Déli

raît S'il (su qu'. déc tém (cé reu

l'er à n sec Exan

Les to

Sommations - Continuée.

Forme et nature de la sommation (cédule C.); manière en laquelle elle sera signifiée à la personne à qui elle est adressée; si cette personne ne comparaît pas conformément à la mination, un Estrant pour son arrestation (cédule D.) sera décerné. Auture objection à la sommation ou warrant ne sera admise pour aucune informalité soit dans la forme ou au fonds; mais si la personne accusée à été induite en enteur par quelque variation, l'audition de la cause pourra être sjournée,—chap. 96, sec. 5. (p. 51.)

(Sommations aux témoins.)

Une sommation (cédule L 1.) sera adressée à toute personne que le juge de paix croira être en état de rendre quelque témoignage essentiel, et qui res sera pas disposée à comparaître volontairement. Si elle neglige de obéir, il pourra être décerné (sur preuve de la signification de la un stion) un warrant (cédule L 2.) pour la forcer de comparaître pour rendre témoignage comme susdit; ou le dit warrant pourra être décerné en premier lieu (cédule L 3.) s'il est nécessaire,—chap. 96, sec. 8. (p. 53.)

SURINTENDANTS DE POLICE:- Voir Police.

Temoionages:- Voir Preuve.

TÉMOINS:

(Convictions Sommaires.)

Une sommation pourra être décernée (cédule († 1.) pour faire comparaître tout témoin important qui refusera de le faire volontairement. S'il néglige d'obéir à cette sommation, un warrant (cédule G 2.) pourra (sur preuve de la signification de la sommation) être décerné, pour ordonner qu'il soit amené pour rendre témoignage; ou ce warrant pourra être décerné en premier lieu (cédule G 3.) s'il y a nécessité; si ce témoin refuse de rendre témoignage, un warrant (cédule G 4.) pourra être décerné contre lui pour l'emprisonner pendant un espace de temps n'excédant pas dix jours, à moins que dans l'intervalle il ne consente à répondre,—chap. 95, sec. 6. (p. 10.)

Tout poursuivant qui n'aura pas d'intérêt pécuniaire dans le résultat, et tout plaignant, seront témoins compétents,—chap. 95, sec. 14. (p. 15.)

Les témoins seront interrogés sous serment, administré par le juge de paix,—chap. 95, sects. 9, 14. (pp. 12, 15.)

Tout témoin qui refusera de répondre, pourra être emprisonné (cédule G 4.) pendant un espace de temps n'excédant pas dix jours,—chap 95, sec. 6. (p. 10.)

(Délits poursuivables par indictement.)

Une sommation (cédule L 1.) pourra être décernés, pour faire comparaître tout témoin important qui refusera de le faire volontairement. S'il refuse d'obéir à la sommation, un warrant (cédule L 2.) pourra (sur preuve de la signification de la sommation) être décerné pour ordonner qu'il soit amené pour reudre témoignage; ou le warrant pourra être décerné en premier lieu, (cédule L 3.) s'il y a nécessité. Et si le témoin s'en va dans un autre district, le warrant pourra être endossé (cédule K.) par tout juge de paix en icelui. Si le témoin refuse de rendre témoignage, un warrant (cédule L 4.) pourra être décerné pour l'envoyer en prison ou dans la maison de correction, pendant dix jours, à moins que dans l'intervalle il ne consente à répondre,—chap. 96, sec. 8. (p. 53.)

Examen des témoins: -- Voir Audition.

Les témoins seront assermentés par le juge de paix qui les interrogera,—chap. 96, sec. 9. (p. 54.)

-chap.

erment,

is il ne

seule-

ent par

stré par

, нес. 9.

wairant

serment

r solva-

nation a endre et 13.)

tendant à raison ent d'une oune ou cause reur par e,—chap.

i lorsque , suivant être dé-

eclaration iation, et procéder (p. 7.) ale G 2.) trict, s'il

3. (p. 10.) chap. 95,

rution de 'émission

e la som-6, sec. 4.

TEMOINS - Continuée.

Ils seront obligés par un cautionnement (cédule O 1.) à comparaître et rendre témoignage au procès. Nature du cautionnement. Le témoin qui refusera de donner caution pourra être emprisonné par un warrant (cédule P 1.) jusqu'après le procès, et si le défendeur n'est pas emprisonné pour subir un procès, le témoin pourra être mis en liberté sur l'ordre (cédule P 2.) de tout juge de paix du district,—chap. 96, sec. 12. (p. 55.)

Si un témoin décède après avoir été interrogé, sa déposition pourra être lue en preuve au procès, si elle est signée par le juge de paix, et s'il est prouvé que l'accusé ou son conseil ou procureur ont eu pleine liberté de transquestionner le témoin,—chap. 96, sec. 9. (p. 54.)

L'audition pourra être ajournée et le prisonnier renvoyé en prison à raison de l'absence de témoins,—chay. 96, sec. 13. (p. 56.)

TRAHISON :

Lorsqu'une plainte (cédule A.) aura été portée devant un juge de paix, tendant à accuser une personne, dans se jurisdiction, d'un acte de trahison commis en icelle ou ailleurs, un warrant pour son arrestation (cédule B.) pourra être décerné, ou une sommation (cédule C.) pourra être décernée en premier lieu, à la discrétion du juge de paix, et être suivie en tout temps du warrant; si la personne accusée fait défaut de camparaître, un warrant (cédule D.) pourra être décerné pour son arrestation,—chap. 96, sec. 1. (p. 49.)

Les personnes accusées de trahison ne pourront pas être admises à caution, excepté par ordre de la cour du banc de la reine, ou de l'un des juges d'icelle en vacance,—chap. 96, sec. 15. (p. 58.)

TRANSQUESTIONS :- Voir Contre-interrogatoires.

VENUE:

Les actions contre les juges de paix devront être jugées dans le district ou circuit où l'acte aura été commis. Le défendeur pourra changer la venue ou lieu du procès en en donnant avis au plaignant; ou la venue pourra être changée par la cour s'il appert que l'action ne peut être décidée avec justice ou sans préjugé dans le district ou circuit,—chap. 54, sec. 4. (p. 4.)

WARRANT:

(Convictions Sommaires.)

Un warrant d'arrestation (cédule B.) pourra être décerné contre toute personne qui refusera d'obéir à une sommation décernée sur une dénonciation; ou un warrant d'arrestation (cédule C.) pourra être décerné en premier lieu,—chap. 95, sec. 2. (p. 7.)

Le warrant devra être décerné sous le seing et sceau du juge de paix. A qui il sera adressé. Ce que devra contenir le warrant. Comment il sera exécuté. La personne contre la juelle il aura été décerné pourra être arrêtée dans le district, ou jusqu'à sept milles au-delà de ses limites dans le cas de poursuite nouvelle. Si la partie s'enfuit dans un autre district, tout juge de paix en icelui pourra, sur preuve (sous serment) de l'écriture du juge de paix qui aura décerné le warrant, y inscrire un endossement en autorisant l'exécution dans ce district, aucune objection ne sera admise à raison d'aucun défaut soit du fonds ou de la forme des warrants; mais si le défendeur est induit en erreur par tel défaut, le juge de paix pourra ajourner l'audition de la cause,

WARRANT-

et faire correcti s'il fait statant transmi

Emprison sera ajo

Warrant p somma Gr 3.) (p. 10.)

Warrant j qu'il av

Warrant of ou une endossé autres v

pourra e par le s avec le (p. 19.) dépens sec. 22. ordonne plus,—

Tous war qui n'a cause,-

(Délits po

Un warra
l'arrest:
paix, c
commic
(cédule
premie
(cédule
mention
la somi

Un warra tion d'u dans ur parutio à cauti (cédule (p. 49.

Un warra
lorsqu²
juge de
admise
accusé
pourra

Des wars compé Les war

(p. 50 La dénor warran WARRANT-Continué.

et faire renfermer (cédule D.) le défendeur dans la prison ou maison de correction, ou l'admettre à caution sur un cautionnement (cédule E.); s'il fait ensuite défaut de comparaître, un certificat (cédule F.) constatant ce défaut, sera inscrit au dos du cautionnement qui devra être transmis au greffier de la paix,—chap. 95, sec. 3. (p. 8.)

Emprisonnement (cédule D.) du défendeur, lorsque l'audition de la cause sera ajournée,—chap. 95, sec. 3. (p. 8.)

Warrant pour l'arrestation d'un témoin négligeant de comparaître sur une sommation (cédule G 2.), ou warrant décerné en premier lieu (cédule G 3.) endossé comme susdit, s'il y a nécessité,—chap. 95, sec. 6. (p. 10.)

Warrant pour renfermer un défendeur en lieu de sûreté (cédule H.) lorsqu'il aura été arrêté en vertu d'un warrant,—chap. 95, sec. 12. (p. 13.)

Warrant de saisie-exécution, (cédule N 1, 2.) pour prélever une amende ou une somme d'argent dont le paiement est ordonné. Il pourra être endossé (cédule N 3.) et exécuté dans un autre district, comme les autres warrants,—chap. 95, sec. 18. (p. 17.)

A défaut de meubles saisissables suffisants, un warrant (cédule N 5.) pourra être décerné pour renfermer le défendeur pendant le temps fixé par le statut sur lequel la conviction sera basée, à moins que l'amende avec les dépens et charges ne soient plus tôt payés,—chap. 95, sec. 20. (p. 19.)——Sur une saisie-exécution contre le plaignant pour les dépens (cédule Q 2.) pendant l'espace d'un mois au plus,—chap. 95, sec. 22. (p. 19.)——Sur une saisie-exécution pour dépens (cédule S 2.) ordonnée par une cour quelconque, pendant l'espace de deux mois au plus,—chap. 95, sec. 23. (p. 20.)

Tous warrants quelconques pourront être décernés par un juge de paix, qui n'aura pas besoin d'avoir pris part à l'audition et décision de la cause,—chap. 95, sec. 25. (p. 21.)

(Délits poursuivables par indictement.)

Un warrant pourra être décerné par un ou plusieurs juges de paix pour l'arrestation de toute personne dans la jurisdiction des dits juges de paix, qui sera soupçonnée d'un délit poursuivable par indictement, commis dans la même jurisdiction ou ailleurs; forme du warrant (cédule B.); ou une sommation de comparaître pourra être décernée en premier lieu (cédule C.); si la personne ne comparaît pas, un warrant (cédule D.) pourra être décerné pour son arrestation, ou le warrant mentionné en premier lieu pourra être décerné en tout temps après la sommation,—chap. 96, sec. 1. (p. 49.)

Un warrant sera décerné pour l'arrestation d'un délinquant sur la production d'un certificat d'un indictement rendu contre lui par le grand jury dans une cour quelconque; forme du warrant (cédule G.); et sur sa comparution il sera emprisonné pour subir son procès (cédule H.) ou admis à caution. S'il est déjà emprisonné pour un autre délit, un warrant (cédule 1.) sera décerné pour le retenir en prison,—chap. 96, sec. 2. (p. 49.)

Un warrant sera décerné pour l'arrestation d'un délinquant (cédule D.) lorsqu'il fera défaut de comparaître en obéissance à une sommation du juge de paix. Aucune objection à la sommation ou au warrant ne sera admise pour aucun défaut de la forme ou du fonds; mais si la personne accusée a été induite en erreur par tel défaut, l'audition de la cause pourra être remise,—chap. 96, sec. 5. (p. 51.)

Des warrants de cour pourront être décernés chaque fois qu'une cour compétente le jugera convenable,—chap. 96, sec. 2. (p. 49.)

Les warrants pourront être décernés le dimanche,—chap. 96, sec. 3. (p. 50.)

La dénonciation devra avoir été faite par écrit sous serment avant qu'un warrant puisse être décerné,—chap. 96, sec. 4. (p. 50.)

raître et témoin warrant pas emterté sur 96, sec.

, et s'il i pleine)

rra être

à raison

de paix, de trahirestation) pourra , et être éfaut de our son

s à caul'un des

istrict ou anger la la venue cut être ,—chap.

re toute une dédécerné

aix. A
nment il
é pourra
de ses
dans un
e (sous
urrant, y
district.
lu fonds
e erreur
cause,

WARRANT- Continué.

Le warrant sera revêtu des seings et sceaux du juge de paix ou des juges de paix par qui ils seront décernés, (cédule B.). A qui il sera adressé. Ce que devra contenir le warrant. Comment il sera exécuté. La personne contre laquelle il aura été décerné pourra être arrêtée dans les limites de la jurisdiction du juge de paix qui l'aura décerné, ou sept milles au-delà de ses limites, dans le cas de poursuite nouvelle. Aucune objection ne sera admise à raison d'aucun défaut soit du fonds ou de la forme du warrant; mais si cette variation a induit la personne accusée en erreur, l'audition de la cause pourra être ajournée,—chap. 96, sec. 6. (p. 52.)

Si la personne désignée dans le warrant s'enfuit dans un autre district, tout juge de paix dans la jurisdiction duquel elle sera supposée être, pourra, sous serment de la signature du juge de paix qui auia décerné le warrant, y inscrire un endossement (cédule K.) autorisant son exécution dans sa jurisdiction; et si le poursuivant et ses témoins sont dans le district ou autre division territoriale où la personne aura été arrêtée, le juge de paix ou les juges de paix de cette division pourront procéder à l'examen de la cause,—chap. 96, sec. 7. (p. 52.)

Orde

m

té

pour siége

Spéc infér

par

Cana

affai

sons

Grar

du r

des

Can

l'aut

mois

natu

telle

siég

dans

ou d

au (

moi

de (

aux

la d date

mêr

Warrant pour amener devant un juge de paix tout témoin qui aura refusé d'obéir à une sommation (cédule L 2.); ce warrant (cédule L 3.) pourra être décerné en premier lieu, s'il y a nécessité; et si le témoin s'en va dans un autre district, ce warrant pourra être endossé (cédule K.) par tout juge de paix en icelui comme susdit,—chap. 96, sec. 8. (p. 53.)

Warrant pour envoyer tout témoin qui refusera de rendre témoignage, en prison ou dans la maison de correction (cédule L 4.), à moins qu'il ne consente dans l'intervalle à répondre,—chap. 96, sec. 8. (p. 53.)

Warrant pour envoyer en prison ou dans la maison de correction (cédule P 1.) jusqu'après le procès, tout témoin qui refusera de donner un cautionnement pour comparaître et rendre témoignage au procès. Si le défendeur n'est pas emprisonné pour subir son procès, le témoin pourra être mis en liberté sur l'ordre (cédule P 2.) de tout juge de paix du district,—chap. 96, sec. 12. (p. 56.)

Warrant (cédule Q 1.) pour renvoyer le prisonnier en prison pour une période n'excédant pas huit jours chaque fois; s'il n'y est pas envoyé pour plus de trois jours, l'ordre pourra être donné verbalement,—chap. 96, sec. 13. (p. 56.)

Warrant pour conduire une personne accusée d'un délit commis dans un au're district dans la prison de ce district pour attendre son procès, (cédule R 1.),—chap. 96, sec. 14. (p. 57.)

Lorsqu'une personne qui aura été emprisonnée sur une accusation portée contre elle, aura été admise à caution, le juge de paix adressera un warrant d'élargissement (cédule S 3.) au geolier lui ordonnant de mettre le prisonnier en liberté,—chap. 96, sec. 16. (p. 59.)

Warrant pour emprisonner le défendeur (lorsqu'il y aura preuve suffisante contre lui) pour subir son procès pour le délit dont il est accusé. (cédule T 1.),—chap. 96, sec. 17. (p. 59.)

WARRANTS DE COUR :

Pourront émaner lorsqu'une cour compétente en donnera l'ordre,—chap. 96, sec. 2. (p. 49.)



ANNO SECUNDO

VICTORIÆ REGINÆ.

CAP. XX.

Ordonnance pour la meilleure information du Gouvernement et du Fublic, relativement aux Poursuites intentées devant les Juges de Paix.

TTENDU qu'il serait avantageux au bien public qu'il fût Préambule. tenu un registre qui fit voir le résultat général de toutes poursuites intentées devant un ou plus d'un Juge de paix, ne siégeant pas en Sessions Générales de Quartier ni en Sessions Spéciales à la salle d'audience d'aucun district ou district inférieur de cette province : Qu'il soit donc Ordonné et Statué par Son Excellence le Gouverneur de la Province du Bas-Canada, de l'avis et consentement du Conseil Spécial pour les affaires de la dite Province, constitué et assemblé en vertu et sous l'autorité d'un Acte du parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, passé dans la première année du règne de Sa Majesté actuelle, et intitulé, " Acte pour établir des dispositions temporaires pour le Gouvernement du Bas-Canada;" Et il est par les présentes Ordonné et Statué par Les juges de l'autorité susdite, que chaque Juge de Paix fera, tous les trois paix feront mois, un rapport de toutes poursuites pour offenses d'une mois un rapnature publique, ou pour le recouvrement de pénalités pour port des pourtelles offenses, qui auront été intentées devant lui, (soit qu'il suites intensiégeat seul ou avec un ou plusieurs autres Juges de Paix) eux. dans aucune autre place que la salle d'audience d'un district on district inférieur de cette province, et tel rapport sera envoyé au Greffier de la Paix pour le district, pas plus de dix jours ni moins de cinq jours avant la tenue de chaque Cour de Sessions de Quartier, et sera par tel Greffier déposé au Greffe et soumis aux Juges de Paix à telle Cour; et tel rapport s'étendra, en premier lieu, depuis la passation de cette Ordonnance jusqu'à la date du rapport, et dans tous les cas subséquents depuis la date du dernier rapport précédent jusqu'à celle du rapport lui-

1. Le Juge ou les Juges de Paix (si aucun il y a,) qui ont siégé avec le Juge de Paix faisant le rapport.

2. Le lieu de la Séance.

3. Le nom du Poursuivant. 4. Le nom du Défendeur.

5. L'Offense.

même, et constatera:

6. Le résultat, s'il y a eu conviction ou acquittement.

aix ou des A qui il sera era exécuté, arrêtée dans

rné, ou sept

e nouvelle, oit du fonds luit la perajournée,-

tre district, pposée être,

ura décerné torisant son

ses témoins

rsonne aura vision pour-

L 3.) pourra

noin s'en va

K.) par tout

hoignage, en oins qu'il ne

tion (cédule

donner un

procès. Si

moin pourra

de paix du

n pour une

pas envoyé balement,—

mis dans un

son procès,

ation portée dressera un

nt de mettre

euve suffi-

est accusé.

dre,-chap.

52.) aura relusé

. 53.)

. 53.)

de

ρι

et ce

atte

qu'i

soie à ce

de

légi

con

pas

et d

et o

par

tie

vin

cor

tio

pla

ma l'o

à i

au

en

et

ot

7. Le Jugement, et le montant de la pénalité, si aucune il v a eu.

8. Les dépens accordés à la partie qui a eu gain de cause.

9. Les dépens accordés contre la partie qui a succombé, pour aueune chose faite à son instance dans ou concernant la poursuite.

10. Le montant de la pénalité payée, et à qui.

11. Le montant de la pénalité remise au Receveur Général, ou employée pour aucun objet public, ou restant à être ainsi

remise ou employée, et entre les mains de qui.

Et tels rapports seront datés des temps et lieux auxquels ils seront faits, et signés par le Juge de Paix qui les fera, et il en sera fait par chaque Juge de Paix, soit qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas eu de telles poursuites intentées devant lui pendant le temps compris dans le rapport.

Les greffiers de la paix denonceront les juges de paix qui ne se seront pas conformés à cette ordonnance.

II. Et qu'il soit de plus Ordonné et Statué par l'autorité susdite, qu'il sera du devoir de chaque Greffier de la Paix, dans les dix jours après chaque terme de la Cour de Sessions de Quartier de son district, de faire rapport au Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur ou personne administrant le Gouvernement de cette province, du nom de chaque Juge de Paix, dans tel district, qui ne se sera pas conformé aux réquisitions de cette Ordonnance.

Cette Ordonnance aura effet du moment qu'elle tionnóe.

III. Et qu'il soit de plus Ordonné et Statué par l'autorité susdite, qu'une Ordonnance de cette province, faite et passée dans la première année du règne de Sa Majesté et intitulée, aura été sanc- "Ordonnance pour déclarer et rendre certaine l'époque où les Lois et Ordonnances faites et passées par le Gouverneur ou la personne autorisée à exécuter la commission de Gouverneur et le Conseil Spécial de cette province auront effet," soit, et elle est par les présentes rappelée quant à la présente Ordonnance seulement, et que cette présente Ordonnance commencera d'avoir effet dans la dite province aussitôt que le Gouverneur, ou la personne autorisée à exécuter la commission de Gouverneur de la dite province, y aura donné son assentiment et apposé sa signature.

J. COLBORNE.

Ainsi Ordonné et Statué par l'autorité susdite, et dûment passé en Conseil Spécial, à l'Hôtel du Gouvernement, dans la Cité de Montréal, le quatorzième jour de Mars, dans la deuxième année du règne de Notre Souveraine Dame Victoria, par la grâce de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Protectrice de la Foi, &c. et l'an de Notre Seigneur mil huit cent trente-neuf.

Par Ordre de Son Excellence,

W. B. LINDSAY, Greffier du Conseil Spécial.

ANNO QUARTO-DECIMO & QUINTO-DECIMO

VICTORIÆ REGINÆ.

CAP. LIV.

Acte pour amender et refondre les lois pour la protection des magistrats et autres, dans l'exercice de leurs devoirs publics.

[30e Août, 1851.]

TTENDU que divers actes publics, locaux et personnels, Préambule. A qui donnent aux magistrats et autres certaines protections et certains priviléges, sont maintenant en force en Canada; et attendu que les dits actes n'ont pas un caractère uniforme, et qu'il est à désirer que plusieurs des dispositions des dits actes soient modifiées ou amendées, et le tout fondu en un seul acte : à ces causes, qu'il soit statué par la Très-Excellente Majesté de la Reine, par et de l'avis et consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province du Canada, constitués et assemblés en vertu et sous l'autorité d'un acte passé dans le parlement du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et intitulé : Acte pour réunir les provinces du Haut et du Bas Canada, et pour le gouvernement du Canada, et il est par le présent statué par l'autorité susdite, que toutes les par- Révoquant ties des dits acte ou actes maintenant en force dans cette pro- tout acte en vince, (que ce soit des actes publics, locaux ou personnels) qui certain privi-confèrent aucun privilége soit quant à la notification ou limitation des actions, soit quant au montant des frais, soit quant au réà aucun plaidoyer de la dénégation générale et à la preuve de la juge de paix, matière spéciale, soit quant à la venue de l'action ou quant à l'offre de paiement des amendes ou paiement d'argent en cour, à aucun magistrat, officier public ou autre personne, pour aucune chose faite ou acte commis en vertu de sa charge, ou en vertu des dispositions d'aucun des dits acte ou actes, seront et sont par le présent révoquées, excepté en ce qui concerne aucune action, poursuite ou procédure qui a été commencée ou intentée avant la passation de cet acte.

II. Et qu'il soit statué, qu'aucun writ ne sera émané contre Avis sera aucun juge de paix ou autre officier ou personne remplissant juge de paix, aucun devoir public, pour aucune chose faite par lui dans d'après cerl'exécution de ses devoirs publics, soit que les dits devoirs taine forme; soient imposés par le droit commun ou par un acte du par- et le deman-deur sera lié lement impérial ou provincial; et aucun jugement ou verdict par cet avis,

une il

1839.

ause. mbé. ant la

néral. ainsi

els ils il en 'il n'y ant le

torité Paix, ssions meur, ouver-Paix. itions

torité assée ulée. où les ou la meur t, et rdonmenaverιde nent

l du ème ime

la e la mit

ial.

ne sera rendu contre lui, à moins qu'avis par écrit du dit writ,

spécifiant la cause de l'action avec une précision suffisante, ne

soit donné au dit juge de paix, officier ou autre personne, ou

14 & 15 Vict.

dan

offic

fait

ins

cro

jug

spé

céc les

su

au

ve

di

de

en

dε

d

laissé au lieu ordinaire de son domicile par le procureur ou agent de la partie qui a l'intention de faire émaner le dit writ, au moins un mois de calendrier avant que le dit writ soit émané; et dans le calcul du dit mois de calendrier, le jour de la signification du dit avis et le jour de l'émanation du dit writ, seront tous deux exclus; et sur le dit avis seront écrits les noms et le lieu de résidence du dit procureur ou agent demandant le dit writ; et la partie demandant le dit writ sera tenue de se borner à la cause de l'action mentionnée dans le dit avis. et ne pourra prouver aucune autre cause d'action lors du procès.

Ce magistrat, etc., peut faire des offres en réparation: suites.

III. Et qu'il soit statué, que tout juge, officier ou autre personne agissant comme susdit, pourra en aucun temps sous un mois de calendrier, à compter du jour de la signification de l'avis comme susdit, offrir de payer compensation à la partie qui se plaindra, ou son agent ou son procureur; et dans le cas où la dite compensation ne serait pas acceptée, il pourra alléguer la dite offre comme exception ou fin de non recevoir contre toute action intentée contre lui et motivée sur le dit writ, ensemble avec la défense de non coupable, et toute autre défense; et si la cour ou le jury trouve que le montant offert était suffisant, il rendra un verdict en faveur du défendeur; mais si la cour ou le jury trouve que le montant n'était pas suffisant, ou que la compensation n'a pas été offerte, et qu'il décide ainsi les autres questions contre le défendeur, ou s'il donne sa décision contre le défendeur lorsqu'il n'a été fait ou allégué aucune offre de payer la compensation, alors la dite cour ou le dit jury rendra son jugement ou verdiet en faveur du demandeur, avec tels dommages qu'il jugera convenables, et le demandeur recouvrera ses frais d'action.

Comté où sera institué l'action.

au changement de venue.

IV. Et qu'il soit statué, que toute telle action contre aucun juge, officier ou autre personne agissant comme susdit, sera intentée et plaidée dans le comté dans le Haut-Canada, ou district ou circuit dans le Bas-Canada, suivant le cas, où a été Proviso quant commis l'acte dont plainte est portée : pourvu toujours, que le dit juge, officier ou autre personne agissant comme susdit, pourra changer la venue de la dite action, sur avis signifié au demandeur dans la dite action, s'il juge à propos de le faire: et pourvu aussi, que la venue pourra être portée dans aucun autre comté dans le Haut-Canada, ou district ou circuit dans le Bas-Canada, suivant le cas, qui pourra être fixé par la cour dans laquelle la dite action est intentée, ou par aucun juge d'icelle en chambre, s'il appert à la dite cour ou juge que la dite cause ne peut être décidée avec justice ou sans préjugé dans le comté ou district ou circuit dans lequel la dite action est rapportable.

CT.

rit.

ne

ou

ou

rit. soit

de

rit,

ms

t le

90

vis,

du

perun

de

rtie

cas

ırra

voir vrit,

utre

ffert ur;

pas

u'il

s'il

ou lite

du t le

un era

ou

été

le lit,

au e : un ns ur ge la γé n

V. Et qu'il soit statué, que tout tel juge, officier ou personne Permis de agissant comme susdit, dans aucune action ou poursuite comme faire une désusdit, pourra plaider la défense générale sculement, et qu'il termes généou qu'elle n'est pas coupable, et alléguer les matières spéciales roux, et de comme justification ou excuse, ou qu'il ou qu'elle n'a reçu procéder à la aucun avis d'action, et tont cela, d'une manière aussi pleine et matières spéentière que si aucun de ces faits eût été spécialement allégué ciales. dans la dite action.

VI. Et qu'il soit statué, qu'il sera loisible au dit juge, Le juge de officier on autre personne agissant comme susdit, s'il n'a pas poser une fait l'offre de payer la compensation, ou s'il a offert des sommes somme d'arinsuffisantes pour cet objet, de payer, en la cour, la somme qu'il gent dans les croira juste, sans demander la permission de la cour ou du cour. juge d'icelle pour ce faire, et le dit paiement, cour tenante, sera spécialement allégué, et aura le même effet, et les mêmes procédures seront ultérieurement adoptées à cet égard, que dans les cas ordinaires de paiement d'argent dans la cour.

VII. Et qu'il soit statué, que si, dans aucune action ou pour- Frais que le suite, jugement est rendu en faveur du dit juge, officier ou défendeur autre personne agissant comme susdit, soit sur exception, vrer s'il verdict, débouté, ou non pros, ou autrement, ou si le demandeur réussit. discontinue son action, le défendeur aura droit de recouvrer du demandeur ses frais, comme entre procureur et client; mais en aucun cas, il ne sera alloué ou taxé contre le demandeur des frais doubles ou triples.

VIII. Et qu'il soit statué, qu'aucune telle action ou poursuite Limitation des ne sera intentée contre aucun juge, officier ou autre personne actions contre agissant comme susdit, pour aucun acte ou chose fait par lui paix, etc. dans l'exécution de ses devoirs publics comme susdit, à moins qu'elle ne soit commencée dans les six mois de calendrier qui suivront la perpétration de l'offense dont on se plaint.

IX. Et qu'il soit statué, que les priviléges et protections Les priviaccordés par cet acte, ne seront accordés qu'au dit juge, officier léges ne s'éou autre personne agissant comme susdit, seulement, et à nulle qu'aux juges autre personne ou personnes quelconques; et tout juge, officier de paix, etc. et autre personne agissant comme susdit, aura droit à la dite seulement; et protection et aux dits priviléges dans tous les cas où il aura agi bonû fide dans l'exécution de ses devoirs, bien qu'en faisant telle chose, ou commettant tel acte, il ait excédé ses pouvoirs ou sa jurisdiction, et ait agi clairement contre la loi.

CAP. XCV.

Acte pour faciliter l'accomplissement des fonctions des juges de paix, hors les sessions, en ce qui concerne les ordres et convictions sommaires.

[30 Août, 1851.]

Préambule.

TTENDU que l'administration de la justice, dans cette partie de la province ci-devant appelée le Bas-Canada, en ce qui concerne les ordres et convictions sommaires faits par les juges de la paix de Sa Majesté en icelle, serait grandement améliorée si les différents statuts et parties de statuts relatifs aux devoirs des dits juges de paix, touchant les ordres et convictions sommaires, étaient refondus, avec les additions et altérations qui seront jugées nécessaires, et si ces devoirs étaient clairement définis par une loi positive : à ces causes, qu'il soit statué par la Très-Excellente Majesté de la Reine, par et de l'avis et consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province du Canada, constitués et assemblés en vertu et sous l'autorité d'un acte passé dans le parlement du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, intitulé : Acte pour réunir les provinces du Haut et du Bas Canada, et pour le gouvernement du Canada, et il est par ces présentes statué par la dite autorité, que dans tous les cas où une plainte sera déposée devant un ou plusieurs des juges de paix de Sa Majesté pour un district quelconque dans le Bas-Canada, portant qu'une personne a commis, ou est soupçonnée d'avoir commis, quelque délit ou acte dans la jurisdiction du dit juge de paix ou des dits juges de paix, à raison duquel délit cette personne peut être sujette suivant la loi, après conviction sommaire devant un juge de paix ou des juges de paix, à être emprisonnée ou condamnée à payer une amende, ou punie de quelque autre manière ; et aussi, dans tous les cas où il sera porté devant un juge de paix ou des juges de paix, une plainte sur laquelle ils sont autorisés par la loi à décerner quelque ordre pour le paiement d'une somme d'argent ou autrement, le dit juge de paix ou les dits juges de paix pourront émaner un ordre de sommation adressé à la dite personne, exposant sommairement le sujet de la plainte, et la sommant de comparaître un certain jour et à un certain lieu, devant le dit juge de paix ou les dits juges de paix, ou devant tous autres juges de paix du même district qui s'y pourront trouver, pour répondre à la dite dénonciation ou plainte, et être traîtés suivant la loi; et toute telle sommation sera signifiée par un constable ou autre officier de paix, ou autre personne à qui elle sera délivrée, à la personne à qui elle sera adressée, en la signifiant à la partie en personne, ou en la laissant à quelque autre personne pour elle, à son dernier domicile ou au lieu ordinaire de sa résidence ; et le constable, officier de paix ou autre personne qui aura signifié l'ordre de sommation comme susdit, comparaîtra aux temps et lieu et devant les juges de paix mentionnés dans l'ordre de sommation, pour déposer,

Comment seront signifiés les ordres de sommation.

s'il

s'il est mation présen ordres un ord pourve à aucu inform ni à

1851.

somm plaign menti au ju somm loisib qu'ils autre 11.

ordre pas (et au juges été i paix dit c de p devi à sa pou juge pair ou nor pui cor un de do pre co de ju dé

et

ai

m

des erne

ICT.

cette , en r les améaux tions s qui ment ar la

osenle la Sous le la · les t du rité, n ou trict

ie a t ou iges ette oaix yer ans

ges déou ont ant pade

чiх ite ite er

à ou er e, n-

es

s'il est nécessaire, touchant la signification de l'ordre de sommation; pourvu toujours, qu'aucune disposition contenue dans le Proviso. présent acte, n'obligera les juges de paix à décerner de semblables ordres de sommation dans les cas où la demande tendant à obtenir un ordre des juges de paix doit, suivant la loi, être faite ex parte : pourvu toujours, qu'aucune objection ne sera présentée ni admise Proviso. à aucune dénonciation, plainte ou sommation, à raison de quelque informalité dont elle serait entachée, soit au fond ou à la forme, ni à raison d'aucune variation entre la dénonciation, plainte ou sommation, et les témoignages produits par le dénonciateur ou plaignant, à l'audition de la dénonciation ou plainte, ainsi qu'il est mentionné ci-après; mais si, à cette audition, la variation paraît au juge de paix ou aux juges de paix telle, que la partie ainsi sommée et comparante a pu être par là déque ou trompée, il sera loisible au dit juge de paix ou aux dits juges de paix, aux termes qu'ils le jugeront à propos, d'ajourner l'audition de la cause à un autre jour.

II. Et qu'il soit statué, que si la personne qui aura recu un Les juges de ordre de sommation comme susdit, ne se trouve pas ou ne comparaît paix pourront pas devant le dit juge de paix ou les dits juges de paix au temps warrant pour et au lieu mentionnés dans le dit ordre, et s'il est prouvé aux dits cause de désojuges de paix, par serment ou affirmation, que cette sommation a ordre de somété ainsi signifiée à une date qui sera jugée par les dits juges de mation, ou paix être assez antérieure au temps fixé pour comparaître par le même en predit ordre de sommation, alors il sera loisible aux dits juge ou juges mier lieu, et proceder de paix, s'ils le jugent à propos, sur serment ou affirmation fait ex parte en devant eux ou lui, établissant les faits de la dénonciation ou plainte certains cas. à sa ou leur satisfaction, de décerner un mandat ou warrant (B), pour arrêter la partie ainsi sommée, et l'amener devant les dits juge ou juges de paix, ou devant quelque autre juge ou juges de paix du même district, afin de répondre à la dite dénonciation ou plainte, et être jugée suivant la loi; ou lorsqu'une dénonciation aura été faite comme susdit, pour quelque délit punissable sur conviction, les juge ou juges devant qui la conviction aura eu lieu, pourront, s'ils le jugent à propos, sur un serment ou affirmation fait devant eux, et établissant les faits de la dite dénonciation à leur ou à sa satisfaction, au lieu de donner un ordre de sommation comme susdit, décerner en premier lieu un warrant (C), commandant d'arrêter la personne contre laquelle la dénonciation aura été faite, et de l'amener devant les mêmes juges ou juge de paix, ou devant d'autres juges de paix du même district, afin de répondre à la dite dénonciation, et être jugée suivant la loi; ou si un ordre de sommation a été décerné comme susdit, et si au jour et au lieu fixé dans le dit ordre pour la comparution de la partie ainsi sommée, la dite partie manque à comparaître, conformément au dit ordre, et si, dans chacun de ces cas, il est prouvé par serment ou affirmation devant les dits juges ou juge de paix alors présents, que l'ordre de sommation a été régulièrement signifié à la dite partie, assez longtemps à l'avance du jour fixé pour sa comparution comme susdit, il sera loisible

Cap. 95.

1851.

qui ont

signé d jurisdie

sante à

personi

constal

lité où en tout

l'aura

arrêté

primiti

de pai:

eune o

arrêter

commo

soit d

tion er

dénon

mais s

sents, arrêté

il sera

jugero

futur,

dans l

ou lie

que le

le rer

(E) av

juge c

et au

que d

moyer

pas at le dit

juge o

cautio

du d greffi

pris, cauti

suffis

plain

à qui sessi

par par de d

et à

dans

il se

IV

aux dits juges ou juge de paix, de procéder ex parte à l'audition de la dite information ou plainte, et de rendre jugement sur icelle, aussi pleinement et effectivement à toutes fins et intentions quelconques, que si la dite partie avait comparu en personne devant lui ou eux en obéissance au dit ordre de sommation.

Formule du warrant.

III. Et qu'il soit statué, que tout warrant commandant d'arrêter un défendeur pour le contraindre à répondre à une dénonciation ou plainte comme susdit, sera donné sous les sceaux et seings des dits juges ou juges de paix qui le décerneront, et pourra être adressé à tous ou chacun les constables ou autres officiers de paix du district où le warrant doit être exécuté, ou à un constable et à tous autres constables du district dans lequel les juges ou juge de paix décernant le warrant auront jurisdiction, ou généralement à tous les constables du district en dernier lieu mentionné, et il exposera brièvement la matière de la dénonciation ou plainte sur laquelle il est fondé, et nommera ou désignera de quelque autre manière la personne contre laquelle il aura été décerné, et il contiendra un ordre au constable ou autre officier de paix à qui il sera adressé, d'arrêter le dit défendeur et l'amener devant un ou plusieurs juges de paix (suivant que le cas l'exigera) du même district, afin de répondre à la dite dénonciation ou plainte, et subir tel jugement que de droit : et il ne sera pas nécessaire de rendre ce mandat rapportable à aucun jour particulier, mais il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit exécuté; et le dit warrant pourra être exécuté en arrêtant le défendeur en tout endroit du district dans lequel les juges de paix qui l'auront décerné auront jurisdiction, ou dans le cas de poursuite nouvelle, en tout endroit du district adjacent, jusqu'à sept milles de la frontière du district en premier lieu mentionné, sans faire endosser ce warrant, ainsi qu'il est mentionné ci-après; et dans tous les cas où le dit warrrant sera adressé à tous les constables ou officiers de paix du district dans lequel les juges ou juge de paix qui l'auront décerné auront jurisdiction, il sera loisible à tout constable ou officier de paix d'une localité située dans les limites de la jurisdiction pour laquelle les dits juges ou juge de paix ont agi lorsqu'ils ont décerné ce warrant, d'exécuter ce warrant de la même manière que s'il était adressé spécialement au dit constable sous son propre nom, et nonobstant que l'endroit où le dit warrant sera exécuté ne se trouve pas dans la localité pour laquelle il est constable ou officier de paix; et si la personne contre laquelle le dit warrant aura été décerné mise à exécu- n'est pas trouvée dans la jurisdiction des dits juges ou juge de paix qui l'auront émis, ou si elle s'enfuit, va, réside ou est, ou est supposée ou soupçonnée être en quelque endroit en cette province, soit dans le Haut ou le Bas-Canada, hors de la jurisdiction des dits juges ou juge de paix qui ont décerné le warrant, tout juge de paix dans la jurisdiction duquel la dite personne sera ou sera soupconnée être comme susdit, sur la seule

preuve sous serment de l'écriture des juges ou juge de paix

Exécution du warrant.

Endossement du warrant autorisant sa

1851.

audint sur intena permma-

d'arénoniux et nt, et untres é, ou dans uront istrict atière nomcontre consarrêter es de fin de jugetre ce estera arrant oit du é aule, en ı fronlosser us les u offipaix tout ıs les juge ter ce ment l'enıs la et si erné ge de t, ou cette uris-

warper-

eule

paix

qui

qui ont décerné le warrant, pourra y inscrire un endossement signé de son nom, autorisant l'exécution du warrant dans sa jurisdiction; et le dit endossement sera une autorisation suffisante à la personne qui apportera le warrant, et à toutes autres personnes à qui il a été primitivement adressé, et à tous constables ou autres officiers de paix du district, comté ou localité où le dit endossement sera fait, pour le mettre à exécution en tout endroit situé dans la jurisdiction du juge de paix qui l'aura endossé, et de conduire le délinquant lorsqu'il aura été arrêté devant les juges ou juge de paix qui auront décerné primitivement le mandat d'arrêt, ou devant quelqu'autre juge de paix ayant la même jurisdiction; pourvu toujours, qu'au- Proviso: Ii cune objection ne sera faite ou reçue à aucun warrant pour fait d'objecarrêter un défendeur et décerné sur une dénonciation ou plainte tion à la comme susdit en vertu de cet acte, à raison d'aucun défaut, forme. soit du fond ou de la forme, ou à raison d'aucune variation entre le dit warrant et les témoignages produits par le dénonciateur ou plaignant, ainsi qu'il est mentionné ci-après; mais si cette variation paraît aux juges ou juge de paix pré. Variation. sents, et prenant part à cette audition, telle, que la partie ainsi arrêtée en vertu de ce warrant a été par là déçue ou trompée, il sera loisible aux dits juges ou juge de paix, aux termes qu'ils jugeront à propos, d'ajourner l'audition de la cause à un jour futur, et dans l'intervalle de renfermer (D.) le dit défendeur dans la maison de correction, ou autre prison, maison d'arrêt, ou lieu de sûreté, ou de le faire détenir de toute autre manière que les dits juges ou juge de paix jugeront convenable, ou de le remettre en liberté en par lui donnant un cautionnement (E) avec ou sans cautions, à la discrétion des dits juges ou juge de paix, par lequel il s'obligera à comparaître au jour et au lieu où la dite audition sera ajournée; pourvu toujours, Défaut de que dans tous les cas où un défendeur sera mis en liberté comparaître. moyennant un cautionnement comme susdit, et ne comparaîtra pas aux jour et lieu mentionnés dans le dit cautionnement, alors le dit juge de paix qui aura pris le dit cautionnement, ou tout juge de paix qui sera alors présent, en écrivant au dos du dit cautionnement un certificat (F) constatant la non-comparution du défendeur, pourra transmettre le dit cautionnement au greffier de la paix du district où le dit cautionnement aura été pris, pour être recouvré de la même manière que les autres cautionnements, et le dit certificat sera une preuve primâ fucie suffisante de la non comparution du dit défendeur.

IV. Et qu'il soit statué, que dans toute dénonciation ou Description plainte ou procédures y relatives, où il sera nécessaire de définir d'objets apà qui appartient quelque objet qui soit la propriété ou en la possession d'associés, co-locataires, co-propriétaires ou possesseurs par indivis, il suffira de nommer une de ces personnes, et de déclarer que l'objet appartient à la personne ainsi nommée et à une autre ou d'autres, suivant le cas, et chaque fois que dans une dénonciation ou plainte ou les procédures y relatives, il sera nécessaire de mentionner, pour quelque objet que ce

soit, des associés, co-locataires, co-propriétaires, ou possesseurs par indivis, il suffira de les désigner de la manière susdite ; et chaque fois que dans une dénonciation ou plainte ou dans les procédures y relatives, il sera nécessaire de définir à qui appartiennent des ouvrages ou édifices construits, entretenus ou réparés aux frais d'un district, comté, township, cité, paroisse on localité, ou de tous matériaux pour leur construction, altération ou réparation, ils pourront y être décrits comme étant la propriété des habitants de ce district, comté, township, cité, paroisse ou localité, respectivement.

Poursuite des personnes qui aident à la commission d'un délit.

V. Et qu'il soit statué, que toute personne qui aidera, facilitera, conseillera ou procurera la commission d'un délit qui est ou sera par la suite punissable sur conviction sommaire, sera susceptible d'être poursuivie et convainene pour ce délit, soit en même temps que le délinquant principal ou avant ou après sa conviction, et sera condamnée, sur conviction, à la même amende et punition auxquelles peut être condamné le dit délinqant principal suivant la loi, et pourra être poursuivie et convaincue soit dans le district, comté, township, cité, paroisse ou localité où le dit coupable principal sera convaincu, ou dans celui où le fait d'avoir aidé, encouragé, conseillé ou procuré le dit délit aura été commis.

Pouvoir des juges de paix ne comparaissent pas.

VI. Et qu'il soit statué, que s'il est établi à la satisfaction du juge de paix, par le serment ou l'affirmation d'une personne témoins, et de digne de foi, que quelque personne dans la jurisdiction du dit les punir s'ils juge est dans le cas de déposer des foits de la jurisdiction du dit juge est dans le cas de déposer des faits essentiels à l'appui du dénonciateur ou plaignant ou en faveur du défendeur, et se refuse à comparaître volontairement comme témoin au jour et au lieu fixés pour l'audition de la dénonciation ou plainte, le dit juge de paix aura le pouvoir, et il est par les présentes requis d'adresser un ordre de sommation (G 1) à la dite personne, sous son seing et sceau, la requérant de comparaître au jour et au lieu mentionnés dans la dite sommation, devant le dit juge de paix, ou devant tous autres juge ou juges de la paix du district qui seront là et alors présents, afin de rendre témoignage de ce qu'elle connaîtra relativement à la dite dénonciation ou plainte; et si une personne ainsi sommée néglige ou refuse de comparaître aux jour et lieu fixés dans la dite sommation, et ne fait valoir aucune bonne excuse pour cette négligence ou refus, alors (sur la preuve sous serment ou affirmation que la dite sommation a été signifiée à la dite personne, soit à elle-même directement, ou en étant laissée pour lui être remise à quelque personne à son dernier domicile ou au lieu ordinaire de sa résidence) il sera loisible aux dits juges ou juge de paix devant qui la dite personne aurait dû comparaître, de décerner un warrant (G 2) sous leurs seings et sceaux, afin d'amener et conduire la dite personne, aux jour et lieu y mentionnés, devant le juge de paix qui a décerné la dite sommation, ou devant tous autres juges ou juge de paix du même district qui seront alors présents, afin de rendre témoignage

témoign est néc dessus, juge de est conv qu'il est rendre t décerne warrant être en dite per paix en sommat du dit v sous sei prêter (prêté co question présente alors p (G4) 8 dans la où se tr pendan ne cons

> VII. raison (ner le p pas néo ne soit sur lequ

VIII ciation maire, gnages allégui comme lement toute produi le dit (fatale, comm par qu semble que ce à l'app l'audi a été pourre

1851.

Cap. 95.

949011P4 ite ; et ans les apparnus ou aroisse altératant la o, cité.

aidera. lélit qui re, sera lit, soit ı après même le dit uivie et paroisse ou dans ocuré le

sfaction ersonne du dit ppui d<mark>u</mark> r, et se au jour plainte, résentes ite perraître au evant le es de la afin de ent à la sommée és dans excuse re sous mifiée à n étant dernier loisible e aurait s seings ux jour erné la

le paix

rendre oignage témoignage comme susdit, et le dit warrant pourra, s'il est nécessaire, être endossé ainsi qu'il est mentionné cidessus, afin de pouvoir être exécuté hors de la jurisdiction du juge de paix qui l'aura décerné, ou si le dit juge de paix est convaincu par les dépositions sous serment ou affirmation qu'il est probable que cette personne ne comparaîtra pas pour rendre témoignage sans y être contrainte, alors au lieu de décerner la dite sommation, il lui sera loisible de décerner son warrant (G 3) en premier lieu, et s'il y a nécessité, il pourra être endossé comme susdit : et si lors de la comparution de la dite personne ainsi sommée devant les dits juges ou juge de paix en dernier lieu mentionnés, soit en obéissance à la dite sommation, ou après avoir été amenée devant eux en vertu du dit warrant, la dite personne refuse de se laisser interroger sous serment ou affirmation, concernant la cause, ou refuse de prêter ce serment ou faire cette affirmation, ou après avoir prêté ce serment ou fait cette affirmation, refuse de répondre aux questions concernant la cause qui lui seront posées, sans présenter une excuse légitime de son refus, tout juge de paix alors présent et ayant jurisdiction, pourra, par un mandat (G 4) sous son seing et sceau, faire renfermer le récalcitrant dans la prison commune ou la maison de correction du district où se trouvera alors le récalcitrant, pour y rester et être détenu pendant dix jours au plus, à moins qu'avant leur expiration il ne consente à être interrogé et à répondre concernant la cause.

VII. Et qu'il soit statué, que dans tous les cas de plaintes à Dans certains raison desquelles un juge ou des juges de paix peuvent ordon- cas il ne sera ner le paiement de sommes d'argent ou autrement, il ne sera saire que la pas nécessaire que la plainte soit faite par écrit, à moins qu'il plainte soit ne soit prescrit de le faire ainsi par quelque acte du parlement par écrit. sur lequel cet acte serait basé.

VIII. Et qu'il soit statué, que dans tous les cas de dénon-Procédures ciation pour des délits ou actes punissables sur conviction som- sur dénonciamaire, aucune variation entre cette dénonciation et les témoi-lit punissable gnages produits à l'appui d'icelle quant au temps où il sera sommaireallégué que le délit ou acte a été commis, ne sera considérée ment. comme fatale, s'il est prouvé que cette dénonciation a été réellement faite dans le délai prescrit par la loi pour ce faire; et toute variation entre la dite dénonciation et les témoignages produits à l'appui d'icelle, quant au lieu où il sera allégué que le dit délit on acte a été commis, ne sera pas considérée comme fatale, pourvu qu'il soit prouvé que le délit ou acte a été commisdans la jurisdiction du juge de paix ou des juges de paix par qui la dénonciation aura été entendue et décidée; et si une semblable variation, ou quelque autre variation sur quelque point que ce soit entre cette dénonciation et les témoignages produits à l'appui, paraît aux juges ou juge de paix présents et agissant à l'audition telle, que la partie accusée par la dite dénonciation a été par là déçue et trompée, les dits juges ou juge de paix pourront, aux termes qu'ils croiront convenables, remettre

Cap. 95.

(T)

Proviso.

l'audition à un autre jour, et en attendant faire renfermer (D) le dit défendeur dans la maison de correction, ou autre prison, maison d'arrêt ou lieu de sûreté, ou le détenir de toute autre manière que les dits juges ou juge de paix jugeront à propos, ou de le mettre en liberté, exigeant de lui un cautionnement (E) avec ou plusieurs cautions à la discrétion des dits juges ou juge de paix, par lequel il s'obligera à comparaître aux jour et lieu auxquels la dite audition aura été ainsi remise; pourvu toujours, que dans tous les cas où un défendeur aura été mis en liberté moyennant un cautionnement comme susdit, s'il ne comparaît pas aux jour et lieu mentionnés dans le dit cautionnement, alors le dit juge de paix qui aura reçu le cautionnement, ou tous autres juge ou juges de paix qui se trouveront alors présents, en inscrivant au dos du dit cautionnement un certificat (F) constatant la non-comparution du défendeur, pourront transmettre le dit cautionnement au greffier de la paix du district dans lequel le dit cautionnement aura été pris, pour être recouvré de la même manière que les autres cautionnements, et le dit certificat sera une preuve primà facie suffisante de la non-comparution du dit défendeur.

Manière de former la plainte.

IX. Et qu'il soit déclaré et statué, que toutes semblables plaintes sur lesquelles un ou plusieurs juges de paix sont ou seront autorisés par la loi à prononcer, et toutes dénonciations relatives à un délit ou acte punissable sur conviction sommaire, à moins qu'il n'en soit autrement prescrit par quelque acte particulier du parlement, pourront respectivement être portées ou faites sans qu'il soit besoin de serment ou affirmation pour les établir, sauf le cas de dénonciation où le juge ou les juges de paix qui les auront reçues, décerneront en première instance un warrant pour arrêter le défendeur comme susdit; et dans tous les cas où le juge ou les juges de paix décerneront un mandat en première instance, les faits de la dénonciation devront être établis par le serment ou l'affirmation du dénonciateur ou par un ou plusieurs témoins à l'appui, avant que le dit mandat soit décerné; et la dite dénonciation ne devra se rapporter qu'à une seule matière de plainte, et non à deux ou plusieurs matières de plainte; et chaque semblable dénonciation ne devra se rapporter qu'à un seul délit seulement, et non à deux ou plusieurs délits; et chaque dite plainte ou dénonciation pourra être faite ou déposée par le plaignant ou dénonciateur en personne, ou par son conseil ou procureur, ou autre personne de lui autorisée à cet effet.

Temps fix6 pour porter plainte. X. Et qu'il soit statué, que dans tous les cas où aucun délai n'est déjà ou ne sera par la suite limité spécialement pour déposer la dite plainte ou faire la dite dénonciation par l'acte ou les actes du parlement relatifs à chaque cas particulier, la dite plainte sera déposée et la dite dénonciation sera faite dans le délai de six mois de calendrier du jour où le sujet de la dite plainte ou information a originé.

1851.

XI E tion sera ou plusie ou les : dénoncia en vigue sur ce po plainte c jugée p la plain on fieu c ront pou tion, ser personne pourra plainte a à y répo contre-ir son nom la liberte vement, par un c

XII. sommat informa ne comp personn déclarei sommat des jug mation. juger la ou jug susdit, en la n la plair arrêté : de ce de pai qui làle dit prison à pro consta garde neron un ce alors recevi susdi la sor

1851.

mer (D) e prison, ute autre à propos, ment (E) s ou juge ur et lieu pourvu été mis t, s'il ne cautionnnement, ont alors un certi-, pourront paix du été pris, es autres r**i**mû facie

emblables x sont ou onciations sommaire, elque acte tre portées ation pour ge ou les ı première me susdit; écerneront nonciation du dénonant que le e devra se à deux ou dénonciaent, et non ou dénonou dénon-, ou autre

acun délai nent pour par l'acte iculier, la faite dans de la dite

XI Et qu'il soit statué, que toute telle plainte ou dénoncia- Andition de la tion sera entendue, instruite, décidée et jugée par un ou deux plainte. ou plusieurs juges de paix, suivant qu'il sera prescrit par l'acte ou les actes du parlement sur lesquels la dite plainte ou dénonciation sera basée, ou sur tels autres actes du parlement en vigueur à cet égard ; et s'il n'existe pas de prescription sur ce point dans un semblable acte du parlement, alors la dite plainte ou dénonciation sera entendue, instruite, décidée et jugée par l'un des juges de paix du district où le sujet de la plainte ou dénonciation aura originé; et la chambre ou lieu où le dit juge de paix ou les dits juges de paix siégeront pour entendre et juger une semblable plainte ou dénonciation, sera censée être une cour ouverte et publique où toutes personnes pourront avoir accès suivant le nombre qu'elle pourra recevoir commodément; et la partie contre laquelle la plainte aura été déposée ou la dénonciation faite sera admise à y répondre et défendre pleinement, et à faire interroger et contre-interroger les témoins par un conseil ou procureur en son nom; et tout plaignant ou dénonciateur en pareil cas aura la liberté de conduire la dite plainte ou dénonciation respectivement, et de faire interroger et contre-interroger les témoins par un conseil ou procureur en son nom.

XII. Et qu'il soit statué, que si aux jour et lieu fixés par la Défaut de sommation susdite, pour entendre et juger la dite plainte ou comparution de la part du information, le défendeur contre qui elle a été faite ou déposée défendeur. ne comparaît pas lorsqu'il sera appelé, le constable, ou autre personne qui lui aura signifié la sommation de comparaître, déclarera sous serment de quelle manière il a signifié cette sommation; et s'il appert à la satisfaction du juge de paix ou des juges de paix qu'il a signifié régulièrement la dite sommation, les dits juge ou juges de paix pourront entendre et juger la cause en l'absence du dit défendeur, ou les dits juges ou juge de paix, le défendeur ne comparaissant pas comme susdit, pourront, s'ils le jugent à propos, émaner leur warrant en la manière ci-dessus prescrite, et ajourneront l'audition de la plainte ou dénonciation jusqu'à ce que le dit défendeur soit arrêté; et lorsque le dit défendeur sera ensuite arrêté en vertu de ce warrant, il sera conduit devant les mêmes juges ou juge de paix, ou d'autres juges ou juge de paix du même district qui là-dessus décerneront un warrant (H) pour faire renfermer le dit défendeur dans la maison de correction ou autre prison, maison d'arrêt ou lieu de sûreté; ou, s'ils le jugent propos, le consigneront de vive voix à la garde du constable ou autre personne qui l'a arrêté, ou à quelque autre garde sûre, suivant qu'ils le trouveront convenable, et ordonneront que le dit défendeur soit amené un certain jour et dans un certain lieu devant les dits juges ou juge de paix qui seront alors présents, duquel dit ordre le plaignant ou dénonciateur recevra avis préalable; ou, si aux jour et lieu fixés comme susdit, le défendeur comparaît volontairement en obéissance à la sommation dans ce but à lui signifiée, ou est amené devant

Cap. 95.

les dits juges ou juge de paix en vertu d'un warrant, alors, si le dit plaignant ou dénonciateur, après avoir reçu avis comme susdit, ne comparaît pas en personne, ou par son conseil ou procureur, les dits juges ou juge de paix rejetteront la dite plainte ou dénonciation, à moins qu'ils ne jugent à propos pour quelque raison d'en ajourner l'audition à un autre jour, aux termes qu'ils le jugeront à propos; et dans ce cas les dits juges ou juge de paix pourront donner l'ordre (D) que le défendeur soit renfermé en attendant dans la maison de correction ou autre prison, maison d'arrêt ou lieu de sûreté, ou sous quelque autre garde, suivant qu'ils le jugeront à propos, ou ils pourront le mettre en liberté en lui faisant donner un cautionnement (E) avec ou sans cautions, à la discrétion des dits juges ou juge de paix, par lequel il s'obligera à comparaître aux jour et lieu auxquels la dite audition aura été ainsi ajournée; et si le dit défendeur ne comparaît pas aux temps et lieu mentionnés dans le dit cautionnement, alors le juge de paix qui aura pris le dit cautionnement, ou les juge ou juges de paix qui seront alors présents, en inscrivant au dos du dit cautionnement un certificat (F) constatant la non-comparution du défendeur, pourront transmettre ce cautionnement au greffier de la paix du district dans lequel ce cautionnement aura été pris, pour être recouvré de la même manière que les autres cautionnements, et le dit certificat sera une preuve primâ facie suffisante de la non-comparution du défendeur; mais si les deux partis comparaissent, soit en personne ou par leurs conseils ou procureurs respectifs, devant les juges ou juge de paix qui doivent entendre et juger la plainte ou dénonciation, alors les dits juges ou juge de paix procéderont à l'entendre et juger.

Procédures sur l'audition de la plainte.

XIII. Et qu'il soit statué, que lorsque le défendeur sera présent à l'audition, la substance de la dénonciation ou plainte lui sera exposée, et qu'il lui sera demandé s'il peut faire valoir quelque raison qui empêcherait de le condamner, ou de décerner un ordre contre lui, suivant le cas; et si là-dessus il admet que la dénonciation ou plainte est fondée, et ne fait valoir aucune raison, ou ne fait pas valoir de raisons suffisantes pour qu'il ne soit pas condamné, ou qu'un ordre ne soit pas décerné contre lui, suivant le cas, alors les juges ou juge de paix présents à la dite audition le condamneront, ou décerneront un ordre contre lui en conséquence; mais s'il n'admet pas la vérité de la dite dénonciation ou plainte comme susdit, alors les dits juges ou juge de paix procéderont à entendre le poursuivant ou le plaignant et les témoins qu'il interrogera, et les autres témoignages qu'il produira à l'appui de la dénonciation ou plainte respectivement, et aussi à entendre le défendeur et les témoins qu'il interrogera, et les autres témoignages qu'il produira pour sa défense, et aussi à entendre les témoins que le poursuivant ou plaignant interrogera en réplique, si le défendeur a interrogé des témoins ou produit des témoignages dans un autre but que celui d'établir la bonne réputation générale du défendeur; mais le poursuivant ou plaignant

plaigne à la pre le droit le pour juge de dire co prendra le défe dénone défend une mi honora ensuite conven au gre archive ou si le plainte requis ils en certific fin de 1 pour 1 person en par except lequel ciateur pourra proviso

1851.

XIV ciation la dén susdit, sultat, ou pla sera i ou les ètre il chaqu

XVdite d de pa l'affai la pré de le les di de res la pri

1851.

ilors, si comme iseil ou la dite os pour ir, aux ts juges fendeur ction ou quelque pourront nent (E) juge de r et lieu si le dit nés dans ris le dit nt alors ın certipourront paix du ris, pour res caumû facie ais si les eurs cone de paix ion, alors

eur sera u plainte re valoir u de dédessus il et ne fait ıffisantes soit pas . juge de u décern'admet e susdit, endre le gera, et . dénonndre le autres entendre gera en produit a bonne

vant ou

aignant

et juger.

plaignant n'aura pas le droit de faire d'observations en réplique à la preuve faite par le défendeur, et le défendeur n'aura pas le droit de faire d'observations en réplique à la preuve faite par le poursuivant ou plaignant comme susdit; et les dits juges ou juge de paix après avoir entendu ce que chaque partie avait à dire comme susdit, et les témoins produits de part et d'autre, prendra l'affaire en considération et la décidera, et condamnera le défendeur, ou décernera un ordre contre lui, ou rejettera la dénonciation ou plainte, suivant le cas; et s'ils condamnent le défendeur ou décernent un ordre contre lui, il en sera dressé une minute ou memorandum pour lequel il ne sera payé aucun honoraire, et la conviction (I 1, 3) ou l'ordre (K 1, 3) sera ensuite dressé par les dits juges ou juge de paix en la forme convenable, sous leurs seings et sceaux, et ils le transmettront au greffier de la paix pour être par lui déposé parmi les archives des sessions générales ou trimestrielles de la paix; ou si les dits juges de paix rejettent la dite dénonciation ou plainte, il sera loisible aux dits juges de paix, lorsqu'ils seront requis de le faire, de donner un ordre de rejet d'icelle (L), et ils en délivreront un certificat (M) au défendeur; et le dit certificat, lorsqu'il sera produit, et sans autre preuve, sera une fin de non-recevoir à toute dénonciation ou plainte subséquente pour les mêmes matières respectivement, contre la même personne: pourvu toujours, que si la dénouciation ou plainte Proviso. en pareil cas, contient la négation de quelque exemption, exception, proviso ou condition existant dans le statut sur lequel elle sera basée, il ne sera pas nécessaire que le dénonciateur ou plaignant prouve sa négation, mais le défendeur pourra prouver l'existence de cette exemption, exception, proviso ou condition dans sa défense, s'il veut s'en prévaloir.

XIV. Et qu'il soit statué, que tout poursuivant d'une dénon- poursuivant, ciation qui n'aura pas un intérêt pécuniaire dans le résultat de témoin comla dénonciation, et tout plaignant auteur d'une plainte comme pétent. susdit, soit qu'il soit intéressé ou ne soit pas intéressé à son résultat, sera un témoin compétent à l'appui de cette dénonciation ou plainte respectivement; et tout témoin aux auditions susdites sera interrogé sous serment ou affirmation; et le juge de paix ou les juges de paix devant qui un témoin comparaîtra, pour être interrogé, aura plein pouvoir et autorité d'administrer à chaque témoin le serment ou affirmation ordinaire.

XV. Et qu'il soit statué, qu'avant ou durant l'audition de la Pouvoir des dite dénonciation ou plainte, il sera loisible aux juges ou juge juges de paix die dénonciation ou piainie, il sera foisible aux juges de juge de paix présents, d'ajourner à leur discrétion, l'audition de d'ajourner d'audition de d'ajourner à leur discrétion, l'audition de d'ajourner à leur discrétion, l'audition de l l'affaire à un jour et à un lieu qui seront alors fixés et définis en d'emprisonla présence et à portée de voix de la partie ou des parties, ou ner le défende leurs procureurs ou agents alors présents; et dans l'intervalle deur. les dits juges ou juge de paix pourront permettre au défendeur de rester en liberté, ou donner l'ordre (D) qu'il soit détenu dans la prison commune, ou maison de correction ou autre prison, maison

maison d'arrêt ou autre lieu de sûreté dans le district pour lequel tels juge ou juges de paix agiront alors, ou sous toute autre garde qu'ils jugeront convenable; ou ils pourront le mettre en liberté movennant un cautionnement (E), avec ou sans cautions, à la discrétion des dits juges de paix, par lequel il s'engagera à comparaître aux jour et lieu auxquels cette audition ou andition ajournée aura été remise; et si aux jour et lieu où cette audition ou audition ajournée aura été ainsi remise, l'une des parties ou les deux parties ne comparaissent pas, soit en personne ou par leurs conseils ou procureurs respectifs, devant les dits juges ou juge de paix, on les autres juges de paix qui seront alors présents, il sera loisible aux dits juges de paix là et alors présents de procéder à l'audition ou nouvelle audition, comme si la dite partie ou les dites parties étaient présentes; ou si le dénonciateur ou plaignant ne comparaît pas, les dits juges ou juge de paix pourront rejeter la dite dénoncia tion ou plainte avec ou sans frais, suivant qu'ils le jugeront convenable; pourvu toujours, que dans tous les cas où un défendeur sera mis en liberté sous caution comme susdit, et ensuite ne se présentera pas aux jour et lieu mentionnés dans le dit cautionnement, alors les dits juges ou juge de paix qui seront là et alors présents, après avoir inscrit au dos du cautionnement un certificat (F) constatant la non-comparution de l'accusé, pourront le transmettre au greffier de la paix du district où le dit cautionnement aura été pris, pour être recouvré de la même manière que les autres cautionnements ; et le dit certificat sera considéré comme une preuve primá facie suffisante de la non-comparution du dit défendeur.

Proviso.

Formule de conviction. ctc.

XVI. Et qu'il soit statué, que dans tous les cas de conviction où aucune formule particulière de conviction n'est ou ne sera donnée par le statut créant le délit ou en réglant la poursuite, et dans tous les cas de conviction suivant des statuts passés jusqu'ici, soit qu'ils donnent ou ne donnent pas de formule particulière de conviction, il sera loisible aux juges ou juge de paix qui prononceront la conviction d'en dresser la sentence soit sur papier ou sur parchemin, suivant celle des formules de conviction (1 1, 3) données dans la cédule de cet acte qui sera applicable à chaque cas ou en termes analogues; et lorsqu'un ordre sera rendu, et qu'aucune formule particulière n'est ou ne sera donnée par le statut qui autorise à rendre cet ordre, et dans tous les cas où des ordres seront rendus en vertu de statuts passés ci-devant, soit qu'ils donnent ou ne donnent pas de formule d'ordre, il sera loisible aux dits j ges ou juge de paix par qui l'ordre devra être rendu de le dresser suivant celle des formules d'ordre (K 1, 3) données dans la cédule de cet acte, qui sera applicable à chaque cas; et dans tous les cas où quelque acte du parlement autorise à envoyer une personne en prison, ou à prélever quelque somme d'argent sur ses biens et effets par voie de saisie-exécution pour n'avoir pas obéi à un ordre rendu par un juge de paix ou des juges de paix, une copie de la minute de cet ordre sera signifiée

signi ment ordre sonn

1851

XV somn sera dus, convi teur c juge (où les ou re plain de re plaig dits j somn spéci comn manie somn dite d où il recou saisie pas d travai

> XVde co sation somn convi d'arg défen ies d dique amer train à au ou r de d warr et so que ou e il ne

de l

alor

que q

VICT.

our le-

e autre

mettre sans

lequel

s cette

ix jour

e ainsi

aissent

urs res-

esjuges

s juges

iouvelle

étaient

aît pas,

noncia

ont con-

fendeur

te ne se

caution-

. et alors

un certi-

urront le

caution-

manière

onsidéré

omparu-

nviction

ne sera rsuite, et ssés jus-

ıle parti-

juge de

sentence formules

cet acte

ilogues ;

particu-

ıtorise à

s seront

it qu'ils

il sera

e devra

d'ordre

plicable

ırlement

quelque

e-exécu-

dre sera signifiée

signifiée au défendeur avant qu'aucun mandat d'emprisonnement ou de saisie-exécution soit décerné pour cet objet ; et ete ordre ou minute ne formera pas partie du dit mandat d'emprisonnement ou de saisie-exécution.

XVII. Et qu'il soit statué, que dans tous les cas de conviction Pouvoir des sommaire et d'ordre rendus par un juge ou des juges de paix, il juges de paix d'allouer les sera loisible aux dits juges ou juge de paix, qui les auront ren-frais, etc. dus, à leur discrétion, de décider et ordonner dans et par la dite conviction ou ordre que le défendeur devra payer au dénonciateur ou plaignant, respectivement, les frais que les dits juges ou juge de paix trouveront raisonnables à cet égard, et dans le cas où les dits juges ou juge de paix, au lieu de passer condamnation ou rendre un ordre comme susdit, rejetteront la dénonciation ou plainte, il leur sera loisible, à leur discrétion, et par leur ordre de rejet, de décider et ordonner que le dénonciateur ou plaignant respectivement paie au défendeur les frais que les dits juges ou juge de paix trouveront raisonnables; et les sommes ainsi allouées comme dépens seront dans chaque cas spécifiées dans la dite conviction ou ordre, ou ordre de rejet comme susdit; et ils pourront être recouvrés de la même manière et en vertu des mêmes mandats que toute amende ou somme d'argent dont le paiement est ordonné dans et par la dite conviction et ordre peut être, recouvrée; et dans les cas où il n'y aura pas c'amende ou somme d'argent à être par là recouvrée, alors ces dépens seront recouvrés au moyen de la saisie et vente des effets mobiliers de la partie, et s'il n'existe pas de semblables effets, par l'emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, pendant un mois de calendrier au plus, à moins que ces dépens ne soient payés plus tôt.

XVIII. Et qu'il soit statué, que dans le cas où une sentence Pouvoir du de conviction condamnera à payer une amende ou compen-juge de paix sation, ou lorsqu'un ordre imposera le paiement d'une saisie. somme d'argent, et que, suivant le statut autorisant cette conviction ou ordre, cette amende, compensation ou somme d'argent doit être prélevée sur les effets mobiliers du défendeur, par voie de saisie et vente, et également, dans les cas où le statut qui règle la matière n'établit ou n'indique aucun mode à suivre pour prélever ou réaliser cette amende, compensation ou somme d'argent, ou pour contraindre à la payer, il sera loisible au juge de paix, ou à aucun des juges de paix qui auront prononcé la sentence ou rendu l'ordre, ou à tout juge de paix du même district de décerner son warrant (N 1, 2) afin de la prélever, lequel dit warrant de saisie-exécution sera par écrit sous les seing et sceau du juge de paix qui l'aura décerné; et si après Endossement que le dit warrant de saisie aura été délivré aux constable du warrant. ou constables à qui il aura été adressé pour être mis à exécution, il ne se trouve pas assez de meubles et effets dans les limites de la jurisdiction du juge de paix qui aura décerné le warrant, alors sur la seule preuve faite sous serment de l'écriture du

juge de paix décernant le warrant devant tout juge de paix d'un autre district, ce juge de paix de cet autre district devra inscrire sur le mandat un endossement (N 3) signé de lui, autorisant l'exécution de ce mandat dans les limites de sa jurisdiction; et en vertu de ce mandat et endossement, l'amende ou la somme susdite et les frais, ou la partie de cette amende ou somme susdite qui n'aura pas encore été prélevée ou payée, avec les frais, seront et pourront être prélevés par la personne qui apportera le dit mandat, ou par la personne ou les personnes à qui il aura été primitivement adressé, ou par tout constable ou autre officier de paix du district en dernier lieu mentionné, au moyen de la saisie et vente des meubles et effets du défendeur dans le dit autre district : pourvu toujours, que chaque fois que le juge de paix à qui il sera demandé un warrant de saisie comme susdit, sera d'avis que l'émission de ce mandat causerait la ruine du défendeur ou de sa famille, ou chaque fois qu'il sera démontré au dit juge de paix par la confession du défendeur ou autrement qu'il n'a ni meubles ni effets sur lesquels la saisie-exécution puisse être exercée, alors et en pareil cas, le dit juge de paix pourra, s'il le juge à propos, au lieu de décerner le dit warrant de saisie, faire renfermer le défendeur dans la maison de correction, ou s'il n'y a pas de maison de correction dans sa jurisdiction, alors dans la prison commune, pour y être détenu avec ou sans travaux forcés, pendant le même espace de temps et de la même manière que le dit défendeur pourrait être ainsi détenu suivant la loi, dans le cas où un warrant de saisie aurait été décerné, et où il ne serait pas trouvé de meubles et effets pour prélever sur lceux la dite amende ou somme et frais comme susdit.

Proviso.

Le juge de paix, après avoir décerné son mandat, pourra mettre le défendeur en liberté ou l'envoyer en prison, à moins qu'il ne donne caution.

S'il fait défaut de se représenter, le juge transmettra l'acte de cautionnement au greffier de la paix.

XIX. Et qu'il soit statué, que dans tous les cas où un juge de paix décernera un tel mandat de saisie, il lui sera loisible de permettre au défendeur de rester en liberté, ou d'ordonner soit verbalement ou par un mandat par écrit, que le défendeur soit détenu en lieu de sûreté jusqu'à ce que le rapport du dit mandat de saisie ait été fait, à moins que le défendeur ne donne des garanties suffisantes, soit par cautionnement ou autrement, à la satisfaction du dit juge de paix, pour sa comparution devant lui aux jour et lieu fixés pour le rapport du dit warrant de saisie, ou devant tous autres juges ou juge de paix du même district qui seront là et alors présents : pourvu toujours, que dans tous les cas où un défendeur donnera caution de comparaître comme susdit, et ensuite ne comparaîtra pas aux jour et lieu mentionnés dans l'acte de cautionnement, alors le dit juge de paix qui aura reçu le dit cautionnement, ou tous autres juges ou juge de paix qui seront là et alors présents, en inscrivant au dos du cautionnement un certificat (F) constatant la non-comparation du témoin, pourra transmettre ce cautionnement au greffier de la paix pour le district où il sera allégué que le délit a été commis, pour être recouvré de la même manière que les autres cautionnements; et ce certificat sera considéré comme une preuve primà *prin* deu

le r

185

cha: tant put ave qui. (No autr l'én nan corr com et y gard recti force fixé ordr moi ordo les latic à pr mer pay

> juge susc le d à la de dél et i l'au par me de rie

pla sei pro cia mo cia de VICT.

d'un crire risant

n; et

mme

mme ec les

ppor-

qui il

autre

noyen

ans le

s que

saisie

cause-

ie fois

on du

ets sur

s et en

os, au

rmer le pas de

prison

forcés,

nanière

t la loi, , et où

ver sur

un juge

loisible

rdonner fendeur

t du dit

deur ne

ient ou

sa com-

t du dit

juge de

pourvu

donnera

e comde cau-

le dit

i seront

nent un

pourra

pour le

s, pour

eautionpreuve

prima

prima facie suffisante de la non-comparation du dit défen-

XX. Et qu'il soit statué, que si aux jour et lieu fixés pour A défaut de le rapport d'un tel warrant de saisie, le constable qui aura été meubles et chargé de le mettre à exécution fait un rapport (No. 4) constasants, le juge
tant qu'il n'a pas trouvé de meubles et effets sur lesquels il de paix pourra put prélever la somme ou les sommes y mentionnées, ensemble faire empriavec les frais en résultant, il sera loisible au juge de paix devant fendeur. qui le rapport sera fait de décerner un warrant d'emprisonnement (No. 5) seus son seing et sceau, adressé au même ou à un autre constable, récitant sommairement la conviction ou ordre, l'émission du mandat de saisie, et le rapport y relatif, et ordonnant au dit constable de conduire le défendeur à la maison de correction, ou s'il n'y a pas de maison de correction, à la prison commune du district pour lequel le dit juge de paix agira alors, et y délivrer le défendeur au gardien d'icelle, et ordonnant au dit gardien de recevoir le défendeur dans la dite maison de correction ou prison, et de l'y détenir, ou de l'y détenir aux travaux forcés, en telle manière et pendant le temps qui auront été fixés et déterminés par le statut sur lequel la conviction ou ordre mentionné dans le dit warrant de saisie était fondé, à moins que la somme ou les sommes dont le paiement aura été ordonné, et tous les frais et dépens de la saisie, ainsi que les frais et dépens de l'ordre d'emprisonnement et de la translation du défendeur à la prison, si le dit juge de paix juge à propos de l'ordonner ainsi, (le montant en étant constaté et mentionné dans l'ordre d'emprisonnement,) ne soient plus tôt payés.

XXI. Et qu'il soit statué, que lorsqu'un juge de paix ou des L'emprisonjuges de paix, à la suite d'une dénonciation ou plainte comme nement pour susdit, condamneront le défendeur à être emprisonné, et que un délit sub-le dit défendeur sera alors en prison subissant l'emprisonnement mencera à à la suite d'une condamnation pour un autre délit, la sentence Pexpiration de conviction du délit subséquent sera, dans chaque cas de celui fixé délivrée immédiatement au geolier à qui elle aura été adressée, précédent. et il sera loisible aux dits juge de paix ou juges de paix qui l'auront décernée, s'ils le jugent à propos, d'ordonner et prescrire par et dans la dite sentence de conviction, que l'emprisonnement pour le dit délit subséquent commencera à l'expiration de l'emprisonnement auquel le dit défendeur aura été antérieurement condamné.

XXII. Et qu'il soit statué, que lorsqu'une dénonciation ou Si la dénonplainte sera rejetée avec dépens comme susdit, la somme qui ciation est resera accordée à titre de dépens dans l'ordre pourra être seront préleprélevée par saisie (Q 1) sur les meubles et effets du dénon- vés par saisieciateur ou du plaignant en la manière susdite; et à défaut de exécution contre le démeubles et effets suffisants, ou de paiement, le dit dénon-nonciateur, ciateur ou plaignant pourra être renfermé (Q 2) dans la maison etc., qui à déde de correction ou prison commune, de la manière susdite, faut de paiement sera

pendant emprisonné.

185

mo

me

en

que

dur

hor

sus

pla

en

et c

pré

stat

ent

jug

déc

ou

néc

apr

pai

por

par

et c

pai

ou

pai

du

dro

ou

juş dé

ju

les

pr à de

se

de

re

 \mathbf{c}

n le d

q

2

pendant un espace de temps n'excédant pas un mois de calendrier, à moins que cette somme et tous les frais et dépens de la saisie, et de l'ordre d'emprisonnement et de la trans lation du dit dénonciateur ou plaignant à la prison (le montant en étant constaté et indiqué dans le dit ordre d'emprisonnement) ne soient plus tôt payés.

Après décision d'un appel d'une conviction on ordre, le juge de paix pourra décerner des mandats de saisie-exécution pour l'exécution de la dite décision.

XXIII. Et qu'il soit statué, qu'après la décision d'un appel interjeté d'une conviction ou ordre comme susdit, si cet appel est décidé en faveur des intimés, le juge de paix ou les juges de paix qui auront prononcé la dite conviction ou rendu le dit ordre, ou tout autre juge de paix du même district pourra décerner le warrant de saisie ou emprisonnement comme susdit, pour qu'il soit mis à exécution, comme si le dit appel n'avait pas été interjeté, et si dans le cas d'appel la cour des sessions générales ou trimestrielles ordonne à l'une ou l'autre partie de payer les frais, cet ordre prescrira que ces frais soient payés au greffier de la paix de la dite cour, pour être par lui payés à la partie qui y a droit, et énoncera dans quel délai ces frais doivent être payés; et s'ils ne sont pas payés dans le délai ainsi limité, et si la partie qui a reçu ordre de les payer n'a pas été liée à les payer par un acte de cautionnement, le greffier de la paix ou son député, sur la demande de la partie qui aura droit à ces frais, ou de toute autre personne en son nom, et sur le paiement d'un honoraire d'un chelin, accordera à la partie qui fera la dite demande, un certificat (R) constatant que ces frais n'ont pas été payés, et sur la production de ce certificat à tout juge de paix ou juges de paix du même district, il leur sera loisible de contraindre au paiement de ces frais par un warrant de saisie (S 1) en la manière susdite, et à défaut de meubles et effets, il ou ils pourront faire emprisonner (S 2) la partie contre laquelle le dit mandat aura été lancé en la manière susdite, pendant un espace de temps n'excédant pas deux mois de calendrier, à moins que le montant des dits frais et tous les frais et dépens de la saisie, ainsi que les frais de l'ordre d'emprisonnement et de la translation de la dite partie à la prison, si les dits juge ou juges de paix trouvent à propos de l'ordonner ainsi (le montant en étant constaté et exposé dans le dit ordre d'emprisonnement) ne soient plus tôt payés.

Si l'amende est payée, la saisie ne sera partie emprisoni ée sera mise en liberté.

XXIV. Et qu'il soit statué, que dans tous les cas où un warrant de saisie aura été décerné comme susdit contre une pas faite, et la personne, et que la dite personne paiera ou offrira au constable qui sera chargé de le mettre à exécution la somme ou les sommes mentionnées dans le dit warrant, avec le montant des frais de la dite saisie jusqu'au moment du paiement ou offre, le dit constable suspendra l'exécution; et dans tous les cas où une personne aura été emprisonnée comme susdit pour nonpaiement d'une amende ou autre somme, elle pourra payer ou faire payer au gardien de la prison où elle sera emprisonnée la somme mentionnée dans l'ordre d'emprisonnement, avec le montant de 118

14

int

1C-

pel

pel

ges dit rra

me

dit ppel

une

ces

oour

lans

pas

reçu e de

ur la

oute

raire

e, un

s, et

uges

con-

aisie s et

ontre

dite, is de

s les

ordre

à la

s de

dans

ù un

une

able

ı les

des

e, le

s où

non-

r ou

e la

ec le

tant

montant des frais, charges et dépens (s'il en est) également y mentionnés, et le dit gardien les recevra, et là-dessus mettra en liberté la dite personne si elle n'est pas sous sa garde pour quelque autre matière.

XXV. Et qu'il soit statué, que dans tous les cas de procé- Dans le cas de dure sommaire devant un juge de paix ou des juges de paix procédure hors les sessions sur une dénonciation ou plainte comme juge de paix susdit, il sera loisible à un juge de paix de recevoir la dite pourra donner plainte ou information et de décemer une sommation ou mandat etc. et. après en conséquence pour contraindre tous témoins à comparaître, conviction ou et de faire tous les autres actes et choses qu'il sera nécessaire, ordre décer-préliminairement à l'audition, même dans le cas où, suivant le dat d'exécu-dat d'exécustatut à cet égard, la dite dénonciation ou plainte doit être tion, etc. entendue et décidée par deux ou un plus grand nombre de juges de paix, et après que la cause aura été ainsi entendue et décidée, un juge de paix pourra décerner le warrant de saisie ou l'ordre d'emprisonnement en résultant; et il ne sera pas nécessaire que le juge de paix qui agira ainsi, soit avant ou après l'audition, soit le juge de paix ou l'un des juges de paix par qui la dite cause aura été entendue ou décidée; pourvu toujours, que dans tous les cas où il est ou sera exigé Proviso. par un statut que la dite dénonciation ou plainte soit entendue et décidée par deux ou un plus grand nombre de juges de paix, ou qu'une conviction ou un ordre soit prononcé par deux ou un plus grand nombre de juges de paix, les dits juges de paix devront être présents et agir ensemble pendant toute la durée de l'audition et de la décision de la cause.

XXVI. Et qu'il soit statué, que les honoraires auxquels auront Règlements droit le greffier de la paix, le greffier des sessions spéciales, relatifs au ou le greffier des sessions hebdomadaires, ou le greffier d'un honoraires des juge de paix ou des juges de paix hors les sessions, seront greffiers, etc. déterminés, fixés et réglés de la manière suivante, savoir : les juges de paix, à leurs sessions générales ou trimestrielles pour les différents districts, dans le délai de six mois après que le présent acte sera entré en vigueur, et ensuite, de temps à autre, à volonté, dresseront des tarifs des honoraires qui, à leur avis, devront être payés aux greffiers de la paix, aux greffiers des sessions spéciales et hebdomadaires, et aux greffiers des juges de paix dans leurs jurisdictions respectives; et les dits tarifs respectivement, après avoir été signés par le président de chaque cour de sessions générales ou trimestrielles respectivement, seront soumis au secrétaire de la province; et il sera loisible au dit secrétaire de changer, s'il le juge à propos, les dits tarifs d'honoraires, et de signer un certificat ou déclaration que les honoraires spécifiés dans les dits tarifs tels que faits par tels juges de paix, ou tels qu'amendés par le secrétaire, peuvent être demandés et reçus par les greffiers de la paix, les greffiers des sessions spéciales et des sessions hebdomadaires, et les greffiers des différents juges de paix, respectivement, dans cette province; et le dit secrétaire de la province fera en sorte que

185

ou

dite

cha

heb

ou ;

tou

il le

fois

tiré

pai

me

ses

une

heb

con

en

ten

dia

loc

ou

de

jug me

né

dit

sti

3

3

Proviso.

ces tarifs ou séries de tarifs d'honoraires soient transmis aux différents greffiers de la paix dans la province, pour être par eux distribués aux juges de paix dans leurs districts respectifs, et pour être par les dits juges de paix remis entre les mains de leurs greffiers respectivement; et si après que telle copie aura été reçue par tout tel greffier, il demande ou reçoit des honoraires ou gratifications pour quelque ouvrage ou acte dressé ou fait par lui en sa qualité de greffier, autres ou plus considérables que ceux qui sont indiqués dans les dits tarifs ou séries de tarifs, il paiera pour toute telle demande ou réception d'honoraires la somme de vingt louis, laquelle pourra être recouvrée par action de dette dans toute cour ayant jurisdiction à ce montant, par toute personne qui voudra intenter la poursuite; pourvu tonjours, que jusqu'à ce que ces tarifs ou séries de tarif aient été dressés, confirmés et distribués comme susdit, il sera loisible aux dits greffiers de demander et recevoir les mêmes honoraires qu'ils sont aujourd'hui autorisés à recevoir par toute règle ou règlement d'une cour des sessions générales ou trimestrielles, ou autrement.

Règlements relatifs au paiement des amendes.

XXVII. Et qu'il soit statué, que tout warrant de saisie qui sera décerné comme susdit, contiendra l'ordre au constable ou autre personne à qui il aura été adressé de payer le montant de la somme que le dit warrant prescrit de prélever, au greffier de la paix, greffier des sessions spéciales, greffier des sessions hebdomadaires, ou greffier des juges de paix, suivant le cas, pour le lieu où le dit juge de paix ou les dits juges de paix auront décerné le mandat; et si la personne qui aura été condamnée à une amende ou aura reçu d'un juge de paix, ou des juges de paix, l'ordre de payer une somme d'argent, la paie à un constable ou autre personne, le dit constable ou autre personne la versera immédiatement entre les mains du dit greffier de la paix, greffier des sessions spéciales, greffier des sessions hebdomadaires, ou greffier de juge de paix, suivant le cas; et si une personne emprisonnée à la suite d'une condamnation ou ordre comme susdit, pour non-paiement d'une amende ou somme d'argent dont le paiement aura été ordonné comme susdit, désire payer la dite amende ou somme d'argent avec les frais avant l'expiration de la durée de son emprisonnement, tel que fixé par l'ordre d'emprisonnement, elle les paiera au geolier ou gardien de la prison où elle sera détenue, et le dit geolier ou gardien les versera immédiatement entre les mains du dit greffier de la paix, greffier des sessions spéciales, greffier des sessions hebdomadaires, ou greffier de juge de paix, suivant le cas; et toutes les sommes ainsi reçues par le dit greffier seront immédiatement par lui payées à la partie ou aux parties auxquelles elles devront être payées respectivement, suivant les prescriptions du statut sur lequel la dénonciation ou plainte sera basée; et si le dit statut ne contient pas de prescriptions touchant le paiement d'icelles à une certaine personne ou à certaines personnes, alors le dit greffier les paiera au trésorier du district de la municipalité, cité, ville

ou

CT.

nux

par

tifs.

de

ura

0110-

ou

idé-

ries

'ho-

cou-

à ce

hite :

tarif sera

mes

toute

mes-

e qui

le ou

int de

reffier

ssions

cas,

paix

con-

u des

paie

autre u dit

r des

int le con-

l'une

onné

rgent

ison-

les

nue,

re les ales,

oaix,

e dit

aux

ent,

tion

de

aine

les ville

ou bourg où la dite personne aura été condamnée à payer la dite somme, et le dit trésorier lui en donnera un reçu; et chaque greffier des sessions spéciales, greffier des sessions hebdomadaires, ou greffier de juge de paix, et chaque geolier ou gardien de prison, tiendra un compte exact et fidèle de toutes telles sommes reçues par lui, indiquant de qui et quand il les a reçues, et à qui et quand elles ont été payées; et une fois tous les trois mois, il transmettra une copie du dit compte, tirée au net, au greffier de la paix du district où le dit paiement sera fait, lequel, également tous les trois mois, transmettra un semblable compte aux juges de paix assemblés en sessions trimestrielles de la paix pour le dit district, et aussi, une fois chaque mois, aux juges de paix assemblés en sessions hebdomadaires de la paix.

XXVIII. Et qu'il soit stutué, que les différentes formules Les formules contenues dans la cédule de cet acte, ou des formules données dans analogues, seront réputées bonnes, valides et suffisantes ront valides. en loi.

XXIX. Et qu'il soit statué, que tout inspecteur ou surin- L'inspecteur tendant de police, magistrat de police ou magistrat stipen- et le eurintendiaire, nommé ou qui sera nommé pour toute cité, bourg, ville, ou magistrat localité ou district, et siégeant dans une cour de police stipendiaire ou autre lieu fixé pour le même objet, aura plein pouvoir pourra agir seul. de faire seul tout ce que cet acte autorise deux ou plusieurs juges de paix à faire; et que les différentes formules ci-après mentionnées pourront être modifiées autant qu'il pourra être nécessaire pour les rendre applicables aux cours de police susdites, ou à la cour ou autre lieu des séances du dit magistrat stipendiaire.

XXX. Et qu'il soit statué, que tout inspecteur ou surinten- L'inspecteur dant de police, magistrat de police ou magistrat stipendiaire et le surinten-comme susdit, siégeant comme susdit dans une cour de police de magistrat ou autre lieu fixé pour le même objet, auront les mêmes pou- de police ou le voirs et la même autorité pour maintenir l'ordre dans les dites magistrat sticours pendant les séances, et par les mêmes moyens qui, sui- aura le pouvant la loi, peuvent être maintenant employés dans les mêmes voir de maincas et pour les mêmes fins par toutes cours de loi dans cette tenir l'ordre. province, ou par les juges d'icelles respectivement, pendant leurs séances.

XXXI. Et qu'il soit statué, que les dits inspecteurs et surin- Et faire exétendants de police, magistrats de police, ou magistrats stipen cuter les prodiaires, dans tous les cas où il sera fait résistance à l'exécu tion d'une sommation, mandat d'exécution ou autre procédure décernée par eux, seront par le présent acte autorisés à les mettre à effet en employant les moyens prescrits par les lois du Bas-Canada pour exécuter les procédures des autres cours en pareil cas.

1851.

Prov

Distric

A tous

d'eu

Atte

dénone de pai

contre

l'ordre

j'ai al

B., lu raître

présen plaint

attend

lieu ai qu'i l

a été préser

rêter

un ou dit di plain

Do

Dis

sou

(ici

à

fiers aux

XXXII. Et qu'il soit statué, que dans toutes les cités, villes de paix servi- et autres lieux où sont maintenant ou seront ci-après tenues des sessions générales ou trimestrielles de la paix, les greffier ou juges de paix, greffiers de la paix agiront comme greffier ou greffiers des juges de paix, et des inspecteurs ou surintendants de police dans telles cités, villes et autres lieux, tant à toutes les sessions générales qu'à toutes les sessions hebdomadaires de la paix qui sont actuellement ou qui seront ci-après tenues en iceux.

Dispositions contraires aux présentes. révoquées.

XXXIII. Et qu'il soit statué, que depuis et après le jour auquel le présent acte commencera et prendra effet, tous autres actes ou parties d'actes contraires aux dispositions du présent acte, ou incompatibles avec icelles, seront et sont par le présent abrogés.

Acte appliqué au B. C.

XXXIV. Et qu'il soit statué, que le présent acte ne s'appliquera qu'au Bas-Canada seulement, sauf en autant qu'aucune de ses dispositions ne s'étende formellement au Haut-Canada, ou à toute chose qui doit y être faite.

Sa mise en vigueur.

XXXV. Et qu'il soit statué, que le présent acte commencera et aura force et effet, le, depuis et après le premier Janvier, mil huit cent cinquante-deux, et pas auparavant.

CEDULES.

(A.)

ORDRE DE SOMMATION ADRESSÉ AU DÉFENDEUR SUR UNE DÉNONCIATION ET PLAINTE.

Province du Canada, District de

A A. B. de

(journalier):

Attendu qu'une dénonciation (ou plainte) a ce jour été faite devant le soussigné, (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , contre vous. pour avoir (indiquez ici succinctement la matière de la dénonciation ou plainte); En conséquence les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'être et de comparaître le heures de l'avant-midi, à tels juges de paix pour le dit district qui seront alors présents, aux fins de répondre à la dite dénonciation (ou plainte), et subir ultérieurement tel jugement que de droit.

Donné sous mon seing et sceau, ce , jour de dans l'année de Notre Seigneur à dans le dit district.

> J. S. L. S.

CT.

lles

des

ges

ans mé-

qui

au-

ctes , ou

gés.

ppli-

une

ada,

, mil

faite

jesté zous.

ation join-

vant

ents,

r de

(B.)

(B.)

WARRANT POUR CAUSE DE DÉSOBÉISSANCE À L'ORDRE DE SOMMATION.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le district de :

Attendu que le dernier, il a été fait une dénonciation (ou plainte) devant (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de contre A. B., pour avoir le dit A. B., (etc., comme dans Vordre de sommation); Et attendu que (moi) le dit juge de paix j'ai alors émané (mon) ordre de sommation adressé au dit A. B., lui enjoignant, au nom de Sa Majesté, d'être et de comparaître le heures de l'avant-midi, , devant tels juges de paix qui seraient alors présents, aux fins de répondre à la dite dénonciation (ou plainte), et subir ultérieurement tel jugement que de droit : Et attendu que le dit A. B. a négligé de comparaître aux temps et lieu ainsi indiqués dans et par le dit ordre de sommation, quoiqu'i 1 m'aitété prouvé sous serment que le dit ordre de sommation a été bien et dûment signifié au dit A. B.: En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement le dit A. B., et de le conduire devant un ou plusieurs juges de paix de Sa Majesté, dans et pour le dit district, aux fins de répondre à la dite dénonciation (ou plainte), et subir ultérieurement tel jugement que de droit.

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de , dans l'année de Notre Seigneur , dans le dit district.

J. S. [L. s.]

(C.)

WARRANT ÉMANÉ EN PREMIER LIEU.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de

Attendu qu'une dénonciation a ce jour été faite devant le soussigné, (un) des juges de paix de Sa Majesté, dans et pour le dit district de , pour avoir le dit A. B (ici indiquez succinctement la matière de la dénonciation), et que serment

Cap. 95.

serment est maintenant prêté devant moi constatant la matière de telle dénonciation: En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement le dit A. B., et de le conduire devant un ou plusieurs juges de paix dans et pour le dit district aux fins de répondre à la dite dénonciation, et subir ultérieurement tel jugement que de droit.

jour Donné sous mon seing et sceau, ce , dans l'année de Notre Seigneur de dans le dit district. J. S. [L. s.]

 $(\mathbf{D}.)$

WARRANT POUR DÉTENIR EN LIEU DE SURETÉ UN DÉFENDEUR DURANT UN AJOURNEMENT DE L'AUDITION.

Province du Canada,) District de

A tous les constables et officiers de paix, ou aucun d'eux, , et au gardien de la maison dans le district de de correction à

Attendu que le dernier, une dénonciation (ou plainte) a été faite devant (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de que (etc., comme dans l'ordre de sommation); Et attendu que l'audition de la dite dénonciation a été ajournée au jour de (courant), à heures de (l'avant) midi, à et qu'il est nécessaire que le dit A. B. soit dans l'intervalle détenu en lieu de sûreté. En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre à vous, les dits constables ou autres officiers de paix, ou à aucun de vous, au nom de Sa Majesté, de conduire immédiatement le dit A. B. à la maison de correction à de le livrer à la garde du gardien d'icelle, avec le présent warrant; et je vous enjoins à vous, le dit gardien, de recevoir le dit A. B. sous votre garde en la dite maison de correction, et là de le détenir jusqu'au jour de (courant), et vous êtes requis de conduire alors et d'avoir le dit A. B. aux temps et lieu fixés par l'ajournement de l'audition, comme susdit, devant tels juges de paix pour le dit district, qui pourront alors se trouver présents, aux fins de répondre à la dite dénonciation (ou plainte), et subir ultérieurement tel jugement que de droit.

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de dans l'année de Notre Seigneur dans le dit district. J. S. [L. s.] CAUTIO LOR

1851.

Prov Distric

Sach

(journ sonnel de pai: reconn les div de argent meuble l'usage cesseu insérée

Pris dessus

La Si le c de devan préser C. D. jugen autre

AVIS

de prom le juge alors dén a ét cau

lui.

Cap. 95.

atière sont mmésieurs ondre ement

VICT.

jour

ENDEUR

d'eux, maison

tion (ou de paix portant du que

l'avant) aire que sûreté: indre à à aucun atement , et là présent recevoir tion, et

avoir le l'audir le dit e réponirement

 $(\mathbf{E}.)$

 $(\mathbf{E}.)$

CAUTIONNEMENT DE COMPARUTION DE LA PART DU DÉFENDEUR LORSQUE LA CAUSE EST AJOURNÉE, OU LORSQU'ELLE N'EST PAS EXPÉDIÉE IMMÉDIATEMENT.

Province du Canada, District de

, A. B. de Sachez que le (journalier), et L. M. de (épicier), sont personnellement comparus devant le soussigné, (un) des juges de paix dans et pour le dit district de reconnu devoir séparément à notre Souveraine Dame la Reine les diverses sommes suivantes, savoir: le dit A. B. la somme , et le dit L. M. la somme de argent ayant cours légal en cette province, prélevables sur leurs meubles et effets, terres et tènements respectivement, pour l'usage de notre dite Dame la Reine, Ses Héritiers et Successeurs, si le dit A. B. fait défaut de remplir la condition insérée au dos des présentes.

Pris et reconnu, les jour et an en premier lieu mentionnés cidessus, à devant moi. J. S.

La condition du présent cautionnement est comme suit: heures de (l'avont) midi, à

devant tels juges de paix pour le dit district, qui seront alors présents, aux fins de répondre à la dénonciation (ou plainte) de C. D. portée contre le dit A. B. et subir ultérieurement tel jugement que de droit, alors le dit cautionnement sera nul, autrement il aura pleine force et effet.

Si le dit A. B. comparaît personnellement le

, (courant), à

AVIS DU CAUTIONNEMENT QUI DOIT ÊTRE DONNÉ AU DÉFENDEUR ET À SES CAUTIONS.

Soyez notifiés que vous, A. B., vous êtes obligé en la somme , et vous, L. M. en la somme de de promettant, vous, le dit A. B. de comparaître personnellement heures de (l'avant) midi, à , devant tels juges de paix pour le district de qui pourront alors se trouver présents, aux fins de répondre à une certaine dénonciation (ou plainte) de la part de C. D., et dont l'audition a été ajournée aux dits temps et lieu: Or, à moins que vous, A. B., ne comparaissiez en conséquence, les sommes que vous, A. B., et L. M. votre caution, avez reconnu devoir par le dit cautionnement, seront immédiatement prélevées contre vous et

mil huit cent Daté ce iour de

(F.)

CERTIFICAT DE NON-COMPARUTION QUI SERA INSÉRÉ AU DOS DU CAUTIONNEMENT DU DÉFENDEUR.

Je certifie, par le présent, que le dit A. B. n'a pas comparu aux temps et lieu mentionnés dans la dite condition, et qu'il a fait défaut, à raison de quoi le cautionnement ci-joint est forfait.

J. S.

(G1.)

ASSIGNATION D'UN TÉMOIN.

Province du Canada, District de

A E. F. de

, dans le dit district de

Attendu qu'une dénonciation (ou plainte) a été faite devant le (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de contre pour avoir le dit E. F. (etc., comme dans l'ordre de sommation), et qu'une déclaration a été faite devant moi, sous serment, que vous êtes probablement en état de rendre un témoignage essentiel en faveur du (poursuivant ou plaignant, ou défendeur) en cette cause: En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre d'être et de comparaître le heures de (l'avant) midi, à , devant tels juges de paix pour le dit district, qui pourront alors se trouver présents, aux fins de rendre témoignage de ce que vous savez au sujet de la dite dénonciation (ou plainte).

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de dans l'année de Notre Seigneur, , à , dans le dit district.

J. S. [L. s.]

(G2.)

WARRANT POUR CAUSE DE DÉSOBÉISSANCE À L'ASSIGNATION PAR UN TÉMOIN.

Province du Canada, District de

A tous les constables et autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de

Attendu qu'une dénonciation (ou plainte) a été faite devant (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour

1851.

pour le pour av déclara

cn état suivant, dit E. I à devant pourrai gnage de ciation devant dûmen négligé de sor cette n

> à dit dist de rendenone

enjoind

Don dans l' dans le

Pro Distra A to d'e

Att souss le dit avoir ratio

rend en o para A ce et a

on c

DOS DU

VICT.

omparu qu'il a pint est

s.

e devant Majesté

nmation), serment, noignage éfendeur) our vous

evant tels e trouver us savez

s.]

ATION

aucun

devant dans et pour pour le dit district de contre pour avoir (etc., comme dans l'ordre de sommation), et qu'une déclaration a été faite devant (moi) sous serment, que E. F., de , dans le dit district, (journalier,) était probablement en état de rendre un témoignage essentiel en faveur du (poursuivant,) (j'ai) dûment adressé (mon) ordre de sommation au dit E. F., lui enjoignant d'être et de comparaître le heures de (l'avant) midi du même jour, à devant tels juge ou juges de paix pour le dit district, qui pourraient alors se trouver présents, aux fins de rendre témoignage de ce qu'il sait au sujet du dit A. B., on de la dite dénonciation (ou plainte): Et attendu qu'il a été prouvé, ce jour, devant moi, sous serment, que le dit ordre de sommation a été dûment signifié au dit E. F.; Et attendu que le dit E. F. a négligé de comparaître aux temps et lieu fixés par le dit ordre de sommation, et qu'il n'a offert aucune excuse pour justifier cette négligence: A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre d'arrêter le dit E. F., et de le conduire et l'avoir, le heures de , devant tels juge ou juges de paix pour le

à , devant tels juge ou juges de paix pour lé dit distriet, qui pourront alors se trouver présents, aux fins de rendre témoignage de ce qu'il connait au sujet de la dite dénonciation fou plainte.)

Donné sous a cha seing et sceau, ce dans l'année de Notre Seigneur dans le dit district.

J. S. [L. s.]

jour de

(G. 3.)

WARRANT POUR FAIRE COMPARAÎTRE UN TÉMOIN EN PREMIER LIEU.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de :

Attendu qu'une dénonciation (ou plainte) a été faite devant le soussigné, (un) des juges de paix de Sa Majesté, dans et pour le dit district de , contre , pour avoir (etc., comme dans l'ordre de sommation); et qu'une déclaration a été faite devant moi, sous serment, que E. F., de , (journalier,) est probablement en état de rendre un témoignage essentiel en faveur du (poursuivant) en cette cause, et qu'il est probable que le dit E. F. ne comparaîtra pas pour rendre témoignage sans y être forcé : A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre d'amener et avoir le dit E. F. devant moi, le , à

heures de (l'avant) midi, à ou devant tels autres juge ou juges de paix pour le dit district

qui pourront alors se trouver présents, aux fins de rendre témoignage de ce qu'il connait au sujet de la dite dénonciation (ou plainte.)

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de , dans l'année de Notre Seigneur, à dans le dit district.

J. S. [L. s.]

(G. 4.)

WARRANT D'EMPRISONNEMENT D'UN TÉMOIN QUI REFUSERA D'ÊTRE ASSERMENTÉ OU DE RENDRE TÉMOIGNAGE.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix ou aucun d'eux, dans le dit district de de la maison de correction, à :

Attendu qu'une dénonciation (ou plainte) a été faite devant (moi) (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , contre pour avoir (etc., comme dans l'ordre de sommation), et qu'un nommé E. F. comparaissant actuellement devant moi le dit juge de paix comme susdit, le et étant requis par moi de prêter serment ou affirmation comme témoin en cette cause, refuse maintenant de ce faire, (ou) étant maintenant dûment assermenté comme témoin au sujet de la dite dénonciation (ou plainte) refuse de répondre à une certaine question concernant la dite dénonciation (ou plainte) qui lui est maintenant soumise, et plus particulièrement la question suivante (insérez ici les mots exacts de la question), sans offrir aucune excuse légitime de tel refus de sa part ; En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous les dits constables ou officiers de paix, ou aucun de vous, d'arrêter le dit E. F., et de le conduire en sûreté à la maison de correction à de le livrer au dit gardien d'icelle, avec le présent warrant; et je vous enjoins par le présent, à vous le dit gardien de la dite maison de correction de recevoir le dit E. F. sous votre garde dans la dite maison de correction et là de l'emprisonner pour tel mépris de sa part pour l'espace de. à moins que dans l'intervalle il ne consente à être interrogé et répondre touchant la dite dénonciation (ou plainte); pour ce faire, les présentes vous seront une autorité suffisante.

Donné sous mon seing et sceau, ce dans l'année de Notre Seigneur, , à dans le dit district.

J. S. [L. s.]

Prov Distri

1851.

A tou d'ev de l

Atte

avoir (attend warra est ma susdit joindr de voi le dit et là c Et je garde de le le vous à tels

> Do de à

être

plain

CON

. Dis

l'ai dis

31

rendre ciation

jour igneur, trict.

. 8.]

FUSERA

aucun gardien

e devant Majesté

et qu'un dit juge

a comme uire, (ou) au sujet e à une plainte) ment la uestion),

art : En
à vous
us, d'armaison
lit, et là

rant; et la dite re garde pour tel jours,

rrogé et

pour ce

jour igneur, district.

s.] (H.) (H.)

WARRANT D'EMPRISONNEMENT D'UN DÉFENDEUR LORSQU'IL AURA ÉTÉ ARRÉTÉ.

Province du Canada, ¿

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de , et au gardien de la maison de correction à :

Attendu que plainte (ou dénonciation) a été portée devant , (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le district de , contre A. B., pour avoir (etc., comme dans l'ordre de sommation ou warrant); Et attendu que le dit A. B. a été arrêté par et en vertu d'un warrant à la suite de telle dénonciation (ou plainte), et qu'il est maintenant amené devant moi comme juge de paix comme susdit; En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous les dits constables ou autres officiers, ou aucun de vous, au nom de Sa Majesté, de conduire immédiatement le dit A. B. à la maison de correction à et là de le livrer au dit gardien d'icelle avec le présent warrant ; Et je vous enjoins à vous le dit gardien de recevoir sous votre garde le dit A. B. dans la dite maison de correction, et là de le détenir en sûreté jusqu'au prochain, jour de (courant), et je vous enjoins de le conduire alors et de l'avoir à heures de midi du même jour, devant tels juge ou juges de paix du dit district, qui pourront alors être présents, aux fins de répondre à la dite dénonciation (ou plainte), et subir ultérieurement tel jugement que de droit.

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de , dans l'année de Notre Seigneur , à , dans le dit district.

J. S. [L. s.]

(I 1.)

CONVICTION POUR UNE PÉNALITÉ PRÉLEVABLE PAR VOIM DE SAISIE, ET EMPRISONNEMENT À DÉFAUT DE MEUBLES SUFFISANTS.

Province du Canada, District de

Sachez que le jour de , dans l'année de Notre Seigneur , à , dans le dit district, A. B., est convaincu devant le soussigné (un) des juges

juges de paix pour le dit district, d'avoir le dit A. B. (etc., indiquez le délit, et le temps et le lieu où il a été commis) ; et je condamne le dit A. B., à raison du dit délit, à payer la somme de (indiquez la pénalité, et aussi la compensation, si aucune il y a), qui sera prélevée et employée conformément à la loi, et en outre à payer au dit C. D. la somme de ses frais en cette cause; et si les dites diverses sommes ne sont payées in écliatement (ou le ou avant le 'donne qu'elles soient prélevées par la saisie et prochain. ventes des neubles et effets du dit A. B., et à défaut de meubles et effets suffisants, * j'ordonne que le dit A. B. soit emprisonné dans la maison de correction à district, (pour y être détenu au travail forcé) pour l'espace , à moins que les dites diverses sommes et tous les frais et dépens de la dite saisie (et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite maison de correction) ne soient auparavant payés.

Donné sous mon seing et sceau, les jour et an ci-dessus mentionnés en premier lieu, à , dans le dit district.

J. S. [L. s.]

* Ou, lorsque l'émanation d'un warrant de saisie pourrait être ruineuse pour le défendeur ou sa famille, ou s'il appert qu'il n'a pas de meubles et effets suffisants pour prélever le montant de la saisie, alors, au lieu des mots qui se trouvent entre les astérisques * * dites, " alors en autant qu'il me paraît (que l'émanation d'un warrant de saisie en cette cause pourrait être ruineuse pour le dit A. B. ou sa famille," (ou), "que le dit A. B. n'a pas de meubles et effets suffisants pour prélever les dites sommes par voie de saisie), j'ordonne," etc., comme ci-dessus, jusqu'à la fin.

(I 2.)

CONVICTION POUR UNE PÉNALITÉ ET EMPRISONNEMNT À DÉFAUT DE PAIEMENT.

Province du Canada, District de

jour de Sachez que le , dans l'année de Notre , dans le dit district, A. B. est Seigneur convaincu devant le soussigné, (un) des juges de paix de Sa. Majesté pour le dit district, d'avoir le dit A. B., (etc., indiquez le délit et le temps et le lieu où il a été commis); et je condamne le dit A. B. à raison du dit délit à payer la somme de (indiquez la pénalité et la compensation, si aucune il y a), qui sera payée et employée conformément à la loi, et aussi à payer au dit C. D. la somme de pour ses frais en cette cause; et si les dites diverses sommes ne sont payées immédiatement (ou le ou avant le prochain), je condamne le dit A.

1851

B. à dans l'espe somn dite 1

Do prem

> Pro Distr

Seign deva et pe le déi dami sonn distri

en c imm j'ord des sant mai l'es emj

au d

pre

rul pa ale

po

(etc.,

con-

ne de

ucune

, et en

, pour e sont

sie et

eubles

isonné le dit

espace ommes

orison-

cction)

s men-

listrict.

ait être

wil n'a

nt de la

érisques

anation

uineuse

n'a pas

sommes

squ'à la

DÉFAUT

Notre B. est

de Sa.

iquez le

mne le

a), qui

i payer

cause;

tement

dit A.

В,

. S.

B. à être emprisonné dans la maison de correction, à dans le dit district, (pour y être détenu au travail forcé) pour l'espace de , à moins que les dites diverses sommes (et les frais et dépens de transport du dit A. B. à la dite maison de correction) ne soient auparavant payées.

Donné sous mon seing et sceau, les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés à , dans le dit district.

J. S. [L. s.]

 $(1\ 3.)$

CONVICTION LORSQUE LA PUNITION EST PAR EMPRISONNE-MENT, ETC.

Province du Canada, de District de

, dans l'année de Notre Sachez que le iour de , dans le dit district, A. B. est convaincu devant le soussigné, (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district, d'avoir, le dit A. B., etc., (indiquez le délit et le temps et le lieu où il a été commis); et je condamne le dit A. B., à raison de : 1 dit délli, à être emprisonné dans la maison de correctic 🗻 dans le dit district, (pour y être détenu au travail forcé) pour l'espace de , et je condamne en outre le dit A. B. à payer au dit C. D. la somme de pour ses frais en cette cause; et si la dite somme pour frais n'est pas payée immédiatement (ou le ou avant le prochain), alors * j'ordonne que la dite somme soit prélevée par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B.; et à défaut de meubles suffisants, * je condamne le dit A. B. à être emprisonné dans la dite maison de correction, (pour y être détenu au travail forcé) pour , à dater de et depuis le terme de son dit emprisonnement, à moins que la dite somme pour frais ne soit auparavant payée.

Donné sous mon seing et sceau, les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, à , dans le dit district.

J. S. [L. s.]

* Ou, lorsque l'émanation du warrant de saisie pourrait être ruineuse pour le défendeur ou sa famille, ou s'il appert qu'il n'a pas de meubles suffisants pour prélever le montant de la saisie, alors, au lieu des mots qui se trouvent entre les astérisques * *, dites, " en autant qu'il me paraît (que l'émanation d'un warrant de saisie en cette cause pourrait être ruineuse pour le dit A. B. et sa famille " ou " que le dit A. B. n'a pas de meubles suffisants peur prélever par voie de saisie la dite somme pour frais), je condanme," etc.

18

la 7'18

na

dit me

voi

dev

dan

le p

ils s

devi

deva

dûm

ou p

sous

l'ord com

dist

à la

droi

dam

prod dit

cau

diat

dit

trai

les mer

(K. 1.)

ORDRE DE PAYER UNE SOMME D'ARGENT PRÉLEVABLE PAR VOIE DE SAISIE, ET EMPRISONNEMENT À DÉFAUT DE MEUBLES SUFFISANTS.

Province du Canada, District de

Sachez que le

, plainte a été portée devant le soussigné, (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , pour avoir (relatez les faits qui autorisent le plaignant à obtenir l'ordre, ainsi que le temps et le lieu où ils se sont passés), et que maintenant, ce jour, savoir, le , les dites parties comparaissent devant moi le dit juge de paix, (ou que le dit C. D. comparaît devant moi le dit juge de paix, mais que le dit A. B., quoique dûment appelé ne comparaît ni en personne ni par conseil ou procureur, et qu'il m'est prouvé suffisamment, sous serment, que le dit A. B. a dûment recu la signification de la sommation en cette cause, lui enjoignant d'être et de comparaître ici, ce jour, devant tels juge ou juges de paix pour ce dit district, qui

droit); et ayant maintenant entendu la dite plainte, je condamne le dit A. B. (à payer au dit C. D. la somme de immédiatement, ou le ou avant le prochain, ou suivant l'exigence du statut), et aussi à payer au dit C. D. la somme de frais en cette cause; et si les dites diverses sommes ne sont

pourraient maintenant s'y trouver, aux fins de répondre à la

dite plainte et subir ultérieurement tel jugement que de

payées immédiatement (ou le ou avant le prochain) * j'ordonne par le présent que la dite somme soit prélevée par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B., (et à défaut de meubles suffisants, * je condamne le dit A. B. à être emprisonné dans la maison de correction à

dans le dit district, (pour y être détenu au travail forcé), pour , à moins que les dites diverses l'espace de sommes et les frais et dépens de la dite saisie (ct de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite maison de correction) ne soient auparavant payés.

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de dans l'année de Notre Seigneur, à , dans le dit district.

J. S. [L. s.]

 Ou, lorsque l'émanation d'un warrant de saisie pourrait être ruineuse pour le défendeur ou sa famille, ou s'il appert qu'il n'a pas de meubles su/fisants pour prélever le montant de

ortée

jesté ontre

risent

ne ils

noi le

noi le

ppelé

ur, et

le dit

cette

jour, t, qui

re à la

ue de

e con-

payer

ur ses

ie sont

ne soit

dit A.

tA. B.

, pour

iverses

empri-

correc-

our de

ourrait

appert tant de Cap. 95.

la saisie, alors, au lieu des mots qui se trouvent entre les astérisques **, dites, "alors en autant qu'il me paraît (que l'émanation d'un warrant de saisie pourrait être ruineuse pour le dit A. B. et sa famille" ou "que le dit A. B. n'a pas de meubles et effets suffisants pour prélever les dites sommes par voie de saisie), je condamne," etc.

(K2.)

ORDRE DE PAYER UNE SOMME D'ARGENT, ET EMPRISONNEMENT À DÉFAUT DE PAIEMENT.

Province du Canada, District de

Sachez que le , plainte a été portée devant le soussigné, (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le district de , pour avoir (relatez les faits qui autorisent le plaignant à obtenir l'ordre, et indiquez le temps et le lieu où ils se sont passés), et que maintenant, ce jour, savoir, le , les dites parties comparaissent devant moi le dit juge de paix, (ou que le dit C. D. comparaît devant moi le dit juge de paix, mais que le dit A. B., quoique dûment appelé, ne comparaît ni personnellement, ni par conseil ou procureur, et qu'il m'est maintenant prouvé suffisamment, sous serment, que le dit A. B. a dûment eu la signification de l'ordre de sommation en cette cause, lui enjoignant d'être et de comparaître ici, ce jour, devant tels juges de paix pour le dit district, qui pourraient se trouver présents, aux fins de répondre

à la dite plainte, et subir ultérieurement tel jugement que de

dans le dit district, (pour y être détenu au travail forcé), pour l'espace de , à moins que les dites diverses sommes (et les frais et dépens de l'emprisonnement de transport du dit A. B. à la dite maison de correction) ne soient auparavant payées.

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de , dans l'année de Notre Seigneur , dans le dit district.

J. S. [L. s.]

14 & 15 VICT.

pla

cor

Por

ce

les

à e

que

que

pro

tio

vée

pla

son

déf

pay

que

me

je o

de

tra

sor

(et

cor

da di

(K 3.)

ORDRE POUR TOUT AUTRE OBJET, QUAND LA DÉSOBÉISSANCE À TEL ORDRE EST PUNISSABLE PAR L'EMPRISONNEMENT.

Province du Canada, District de

Cap. 95.

, plainte a été portée devant le Sachez que le soussigné, (un) des juges de paix de Sa Majesté, dans et pour , pour avoir le dit district de contre (relatez les faits qui autorisent le pluignant à obtenir l'ordre, et indiquez le temps et le lieu où ils se sont passés), et que maintenant, ce jour, savoir, le les dites parties comparaissent devant moi le dit juge de paix, (ou que le dit C. D. comparaît devant moi le dit juge de paix, mais que le dit A. B. quoique dûment appelé, ne comparaît ni en personne, ni par conseil ou procureur, et qu'il m'est maintenant prouvé d'une manière suffisante, sous serment, que le dit A. B. a dûment en la signification de l'ordre de sommation en cette cause, lui enjoignant d'être et de comparaître ici, ce jour, devant tels juge ou juges de paix pour le dit district qui pourraient maintenannt se trouver présents, aux fins de répondre à la dite plainte, et subir ultérieurement tel jugement que de droit); et ayant maintenant entendu la dite plainte, je condamne, en conséquence, le dit A. B. à (ici indiquez ce qui doit être fait); et si après la signification d'une copie de l'original du présent ordre fait au dit A. B. soit personnellement, ou en la laissant à son dernier domicile ou au lieu ordinaire de sa résidence, il néglige ou refuse d'y obéir, dans ce cas je condamne le dit A. B., pour telle désobéissance, à être emprisonné dans la maison de correction à dans le dit district (pour y être détenu au travail forcé), pour l'espace de force), pour l'espace de plus tôt au dit ordre, si le statut le permet); et je condamne aussi le dit A. B. à payer au dit C. D. la somme de pour ses frais en cette cause, et si la dite somme pour frais n'est payée immédiatement (ou le ou avant le j'ordonne que la dite somme soit prélevée par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B. (et à défaut de

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de dans l'année de Notre Seigneur , dans le dit district.

meubles suffisants, je condamne le dit A. B. à être emprisonné dans la dite maison de correction (pour y être détenu au

terme de son dit emprisonnement, à moins que la dite somme

travail forcé) pour l'espace de

pour frais ne soit plus tôt payée.

J. S. [L. s.]

, à dater et depuis le

(L.)

CT.

NCE

nt le

pour

avoir

re, et

ze de juge

é, ne

t qu'il

s ser-

l'ordre

com-

our le

ésents,

rement

ndu la l. B. à

ication

B. soit

eile ou

se d'y

déso-

ction à travail

obéisse

damne

is n'est

chain). isie et

aut de

empritenu au

puis le somme

que

(L.)

ORDRE DE DÉBOUTÉ D'UNE DÉNONCIATION OU PLAINTE.

Province du Canada, ? District de

Sachez que le , information a été donnée (ou plainte a été faite) devant le soussigné, (un) des juges de paix de Sa Majesté, dans et pour le dit district de , pour avoir (etc. comme dans l'ordre de sommation adressé au défendeur), et que maintenant, ce jour, savoir le les dites parties comparaissent devant moi, afin que je procède à entendre et déterminer la dite dénonciation (ou plainte), (ou que le dit A. B. comparaît devant moi, mais que le dit C. D., quoique dûment appelé, ne comparaît pas); sur quoi, ayant procédé à prendre dûment en considération la dite dénonciation (ou plainte), (il me paraît évident qu'elle n'est point prouvée* et) je déboute en conséquence la dite dénonciation (ou plainte) (et je condamne le dit C. D. à payer au dit A. B. la , pour les frais par lui encourus pour se somme de défendre en cette cause ; et si la dite somme pour frais n'est payée immédiatement, (ou le ou avant le), j'ordonne que la dite somme soit prélevée par la saisie et vente des meubles et effets du dit C. D., et à défaut de meubles suffisants, je condamne le dit C. D. à être emprisonné dans la maison de correction dans le dit district, (pour y être détenu au travail forcé), pour l'espace de ; à moins que la dite somme pour frais, et tous les frais et dépens de la dite saisie, (et de l'emprisonnement du dit C. D. dans la dite maison de correction) ne soient auparavant payés.

Donné sous mon seing et sceau, ce iour de , dans le dans l'année de Notre Seigneur dit district

J. S. [L. s.]

(M)

* Si le dénonciateur ou le plaignant ne comparait pas, ces mots pourront être omis.

CERTIFICAT D'UN DÉBOUTÉ.

Je certifie, par le présent, que la dénonciation (ou plainte) portée par C. D. contre A. B. pour avoir (ou comme dans l'ordre de sommation), a été prise en considération ce jourd'hui, par moi, un des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le , et a été par moi déboutée (avec frais.) district de

Daté ce jour de , mil huit cent

J. S. [L. s.] (N 1.)

, dans

(L.)

185

avo

à

con

en

C.

et i

en

ver

pro

vei

da

da

po à i

dé di

au

(N 1.)

WARRANT DE SAISIE SUR CONVICTION POUR UNE PÉNALITÉ.

Province du Canada, District de

A tous les constables on autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de :

, (journalier), Attendu que A. B., ci-devant de dernier) été dûment a, ce jourd'hui, (ou le , (un) des juges de paix de Sa convaincu devant Majesté dans et pour le dit district de d'avoir (indiquez le délit comme dans la conviction), et que le dit A. B. a été condamné en vertu de la dite conviction, à raison de son dit délit, à payer, (etc., comme dans la conviction), et à payer , pour ses frais en cette aussi au dit C. D. la somme de cause; et qu'il a été ordonné par la dite conviction que si les dites diverses sommes n'étaient payées (immédiatement), elles seraient prélevées par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B. et que le dit A. B. a été condamné par la dite conviction, à défaut de meubles suffisants, à être emprisonné dans la maison de correction à dans le dit district (pour y être détenu au travail forcé) pour l'espace de à moins que les dites diverses sommes et tous les frais et dépens de la dite saisie et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite maison de correction, ne fussent payés auparavant;* Et attendu que le dit A. B. étant ainsi convaincu comme susdit, et étant (maintenant) requis de payer les dites sommes de ne les a pas payées ni au-, et que cune partie d'icelles, mais a fait défaut en cela; En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de saisir immédiatement les meubles et effets du dit A. B.; et si dans les jours qui suivront immédiatement la dite saisie, les dites sommes, ainsi que les frais raisonnables de saisie ne sont payés, alors vous vendrez les dits meubles et effets par vous ainsi saisis, et paierez la somme provenant de greffier de la telle vente entre les mains de (ou greffier des sessions paix pour le district de spéciales pour le dit district, ou greffier des sessions hebomadaires pour le dit district, ou greffier du juge de paix qui aura prononcé la conviction, suivant le cas,) afin qu'il la paie et l'em ploie suivant que la loi le prescrit, et qu'il remette le surplus, si aucun il y a, au dit A. B., lorsqu'il en sera requis; et si une telle saisie ne peut se faire, vous me le certifierez, afin que l'on puisse adopter alors telles procédures ultérieures que de droit.

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de dans l'année de Notre Seigneur , à dans le dit district.

J. S. [L. 8] (N 2.) ICT.

'eux.

llier).

ment

de Sa

'avoir

A. B.

le son

payer

h cette

si les

elles

t effets

a dite

isonné

district

rais et

port du

vés au-

vaincu

s dites

ni au-

uence,

lajesté,

A. B.;

ient la

bles de

bles et

ant de

r de la

essions

boma-

i aura

t l'em

urplus,

si une

ae l'on

droit.

ı le dit

. s]

(N 2.)

Donné

(N 2.)

WARBANT DE SAINTE SUR UN ORDRE DE PAYER UNE SOMME D'ARGENT.

Province du Canada, District de

ultérieures que de droit.

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de

Attendu que le dernier, plainte a été portée devant , (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district, contre avoir (etc., comme dans l'ordre,) et que depuis, savoir, le , les dites parties sont comparues devant moi (ou comme dans l'ordre), et ayant pris en conséquence la dite plainte en considération, le dit A. B. a été condamné (à payer au dit C. D. la somme de , le ou avant le et aussi à payer au dit C. D. la somme de alors procham), pour ses frais en cette cause; et qu'il a été alors ordonné que si les dites diverses sommes n'étaient payées le ou avant le dit prochain, les dites sommes seraient prélevées par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B. ; et qu'il a été ordonné qu'à défaut de meubles suffisants, le dit A. B. serait emprisonné dans la maison de correction, à dans le dit District, (pour y être détenu au travail forcé) pour l'espace de à moins que les dites diverses sommes et tous les frais et dépens de la saisie (et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite maison de correction) ne fussent payés auparavant;* Et attendu que le délai accordé dans et par le dit ordre pour payer les dites diverses sommes , et de de , est expiré, et que le dit A. B. ne les a pas encore payées ni aucune partie d'icelles, et qu'il a fait en cela défaut ; En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de saisir immédiatement les meubles et effets du dit A. B., et m dans les jours après la dite saisie, les dites sommes en dernier lieu mentionnées et les frais raisonnables de saisie ne sont payés, alors vous ferez la vente des meubles et effets par vous ainsi saisis, et paierez la somme provenant de telle vente au greffier de la paix pour le district de , ou au greffier des sessions spéciales, pour le district de ou au greffier des sessions hebdomadaires pour le district de , ou au greffier du juge de paix qui aura prononcé la conviction, (suivant le cas,) afin qu'il puisse les payer et employer ainsi que voulu par la loi, et remettre le surplus, s'il y en a, au dit A. B., lorsqu'il en sera requis; et si la dite saisie ne peut être effectuée, vous me le certifierez, afin que l'on puisse alors adopter telles autres procédures

, dans le

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de dans l'année de Notre Seigneur , à dit district.

J. S. [L. s.]

(N 3.)

ENDOSSEMENT D'UN WARRANT DE SAISIE.

Province du Canada, ¿
District de

Attendu qu'il a été, ce jourd'hui, prouvé sous serment, devant moi, un des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district, que le nom de J. S. au bas du présent warrant, est de l'écriture du juge de paix y mentionné ; En conséquence, j'autorise U. T. qui m'a transmis ce warrant, et toutes autres personnes auxquelles le présent warrant a été d'abord adressé, ou par lesquelles il peut légalement être mis à exécution, et aussi tous constables et autres officiers de paix dans le dit district de , à le mettre à exécution dans le dit district.

Donné sous mon seing, ce jour de mil huit cent

J. B.

(N 4.)

RAPPORT D'UN WARRANT DE SAISIE PAR UN CONSTABLE.

Je, W. T., constable de , dans le district de certifie par le présent à J. S. écuyer, un dés juges de paix de Sa Majesté pour le dit district, qu'en vertu du présent warrant, j'ai fait avec diligence le recherche des meubles et effets de A. B. mentionné dans le dit warrant, et que je n'en ai pas trouvé une quantité suffisante pour prélever les sommes mentionnées dans le dit warrant.

En foi de quoi, j'ai signé, ce jour de mil huit cent . W. T.

(N 5.)

WARRANT D'EMPRISONNEMENT A DÉFAUT DE MEUBLES SUFFISANTS.

A tous les constables et autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le district de de la maison de correction à district de ;

Attendu (etc., comme dans chacun des warrants de saisie qui précèdent N 1, 2, jusqu'd l'astérisque (*), et alors ce qui suit):

1851.

Et at

dit ju tables distric d'eux et de du di dit w à exé dilige qu'il somn sont 1 de pa cond susdi et je mais dans forcé verse de l'e de cone so

de

faire

D

a jı p

t

1851.

ans le

. s.]

devant
r le dit
, est de
te, j'autes peradressé,
ation, et
s le dit
on dans

ent B.

ABLE.

e district uyer, un et, qu'en echerche errant, et prélever

t cent . V. T.

LES

u aucun gardien dans le

uisie qui ui suit) : Et Et attendu que depuis, savoir, le jour de , dans l'année susdite, moi, le dit juge de paix, j'ai adressé un warrant à tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le district de , leur enjoignant, ou à aucun d'eux, de prélever les dites sommes de , par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B.; Et attendu qu'il me paraît, tant par le rapport du dit warrant de saisie, fait par le constable chargé de le mettre à exécution, qu'autrement, que le dit constable a fait avec diligence la recherche des meubles et effets du dit A. B., mais qu'il n'en a pas trouvé une quantité suffisante pour prélever les sommes ci-dessus mentionnées : A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous les dits constables ou officiers de paix, ou à aucun de vous, d'arrêter le dit A. B., et de le conduire en sûreté à la maison de correction à susdit, et là le livrer au dit gardien, avec le présent warrant; et je vous enjoins par le présent à vous le dit gardien de la dite maison de correction de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite maison de correction pour l'y détenir (au travail forcé) pour l'espace de , à moins que les dites diverses sommes, et tous les frais et dépens de la dite saisie (et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite maison de correction) se montant à la somme de ne soient auparavant payés à vous le dit gardien ; et pour ce faire, ces présentes vous seront une autorité suffisante.

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de , dans l'année de Notre Seigneur , à , à

J. S. [L. s.]

(O 1.)

WARRANT D'EMPRISONNEMENT SUR CONVICTION POUR UNE PÉNALITÉ EN PREMIER LIEU.

Province du Canada, ¿

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de gardien de la maison de correction à dans le dit district de :

Attendu que A. B. ci-devant de , (journalier), a été ce jourd'hui convaincu devant le soussigné, (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district, pour avoir (indiquez le détit comme dans lu conviction,) et qu'il a été par la dite conviction ordonné que le dit A. B., à raison de son dit délit, paierait la somme de , (etc., comme

Cap. 95.

comme dans la conviction), et paierait au dit C. D. la somme de , pour ses frais en cette cause ; et qu'il a été aussi ordonné par la dite conviction, que si les dites diverses sommes n'étaient payées (immédiatement), le dit A. B. serait emprisonné dans la maison de correction à dans le dit district, (pour y être détenu au traval forcé) , à moins que les dites pour l'espace de diverses sommes (et les frais et dépens de transport du ditA. B. à la dite maison de correction) ne fussent auparavant payées; Et attendu que le délai fixé dans et par la dite conviction pour payer les dites diverses sommes est expiré, et que le dit A. B. ne les a pas payées ni aucune partie d'icelles, mais a fait en cela défaut : A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous les dits constables ou officiers de paix, ou à aucun de vous, d'arrêter le dit A. B., et de le conduire en sûreté à la maison de correction à susdit, et là de le livrer au gardien d'icelle, avec le présent warrant; et je vous enjoins, à vous le dit gardien de la dite maison de correction de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite maison de correction pour l'y détenir (au travail forcé) pour l'espace , à moins que les dites diverses sommes (et les frais et dépens de transport du dit A. B. à la dite maison de correction, se montant à la somme de soient auparavant payées; et pour ce faire, ces présentes vous seront une autorité suffisante.

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de dans l'année de Notre Seigneur , à , dans le dit district.

J. S. [L. s.]

(O 2.)

WARRANT D'EMPRISONNEMENT SUR UN ORDRE ÉMANÉ EN PREMIER LIEU.

Province du Canada, District de

A tous les constables et autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de de la maison de correction à district de , dans le dit district de .

Attendu que le dernier, plainte a été portée devant le soussigné, (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , contre , pour avoir (etc, comme dans l'ordre), et que depuis, savoir, le , à , les parties sont comparues devant moi le dit juge de paix (ou comme dans l'ordre), et que là-dessus, ayant pris en considération la dite plainte, j'ai condamné

conda

aussi ses f dit or ou av dit A à trava

les

port
aupa
et pa
d'arg
ni a
A ce
les d'arn
mais
au g
vous

dit 1

pour

à m

de tr ù la

pous D dan dan 1851.

mme de té aussi sommes orisonné

forcé) les dites $dit A.\,\, B.$ payées: nviction t que le es, mais ont pour de paix, lduire en t là de le et je vous correction e maison l'espace ommes (et maison de), ne ntes vous

, dans

NÉ EN

u aucun 1 gardien ans le dit

ortée desté dans

, savoir, omparues e), et que inte, j'ai ondamné

condamné le dit A. B. à payer au dit C. D. la somme de , le ou avant le jour de alors prochain, et aussi à payer au dit C. D. la somme de ses frais en cette cause; et que j'ai aussi ordonné par le dit ordre que si les dites diverses sommes n'étaient payées le ou avant le jour de alors prochain, le dit A. B. serait emprisonné dans la maison de correction dans le dit district, (pour y être détenu au travail forcé) pour l'espace de , à moins que les dites diverses sommes (et les frais et dépens de transport du dit A. B. à la dite moison de correction) ne fussent auparavant payées; Et attendu que le délai fixé dans et par le dit ordre pour payer les dites diverses sommes d'argent est expiré, et que le dit A. B. ne les a pas payées, ni aucune partie d'icelles, et qu'il a fait en cela défaut: A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous les dits constables et officiers de paix, ou à aucun de vous, d'arrêter le dit A. B., et de le conduire en sûreté à la dite maison de correction à susdit, et là de le livrer au gardien d'icelle, avec le présent ordre ; et je vous ordonne, à vous le dit gardien de la dite maison de correction, de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite maison de correction, pour l'y détenir (au travail forcé) pour l'espace de à moins que les dites diverses sommes (et les frais et dépens de transport du dit A. B. à la dite maison de correction, se montant à la somme de) ne soient auparavant payés; et pour ce faire, les présentes vous seront une autorité suffisante.

Donné sous mon seing et sceau, ce dans l'année de Notre Seigneur dans le dit district. jour de , à

J. S. [L. s.]

(Q 1.)

WARRANT DE SAISIE POUR FRAIS SUR UN ORDRE DE DÉBOUTÉ D'UNE DÉNONCIATION OU PLAINTE.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de :

Attendu que le dernier, une dénonciation a été faite (ou une plainte portée,) devant (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de contre pour avoir (etc., comme dans l'ordre de débouté) et que depuis, savoir, le , à , toutes les parties étant comparues devant () pour être entendues

Cap. 95.

et jugées, et que les diverses preuves qui (m'ont) été produites en cette cause ayant été par (moi) duement entendues et prises en considération, et que la dite dénonciation (ou plainte) ne (me) paraissant pas prouvée, (je) l'ai en conséquence déboutée, et j'ai condamné le dit C. D. à payer au dit A. B. la somme de pour frais par lui encourus pour se défendre en cette cause, et que (j'ai) ordonné que si la dite somme pour frais n'était payée (immédiatement) la dite somme serait prélevée par la saisie et vente des meubles et effets du dit C. D. (et qu'à défaut de meubles suffisants, j'ai condamné le dit C. D. à être emprisonné dans la maison de correction, à

dans le dit district, (pour y être détenu au

travail forcé) pour l'espace de , à moins que la dite somme pour frais, et tous les frais et dépens de la dite saisie et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite maison de correction ne fussent auparavant payés: (*) Et attendu que le dit C. D. est maintenant requis de payer au dit A. B. la dite somme pour frais, et ne la paie pas, ni aucune partie d'icelle, et qu'il a fait en cela défaut; En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de saisir immédiatement les meubles et effets du dit C. D.; et si dans les inversemble serieire les compres en derrier lieu

jours après la saisie, la somme en dernier lieu mentionnée, ainsi que les frais raisonnables de la saisie, ne sont payés, alors vous ferez la vente des dits meubles et effets par vous ainsi saisis, et paierez le montant provenant de la

dite vente au greffier de la paix pour le dit district de

, (ou au greffier des sessions spéciales pour le dit district de , ou au greffier des sessions hebaomadaires pour le dit district de ou au greffier du juge qui aura donné l'ordre de débouté, suivant le cas,) afin qu'il le paie, et l'emploie ainsi que voulu par la loi, et remette le surplus, s'il y en a, au dit C. D., à demande; et si la dite saisie ne peut s'effectuer, vous me le certifierez (ou à tout autre juge de paix pour le même district,) afin que l'on puisse adopter telles procédures ultérieures que de droit.

Donné sous mon seing et sceau, ce dans l'année de Notre Seigneur dans is dit district. jour de à

J. S. [L. s.]

Prov Distric

A tous le di mais

Atte risque, ρ l'anné warra on au aucun pour f C. D. warra charge table C. D. prélev prései officie de le susdi ordre de la votre (au t que ! (et mais ne v

ce fa

dan

dan

(Q 2.)

VICT.

duites

prises

outée.

somme fendre

e pour

préle-D. (et

t C. D.

enu au

frais et

trans-

fussent

t main-

ne pour

et qu'il

es sont

r immé-

lans les

nier lieu

risie, ne

et effets

ant de la

ur le dit

s hebáo-

ı greffier

le cas,)

r la loi, mande :

erez (ou

que l'on

L. S.]

(Q 2.)

WARRANT D'EMPRISONNEMENT À DÉFAUT DE MEUBLES SUFFISANTS DANS LE DERNIER CAS.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de , et au gardien de la maison de correction à dans le dit district de :

Attendu (etc., comme dans la dernière formule, jusqu'à l'astérisque, (*) et alors comme suit :) Et attendu que depuis, savoir, jour de , dans l'année susdite, moi, le dit juge de paix, j'ai adressé un warrant à tous les constables on autres officiers de paix, on aucun d'eux, dans le dit district, leur enjoignant, on à aucun d'eux, de prélever la dite somme de pour frais, par la saisie et vente des meubles et effets du dit C. D.: Et attendu qu'il me paraît tant par le rapport du dit warrant de saisie fait par le constable (ou officier de paix) chargé de le mettre à exécution, qu'autrement, que le dit constable a fait avec soin la recherche des meubles et effets du dit C. D., mais qu'il n'en a pas trouvé une quantité suffisante pour prélever la somme ci-dessus mentionnée: A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous les dits constables et officiers de paix, ou aucun de vous, d'arrêter le dit C. D., et de le conduire en sureté à la maison de correction, à susdit, et là de le livrer au gardien d'icelle avec le présent ordre; et je vous enjoins par le présent, à vous le dit gardien de la dite maison de correction, de recevoir le dit C. D. sous votre garde dans la dite maison de correction, et l'y détenir (au travail forcé) pour l'espace de à moins que la dite somme, et tous les frais et dépens de la dite saisie (et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite maison de correction,) se montant à la somme de ne vous soient auparavant payés à vous le dit gardien; et pour ce faire, les présentes vous seront une autorité suffisante.

Donné sous mon seing et sceau, ce dans l'année de Notre Seigneur dans le dit district. jour de à

J. S. [L. s.]

(R.)

CERTIFICAT DU GREFFIER DE LA PAIX QUE LES FRAIS D'UN
APPEL NE SONT PAS PAYÉS,

Bureau du Greffier de la Paix }

(Titre de l'appel.)

Je certifie, par les présentes, qu'à la cour des sessions générales trimestrielles de la paix, tenue à dans et pour le dernier, appel d'une conviction dit district, le prononcée (ou d'un ordre rendu) par J. S. Ecuyer, un des juges de paix de Sa Majesté pour le dit district, a été interjeté par A. B., et a été entendu et décidé à la dite cour, et que sur ce la dite cour des sessions générales trimestrielles a ordenné que la cue conviction (ou ordre) soit confirmée (ou annulé) et a condamné le dit (appelant) à payer au dit (intimé) la somme de pour frais par lui encourus dans le dit appel, laquelle somme il était tenu en vertu du dit jugement de payer au greffier de la paix du dit district, iour de courant, pour être par ce dernier remise au dit (intimé); et je certifie de plus, que la dite somme pour frais n'a pas été payée, ni aucune partie d'icelle, conformément au dit ordre.

Daté le

jour de

, mil huit cent

G. H.

(Député) Greffier de la Paix.

(S 1.)

WARRANT DE SAISIE POUR FRAIS D'APPEL D'UNE CONVICTION OU D'UN ORDRE.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de :

Attendu que (etc., comme dans le warrant de saisie (N. 1, 2.) ci-dessus, jusqu'à la fin de la citation de la conviction ou ordre, et alors comme suit): Et attendu que le dit A. B. a interjeté appel de la dite conviction ou ordre à la cour des sessions générales trimestrielles de la paix pour le dit district, dans lequel appel le dit A. B. était l'appelant, et le dit C. D. (ou J. S. écuyer, le juge de paix qui a prononcé la dite conviction ou rendu un ordre) l'intimé, et que le dit appel

1851.

a été in rales ti

là-dessu de la pa firmé ((intimé dans le gn (fier

district district district district district district payée; joindre saisie of jours que der der nables des dismontar grefficau greficial

le dit of paix quality quality

Do: de à

WAR

Pi Dist

d d

l'as

Cap. 95.

VICT.

pérales
pour le
viction
s juges
par A.
sur ce
rdenné
unnulé)
mé) la
s dans
du dit

; et je payée,

district,

a Paix.

ion ou

aucun

ordre, terjeté ssions dans C. D.

C. D.
dite
appel
a

a été interjeté, entendu et décidé aux dernières sessions générales trimestrielles de la paix pour le dit district, tenues à , le , et que

là-dessus la dite cour des sessions générales trimestrielles de la paix a ordonné que la dite conviction (ou ordre) soit confirmé (ou annulé,) et le dit (appelant) condamné à payer au dit (intimé) la somme de pour frais par lui encourus duns le dit appel, laquelle somme il était tenu de payer au gn fier de la paix du dit district de le

ou avant le jour de , mil huit cent , pour être par lui remise au dit C. D. ; Et attendu que le (député) greffier de la paix du dit district, a, le jour de courant, duement certifié que la dite somme pour frais n'a pas été payée; * En conséquence les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de faire immédiatement la saisie des meubles et effets du dit A. B. et si dans les jours qui suivront immédiatement la dite saisie, la dite somme en dernier lieu mentionnée, ainsi que les frais et dépens raisonnables de la dite saisie, ne sont payés, alors vous ferez la vente des dits meubles et effets par vous ainsi saisis, et paierez le

au greffier des sessions spéciales pour le dit district de ou au greffier des sessions hebdomadaires pour le dit district de , ou au greffier du juge de paix qui aura prononcé telle conviction ou rendu le dit ordre, (suivant le cas), afin qu'il le paie et l'emploie ainsi que voulu par la loi, et si la saisie ne peut s'effectuer, alors vous me le certifierez, ou à tout autre juge de paix pour le même district,

afin que l'on puisse adopter telles procédures ultérieures que de

montant provenant de la vente des dits meubles et effets au

greffier de la paix pour le dit district de

droit à cet égard.

Donné sous me ring et sceau, ce jour de , u ...s l'anné de Notre Seigneur , dans le dit district.

J. N. [L. s.]

(S 2.)

WARRANT D'EMPRISONNEMENT À DÉFAUT DE MEUBLES SUFFISANTS DANS LE DERNIER CAS.

Province du Canada, District de

A tous les constables et autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de , et au gardien de la maison de correction à dans le dit district :

Attendu que (etc., comme dans la dernière formule jusqu'à l'astérisque, * et alors comme sui!): Et attendu que depuis, savoir,

savoir, le jour de , dans l'année susdite, moi, le soussigné, j'ai adressé un warrant à tous les constables ou autres officiers de paix, ou à aucun d'eux, dans le dit district de , leur enjoignant ou à aucun d'eux de prélever la dite source de

enjoignant, ou à aucun d'eux, de prélever la dite somme de pour frais, par la saisie et vente des meubles et effets du dit A. B.; Et attendu qu'il me paraît tant par le rapport du dit warrant de saisie fait par le constable (ou officier de paix) qui a été chargé de le mettre à exécution, qu'autrement, que le dit constable a soigneusement fait la recherche des meubles et effets du dit A. B., mais qu'il n'en a pas trouvé une quantité suffisante pour prélever la dite somme ci-dessus mentionnée; En conséquence les présentes sont pour vous enjoindre à vous les dits constables on officiers de paix, ou à aucuns de vous, d'arrêter le dit A. B. et de le conduire en sûreté à la maison de , susdit, et là de le livrer au dit correction à gardien d'icelle, ainsi que le présent warrant; et je vous enjoins, à vous le dit gardien de la dite maison de correction, de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite maison de correction pour l'y détenir (au travail forcé), pour l'espace de , à moins que la dite somme, et tous les frais et dépens de la dite saisie (et de l'emprisonnement et transport du dit A. B. à la dite maison de correction) se montant à la somme de, , ne soient auparavant payés à vous le dit gardien; et pour ce faire, les présentes vous seront une autorité suffisante.

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de dans l'annee de Notre Seigneur , à dans le dit district.

J. N. [L. s.]

CAP. XCV1.

Acte pour faciliter l'accomplissement des devoirs des juges de paix hors les sessions en ce qui concerne les personnes accusées d'offences criminelles.

[30 Août, 1851.]

Préambule.

A TTENDU qu'il est grandement à désirer, dans l'intérêt de l'administration de la justice criminelle dans le Bas-Canada, que les divers statuts et parties de statuts qui concernent les devoirs que les juges de paix ont à remplir à l'égard des personnes accusées de délits poursuivables par indictement, soient refondus, avec telles additions et modifications qui seront jugées nécessaires, et que les dits devoirs soient clairement définis au moyen de dispositions formelles : à ces causes, qu'il soit statué par la Très-Excellente Majesté de la Reine, par et de l'avis du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province du Canada, constitués et assemblés en vertu et sous l'autorité l'un acte passé dans

1851. dans lej

et intitu Canade présent plainte de pair portant commis ou offe jurisdic rendue quelque juge ou résider juge of accusé garde, i warran conduir district et subi jours, lesquel propos, ainsi a la dite ou jug autres s'y tru ci-aprè temps ce cas de p pour l devan aux f jugen

II.
rappoterm
cour
persoit
dite
cour
rale
l'in

tom

prése

warra

année TOUR ancun , leur bles et apport e paix) que le bles et uantité onnée ; ous les s, d'arson de r au dit ous enrection. tison de pace de les frais ransport ant à la payés à

VICT.

jour

is seront

irs des ncerne

851.]

térêt de Canada, devoirs ersonnes t refonées nénoven de la Trèsment du u Canate passé dans

dans le parlement du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et intitulé : Acte pour réunir les provinces du Haut et du Bas Canada, et pour le gouvernement du Canada, et il est par le présent statué par l'autorité susdite, que dans tous les cas où une lour quel deplainte ou accusation (A) est portée devant un ou plusieurs juges lit un juge de de paix de Sa Majesté dans un district dans le Bas-Canada, paix pourra portant qu'une personne a commis, ou est soupconnée d'avoir warrant ou commis un acte de trahison, ou quelque félonie ou autre délit ordre de somou offense poursuivable par indictement dans les limites de la mation pour jurisdiction de tels juge ou juges de paix, ou qu'une personne s'est et conduire rendue coupable, ou est soupgonnée de s'être rendue coupable de devant lurune quelque crime ou délit hors des limites de la jurisdiction de tels personne acjuge ou juges de paix, ou réside ou se trouve, ou est soupconnée résider où se trouver dans les limites de la jurisdiction des dits juge ou juges de paix, alors et dans ce cas, si la personne ainsi accusée ou contre laquelle plainte est portée n'est pas déjà sous garde, il sera loisible aux dits juge ou juges de paix d'émaner leur warrant (B) pour l'arrestation de la dite personne, et pour la faire conduire devant eux, ou tous autres juge ou juges de paix du même district, aux fins de répondre à la dite plainte ou accusation, et subir ultérieurement tel jugement que de droit ; pourvu tou- Quand on jours, qu'il sera loisible à tel juge ou juges de paix devant pourra assilesquels la plainte ou accusation est portée, s'ils le jugent à grer le prépropos, au lieu d'émaner un warrant pour l'arrestation de la personne de lancer un ainsi accusée, de faire sortir un ordre de sommation (C) adressé à warrant conla dite personne, la requérant de comparaitre devant les dits juge mier lieu. ou juges de paix, aux temps et lieu y mentionnés, ou devant tels autres juge où juges de paix du même district, qui pourront alors s'y trouver; et si, après la signification du dit ordre tel que Si le prévenu ci-après prescrit, le prévenu fait défaut de comparaître aux n'obéit pas, temps et lieu fixés, en obéissance au dit ordre, alors et en sera émané ce can, les dits juge ou juges de paix, ou tous autres juge ou juges contre lui. de paix du même district, pourront émaner un warrant (D) pour l'arrestation du prévenu, et le faire conduire devant eux, ou devant quelqu'autre juge ou juges de paix du même district, aux fins de répondre à la dite plainte ou accusation, et subir tel jugement que de droit ; pourvu néanmoins que rien de contenu au Proviso. présent n'empêchera aucun juge ou juges de paix d'émaner le warrant mentionné en premier lieu en aucun temps avant ou après le temps fixé dans l'ordre pour la comparution du dit prévenu.

II. Et qu'il soit statué, que quand un indictement aura été Warrant d'arrapporté comme vrai par les grands jurés dans une cour d'oyer et restation, si terminer, ou de délivrance générale des prisonniers, ou dans toute jurés trouvent cour de sessions générales ou trimestrielles de la paix, contre une un vrai bill. personne qui se trouvera alors en liberté, et soit que cette personne soit tenue par un cautionnement de comparaître pour répondre à la dite accusation ou non, la personne agissant comme greffier de la couronne dans telle cour d'oyer et terminer et de délivrance générale des prisonniers, ou comme greffier de la paix des sessions où l'indictement a & rapporté comme fondé, sera tenue, en tout temps après la fin des ressions d'oyer et terminer, ou de délivrance

14 & 15 Vict.

50

pourvi tiveme entre s devant comme digne qu'il y quels maison ou auti (E 2) habitée

V. portée émanei tiveme compar paix de ordre d telle dé et som temps of émané qui se et subir par un laquell peut la son de officie compa le dit faite ; juge o ordre, (D) p vant t de pa accun qu'au préte ordre les i égare mais telle. sera

prév

et er

à ca

générale, ou des sessions de la paix où l'indictement aura été rapporté, d'accorder, sur la demande du poursuivant ou de toute autre personne en son nom, et en par elle lui payant un honoraire d'un chelin si cetto personne n'a pas déjà comparu et plaidé à l'accusation, un certificat (F) que l'indictement a été rapporté comme fondé; et sur la production du dit certificat devant tous juge ou juges de paix du district où l'on allègue dans l'indictement que le délit a été commis, ou dans lequel le prévenu réside ou se trouve, ou est soupconné ou supposé résider ou se trouver, il sera loisible aux dits juge ou juges de paix, et ils sont par le présent requis d'émaner leur warrant (G) pour le faire arrêter et traduire devant les dits juge ou juges de paix, ou devant tous juge ou juges de paix du même district, pour subir tel jugement que de droit ; et là-dessus, si le prévenu est ensuite arrêté, et conduit devant eux, tels juge ou juges de paix, s'il est prouvé sous serment ou par affirmation que le prévenu est la personne qui est accusée et nommée dans l'indictement, seront tenus sans autre interrogatoire ou examen, de le faire emprisonner, ou l'admettre à caution en la manière ci-après mentionnée; ou si le prévenu est détenu dans une prison pour tout autre délit que celui porté dans l'indictement lors de la réquisition et de la production du certificat devant les dits juge ou juges de paix comme susdit, il sera loisible aux dits juge ou juges de paix, et ils sont par le présent requis, sur preuve sous serment ou par affirmation que le prévenu et le détenu sont une seule et même personne, d'émaner leur warrant (I) adressé au geolier ou gardien de la prison où le prévenu est détenu comme susdit, lui enjoignant de détenir cette personne jusqu'à ce qu'elle soit libérée en vertu du writ d'habeas corpus de Sa Majesté, à l'effet d'être jugée sur le dit indictement, ou jusqu'à ce qu'elle obtienne son élargissement suivant le cours de la loi; pourvu toujours, que rien de contenu au présent n'empêchera ou ne sera interprété de manière à empêcher l'émanation ou l'exécution de warrants chaque fois que toute cour compétente croira à propos d'ordonner l'émanation de tout tel warrant.

prison pour quelque délit, le juge de paix pourra donner ordre de l'y détenir jusqu'à ce qu'il soit libéré en vertu d'un writ d'habeas corpus.

Si le prévenu est déjà en

Proviso.

Les juges de paix pourront émaner des warrants le dimanche.

Dénonciation ou plainte sous serment, etc., si l'on veut obtenir un warrant.

Si l'on demande un ordre de sommation, il ne sera pas nécessaire de faire la plainte ou dénonciament.

III. Et qu'il soit statué, qu'il sera loisible à tous juge ou juges de paix d'accorder ou d'émaner un warrant comme susdit, ou un warrant de recherche, le dimanche de même que tout autre jour.

IV. Et qu'il soit statué, que dans tous les cas où une plainte ou accusation pour un délit poursuivable par indictement est portée devant tel juge ou juges de paix comme susdit, si l'intention est de faire émaner d'abord un warrant contre le ou les prévenus, les dits juge ou juges de paix exigeront une dénonciation ou plainte (A) par écrit, attestée par le serment ou l'affirmation du dénonciateur ou de quelques témoin ou témoins en son nom: pourvu toujours, que dans tous les cas où l'on voudra expédier un ordre de sommation au lieu d'un warrant en premier lieu, il ne sera pas nécessaire que telle dénonciation ou plainte soit par écrit, ou attestée sous serment ou affirmation comme susdit; et dans ce cas, la dénonciation ou plainte pourra se faire de vive voix seulement, et sans le tion sous ser- besoin d'un serment ou affirmation quelconque à l'appui d'icelle : pourvu

ira été e toute noraire laidé à apporté ous juge etement side ou , il sera nt requis devant paix du -dessus. els juge ition que 'indictee le faire rès menpour tout equisition es de paix ix, et ils r affirmapersonne. lien de l**a** ignant de en vertu tre jugée son élar-

ou juges it, ou un e jour.

que rien

e manière

aque fois

manation

olainte ou est portée n est de , les dits inte (A) onciateur toujours, ommation saire que serment onciation t sans le d'icelle : pourvu

pourvu aussi, qu'aucune objection, soit à la forme ou au fond rela- Point d'obtivement à telle plainte ou dénonciation, on pour cause de variante jection pour entre son contenu et la preuve produite de la part du poursuivant mahité. devant les juge ou juges de paix qui auront interrogé les témoins comme susdit, ne sera ni admise ni maintenue; et si quelque témoin digne de foi prouve sous serment (E 1) devant un juge de paix qu'il y a des raisons de soupconner que les effets relativement auxquels quelque larcin ou félonie a été commis, sont dans quelque maison habitée, bâtiment, jardin, cour, clos près d'une maison, ou autres lieu ou lieux, le juge de paix pourra accorder un warrant (E 2) pour faire la recherche des dits effets dans telle maison habitée, jardin, cour, clos ou autres lieu ou lieux.

V. Et qu'il soit statué, que sur la dénonciation ou plainte ainsi Sur plainte portée comme susdit, les juge ou juges de paix qui la recevront, juges pourront émaneront, s'ils le jugent à propos, leur ordre ou warrant respec-émaner un tivement tel que ci-dessus prescrit, pour sommer le prévenu de ordre pour la comparative devant en comparative comparaître devant eux, ou devant tous autres juge ou juges de du prévenu. paix du district pour subir tel jugement que de droit; et tout tel ordre de sommation (C) sera adressé à la partie ainsi accusée dans telle dénonciation, et indiquera succinctement les motifs de la plainte, et sommera la partie à laquelle il est adressé de comparaître aux temps et lieu y mentionnés devant le juge de paix par qui l'ordre est émané, ou devant tels autres juge ou juges de paix du même district qui se trouveront présents, aux fins de répondre à la dite accusation, et subir tel jugement que de droit; et tout tel ordre sera signifié par un constable ou tout autre officier de paix à la personne à laquelle il est adressé, en le lui livrant personnellement, ou s'il ne Mode de signipeut la trouver, en laissant l'ordre entre les mains de quelqu'un à fication. son dernier domicile ou lieu de résidence ; et le constable ou autre officier de paix qui aura signifié le dit ordre en la manière susdite, comparaîtra aux temps et lieu, et devant le juge de paix désigné dans le dit ordre, pour déposer, si besoin est, que la signification en a été faite ; et si la personne ainsi assignée ne comparaît pas devant les dits Si la personne juge ou juges de paix, aux temps et lieu indiqués, en obéissance au dit comparaît pas, ordre, il sera loisible aux juge ou juges de paix d'émaner leur warrant le juge pourra (D) pour faire arrêter la partie ainsi assignée et pour la conduire de- un warrant pour vant tels juge ou juges de paix, ou devant tous autres juge ou juges la 'orest de de paix du district aux fins de répondre à la dite plainte et comparaître. accusation, et subir tel jugement que de droit : pourvu toujours, Aucune objecqu'aucune objection à la forme ou au fond, pour ou à raison de tout au au fond, prétendu vice ou défectuosité, ou de toute variante entre le dit pour cause ordre et la preuve produite de la part de tout poursuivant devant d'informalité ne sera mainles juge ou juges de paix qui auront interrogé les témoins à cet tenue. égard tel que ci-après mentionné, ne sera admise ou maintenue; mais s'il paraît aux dits juge ou juges de paix que la variante soit telle, que le prévenu ait pu se tromper ou être induit en erreur, il sera loisible aux dits juge ou juges de paix, à la réquisition du prévenu, d'ajourner l'audition du dit procès à quelque autre jour, et en même temps d'envoyer le prévenu en prison, ou de l'admettre à caution en la manière ci-après mentionnée.

VI. Et qu'il soit statué, que tout warrant (B) qui sera ci-après

Cana

émai

dans

ou tri

DOBÉ

l'égri

cauti

Warr

rant

entré

porsu

auxq

autre

endo:

trans

émai

émar

de pa

distri

comi

témo

ridin

arrêt

l'aur

paix

aura

paix

place

rece

à to

sonn

qu'q

dans

juge

de

en

suit

con

àq

d'e

en

da

ou

al

au ai

fix

la

Tout warrant d'arrestation sera émané sous le seing et le seam du juge de paix. Comment et à qui le warrant sera autresé.

et ar•

Où et cominent le warrant sera mis il execution.

Aucune objection, soit, à la forme ou au fond, pour cause d'informalité, ne sera maintenue.

émané par un juge ou des juges de paix pour l'arrestation de toute personne accusée d'un délit poursuivable par indictement, sera sous le seing et le sceau, ou les seings et sceaux du juge ou des juges de paix par qui il aura été émané, et pourra être adressé à tous ou chacun les constables ou autres officiers de paix du district dans lequel il doit être mis à exécution ou au constable et à tous autres constables ou officiers de paix du district dans lequel les dits juge ou juges de paix ont jurisdiction, ou généralement à tous les constables ou officiers de paix dans le district mentionné en dernier lieu; et le dit warrant indiquera succinctement le délit pour lequel ilest émané, ainsi que le nom ou autre description du délinquant; et il enjoindra aux personne ou personnes auxquelles il est adressé d'arrêter le délinquant, et de le conduire devant le juge ou les juges par qui le warrant aura été émané, ou devant tels autres juge ou juges de paix du même district, aux fins de répondre à l'accusation portée contre lui, et subir tel jugement que de droit ; et il ne sera pas nécessaire que le dit warrant soit rapportable à une époque précise et déterminée, mais il aura pleine force et vigueur jusqu'à ce qu'il soit mis à effet; et le dit warrant pourra être mis à exécution en en appréhendant le délinquant en tout lieu du district dans lequel les juge ou juges de paix par qui il est émané, auront jurisdiction, ou dans le cas d'une nouvelle poursuite, en aucune place du district voisin, et dans les sept milles qui avoisinent les confins du district mentionné en premier lieu, sans qu'il soit nécessaire de faire viser le warrant tel que ci-après mentionné; et dans tous les cas où tel warrant sera adressé à tous constables ou autres officiers de paix du district dans lequel tels juge ou juges de paix auront jurisdiction, il sera loisible à tout constable ou officier de paix dans tel district de mettre tel warrant à exécution en aucun lieu soumis à la jurisdiction des juge ou juges de paix qui auront accordé le warrant, de la même manière que si le dit warrant était adressé spécialement et nommément au dit constable, et bien que l'endroit dans lequel le warrant devra être mis à exécution ne soit pas celui pour lequel il est nommé officier de paix; pourvu toujours, qu'aucune objection ne sera admise ou recue soit à la forme ou nu fond, pour ou à raison d'aucun vice ou défaut, ou de toute variante existant entre le dit warrant et la preuve produite au nom de la poursuite devant les juge ou juges de paix qui auront interrogé les témoins à cet égard, tel que ci-après mentionné; mais s'il appert aux dits juge ou juges de paix que la variante soit telle que le prévenu ait pu se tromper et être induit en erreur, il sera loisible aux dits juge ou juges de paix, à la réquisition du prévenu, d'ajourner l'audition du procès à un jour ultérieur, et en même temps, de renvoyer le prévenu en prison, ou l'admettre à caution en la manière ci-après mentionnée.

Règlements quant au visa des warrants. VII. Et qu'il soit statué, que si la personne contre laquelle un tel warrant est émané comme susdit, ne se trouve pas dans la jurisdiction des juges ou juges de paix pour lesquels il est émané, ou si elle s'évade, se transporte, réside, ou est, ou est supposée être en quelque endroit de cette prevince, soit dans le Haut ou le Bas

lmise ou

icun vice

rant et la juges de

ci-après

ix que la

re induit

, à la ré-

i un jour

n prison,

quelle un

ans la ju-

nané, ou

sée être

ou le Bas Canada,

V . . . Canada, hors la jurisdiction des dits juge ou juges de paix qui auront -après émané le dit warrant, il sera alors loisible à tout juge de paix dans la jurisdiction duquel tello personne se sera ninsi évadée toute 'a sous ou transportée, ou dans laquelle elle réside ou se trouve, ou est supjuges posée être ou se trouver, sur la simple preuve sous serment que ous ou l'écriture est celle du juge par lequel il est emané, et sans aucun et dans cautionnement quelconque, de faire une entrée au dossier de tel autres warrant (K), signé de son nom, autorisant l'exécution du dit wartige ou rant dans la jurisdiction du dit juge de paix qui aura fait la dite istables entrée; et la dite entrée au dos du dossier suffira pour autoriser la i; et le émané, personne chargée du warrant, ainsi que toutes autres personnes auxquelles il était adressé dans le principe, et tous constables et njoindra autres officiers de paix du district où tel warrant aura été ainsi e délinendossé, à le mettre à exécution dans tel autre district, et à qui lo transporter la personne contro laquelle le dit warrant aura été de paix émané devant les juge ou juges de paix qui les premiers auront portée émané le dit warrant, ou devant quelques-autres juge ou juges pas néde paix du même district, ou devant tous juge ou juges de paix du précise district où il appert que le délit indiqué dans le warrant a été ce qu'il commis; pourvu toujours, que si le poursuivant ou aucun des Proviso ution en témoins à charge se trouve alors dans le district, comté, division, ict dans riding, cité, ville ou place où la dite personne aura été ainsi ont jurisarrêtée, le constable, ou les autres personne ou personnes qui ne place l'auront ainsi arrêtée pourront, s'ils en recoivent l'ordre du juge de onfins du paix qui a visé le warrant, la conduiro devant le juge de paix qui e de faire aura ainsi visé le warrant, ou devant tous autres juge ou juges de es cas où paix pour le même district, comté, division, riding, cité, ville ou s de paix place; et là-dessus, les dits juge ou juges de paix pourront receont jurisrecevoir les dépositions du poursuivant ou des témoins, et procéder paix dans à tous égards en la manière ci-après prescrite à l'égard des peru soumis sonnes accusées, devant un ou plusieurs juges de paix, d'un délit accordé qu'on prétend avoir été commis dans un autre district que celui rant était dans lequel les dites personnes auraient été arrêtées. et bien a exécuficier de

VIII. Et qu'il soit statué, que s'il est prouvé devant quelque Les juges de juge de paix, par le serment ou l'affirmation d'une personne digne paix pourront de foi, qu'une personne dans la jurisdiction du dit juge de paix est témoins de en état de donner quelque preuve matérielle à l'appui de la pour-comparaître, suite, et qu'elle n'est pas disposée à comparaître volontairement et de rendre comme témoin aux temps et lieu fixés pour interroger les témoins à charge, le dit juge de paix pourra, et il est par le présent requis d'expédier un ordre de sommation sous son seing et sceau (L 1) enjoignant à la dite personne de comparaître aux temps et lieu fixés dans l'ordre devant le dit juge de paix, ou devant tous autres juge ou juges de paix pour le même district, qui se trouveront alors présents, aux fins de rendre témoignage de ce qu'elle sait au sujet de l'accusation portée contre le prévenu ; et si la personne ainsi assignée refuse ou néglige de comparaître aux temps et lieu fixés par le dit ordre de sommation, et n'offre aucune excuse valable pour ce faire, alors, sur preuve sous serment ou par affirmation que le dit ordre a été signifié à la dite personne, soit personnellement ou à quelque personne pour elle à son dernier domicile ou lieu

de résidence ordinaire, il sera loisible aux juge ou juges de paix

1851.

malad

cette

pleine

que la

elle e

dépos

ultérie

pas de

X.

témoi

de pa

comm

sence

sera c

" les

" l'ac

" vou

" écr

que le

signé

avec

ci-apı

écrit

sans a

juges

de fa

décla

donn

mess pour

mais

cont

nace

pêch

conf

tem

adm

dan

gat

con

aux

per

me

jug

en

devant lesquels telle personne devait comparaître, d'émaner un warrant (L 2) sous leurs seings et sceaux pour la conduire, aux temps et lieu indiqués, devant le juge de paix par lequel le dit ordre aura été émané, ou devant tous autres juge ou juges de paix du dit district qui seront alors présents, aux fins de rendre témoignage comme susdit; et le dit warrant pourra, si besoin est, être visé tel que ci-après mentionné, afin qu'il soit mis à effet, hors de la jurisdiction du juge de paix par lequel il a été émané; ou si le dit juge de paix est convaincu, d'après les témoignages sous serment ou par affirmation, qu'il est probable que la dite personne ne comparaîtra pas pour rendre témoignage, à moins qu'elle ne soit forcée de le faire, alors, au lieu d'expédier le dit ordre. il lui sera loisible d'expédier en premier lieu son warrant (L 3), lequel pourra être visé comme susdit, s'il est nécessaire; et si, comparaissant devant les dits juge ou juges de paix mentionnés en premier lieu, soit en obéissance au dit ordre, soit qu'elle soit amenée devant eux en vertu du dit warrant, la dite personne refuse de répondre sous serment ou par affirmation, ou de prêter le serment ou de faire l'affirmation; ou si, après avoir prêté le serment ou fait l'affirmation, elle refuse de répondre aux questions qui lui seront alors posées au sujet des prémisses, sans donner une excuse valable pour ce faire, tout juge de paix alors présent et ayant jurisdiction pourra, par un warrant (L 4) sous son seing et sceau envoyer le récalcitrant dans la prison commune ou maison de correction du district où le récalcitrant se trouvera alors, pour y être détenu et

emprisonné pour un terme n'excédant pas dix jours, à moins qu'il

ne consente dans l'intervalle à être interrogé et à répondre concer-

Toute personne qui comparaîtra et refusera d'être interrogée, pourra être emprisonnée.

Dans certains

cas, le war-

rant pourra

être émané

en premier

lieu.

Interrogatoire d'un témoin. nant les prémisses.

IX. Et qu'il soit statué, que dans tous les cas où une personne comparaîtra ou sera traduite devant un juge ou des juges de paix pour un délit comportant indictement, soit qu'il ait été commis en cette province, ou en pleine mer, ou sur terre au-delà des mers, et soit que cette personne comparaisse volontairement en vertu d'un ordre de sommation, ou soit qu'elle ait été arrêtée en vertu d'un warrant ou non, ou soit qu'elle soit détenue pour le même ou tout autre délit, tels juge ou juges de paix, avant d'envoyer le prévenu en prison, ou de l'admettre à caution, recevront, en présence du prévenu, qui aura la liberté d'interroger les témoins à charge, les dépositions (M) sous serment ou par affirmation, de ceux qui auront eu connaissance des faits et circonstances de l'affaire, et les rédigeront par écrit; et les dites dépositions seront lues aux témoins qui auront été interrogés, et signées d'eux respectivement, ainsi que des juge ou juges de paix qui les auront reçues; et les juge ou juges de paix, devant lesquels les dits témoins comparaîtront pour être interrogés comme susdit, leur feront prêter, avant de les interroger, le serment ou affirmation d'usage, ce qu'ils ont par le présent plein pouvoir et autorité de faire; et si lors du procès du prévenu comme susdit, il est prouvé, sur le serment ou par l'affirmation d'un témoin digne de foi, qu'une personne dont la déposition aura été reçue comme susdit, est décédée, ou est malade

Le juge de paix aura le droit d'administrer les serments, ou de faire faire l'affirmation. Les dépositions des personnes décédées ou absentes.

de paix aner un re, aux el le dit de paix rendre i besoin oit mis à il a été es témoiole que la , à moins dit ordre, ht (L 3), e; et si, ionnés en soit amerefuse de e serment erment ou lui seront excuse vaat jurisdicu envoyer rection du détenu et noins qu'il ire concer-

5 VICT.

e personne es de paix té commis es mers, et ertu d'un ertu d'un ne ou tout e prévenu ésence du harge, les ceux qui affaire, et lues aux tivement, s; et les paraîtront avant de s ont par lu procès nt ou par e dont la

e, ot est malade en ce faisant.

malade au point de ne pouvoir voyager; et s'il est aussi prouvé que feront preuve cette déposition a été reçue en présence du prévenu, et qu'il a eu dans certains pleine liberté de transquestionner les témoins, alors, s'il appert cas. que la dite déposision a été signée du dit juge de paix par lequel elle est censée avoir été reçue, il sera loisible de lire la dite déposition comme preuve dans la poursuite sans autre preuve ultérieure, à moins qu'il ne soit prouvé que la dite déposition n'a pas de fait été signée du juge de paix ainsi qu'on l'a allégué.

Cap. 96.

X. Et qu'il soit statué, qu'après l'interrogatoire de tous les Après l'intertémoins à charge comme susdit, le juge de paix, ou l'un des juges regatoire, le de paix par ou devant qui le dit interrogatoire aura été complété lira les dépocomme susdit, lira ou fera lire au prévenu, sans requérir la pré- sitions au tésence des témoins, les dépositions reçues contre lui, et lui adres moin, et le sera ces paroles, ou autres de la même teneur: "Ayant entendu mettra sur ses " les témoignages, désiroz-vous dire quelque chose en réponse à "l'accusation? Vous n'êtes pas obligé de rien dire, à moins que " vous ne le veuilliez bien; mais ce que vous direz sera pris par "écrit, et fera preuve contre vous lors de votre procès;" et ce que le prévenu dira alors en réponse sera pris par écrit (N), et signé des dits juge ou juges, après lecture faite, et sera conservé avec les dépositions des témoins, et transmis avec elles, tel que ci-après mentionné; et ensuite, lors du procès du prévenu, cet écrit pourra, s'il est nécessaire, être offert en preuve contre lui sans autre preuve, à moins qu'il ne soit prouvé que les juge ou juges de paix que l'on prétend avoir signé le dit écrit, ne l'ont pas de fait signé : pourvu toujours, que les dits juge ou juges de paix Proviso. déclarent au prévenu, avant de faire aucune déclaration, et lui donnent clairement à entendre, qu'il n'a rien à espérer des promesses, ni rien à craindre des menaces qu'on aurait pu lui faire pour l'engager à faire quelque aveu, ou à confesser son crime; mais que tout ce qu'il dira alors pourra être donné en preuve contre lui lors du procès, nonobstant toutes telles promesses ou menaces: pourvu néanmoins que rien de contenu au présent n'em-Proviso. pêchera le poursuivant dans un procès d'offrir en preuve toute confession et autre déclaration ou aveu du prévenu fait en aucun temps où par la loi cette confession ou déclaration ou aveu sera admis et regardé comme preuve contre le prévenu.

XI. Et qu'il soit déclaré et statué, que la chambre ou l'édifice La place où dans lequel tels juge ou juges de paix feront subir un tel interro- les témoins seront intergatoire et recevront telle déclaration comme susdit, ne sera pas rogés ne sera considéré comme une cour ouverte à cet effet; et il sera loisible par considérée aux dits juge ou juges de paix, en leur discrétion, d'ordonner que comme une personne n'aura accès à la dite chambre ou édifice, ni n'y de-sonne ne meurera sans le consentement ou la permission des dits juge ou pourra y res-ter sans perjuges de paix, s'ils croient mieux rencontrer les fins de la justice mission.

XII. Et qu'il soit statué, qu'il sera loisible à tous juge ou juges Les juges de de paix devant lesquels tout témoin sera interrogé comme susdit, paix pourront exiger un d'obliger, cautionne-

1851

de s

juge

n'ex

juge

autr tout

ou ju

sa g

paix

l'int

paix

dev

tout

aur

gar

pou

pér

de

con

pro cré

vei gai

lie

toi

(6

po

pr

ment des poursuivants et témoins.

Cap. 96.

ment, les dépositions, etc. seront transmis à la cour où le procès doit avoir lieu.

Si le témoin retuse de donner le dit cautionne ment, il pourra être emprisonné.

d'obliger, par un cautionnement, (O 1) le poursuivant et chaque témoin de comparaître à la prochaine cour de jurisdiction criminelle compétente devant laquelle le prévenu doit subir son procès, pour alors et là poursuivre, ou poursuivre et rendre témoignage, ou rendre témoignage contre le prévenu, suivant le cas; et le dit cautionnement spécifiera particulièrement la profession, le métier ou négoce de l'individu qui l'aura donné, ainsi que son nom de Le cautionne- baptême et son prénom, et la paroisse, le township ou le lieu de sa résidence, et s'il réside dans une cité, ville ou bourg, le cautionnement indiquera aussi particulièrement le nom de la rue et le numéro (si aucun il y a) de la maison où il réside, et s'il en est propriétaire ou locataire, ou s'il y réside passagèrement; et le dit cautionnement, une fois dûment reconnu par la personne qui l'aura ainsi donné, sera signé des juge ou juges de paix devant lesquels il aura été reconnu, et avis (O 2), signé des dits juge ou juges de paix en sera en même temps donné à la personne qui s'est portée caution; et les divers cautionnements ainsi reçus, ensemble avec la dénonciation écrite, (si aucune il y a) les dépositions, la déclaration de l'accusé, et le cautionnement seront remis par les dits juge ou juges, ou ils les feront remettre à l'officier qu'il appartient de la cour où le procès doit avoir lieu, soit avant, soit le premier jour des séances de la dite cour, ou en tel autre temps qui sera fixé et désigné par le dit juge, le juge de paix ou la personne qui doit présider la dite cour ; pourvu toujours que si tout tel témoin refuse de donner le dit cautionnement comme susdit, il sera loisible au juge ou juges de paix de l'envoyer par un warrant (P 1) dans la prison commune ou maison de correction du district dans lequel le prévenu doit subir son procès, pour y être emprisonné et détenu jusqu'après le procès, à moins que dans l'intervalle le dit témoin ne donne le cautionnement comme susdit devant quelque juge de paix du district dans lequel telle prison ou maison de correction est sise et située : pourvu néanmoins, que si ensuite, faute de preuves suffisantes à cet égard, ou pour toute autre cause que ce soit, les juge ou juges de paix devant lesquels le prévenu aura été conduit, ne le fait pas emprisonner, ou n'exige pas de lui un cautionnement pour le délit dont il est accusé, il sera loisible aux dits juge ou juges de paix, ou à tous autres juges du même district, par un ordre à cet effet (P 2), d'ordonner et enjoindre au gardien de la dite prison ou maison de correction où le témoin sera ainsi détenu de l'élargir ; et là-dessus, le dit gardien le mettra immédiatement en liberté.

Le juge de paix pourra renvoyer le prévenu de hu t jours en huit jours, par warrant.

XIII. Et qu'il soit statué, que si, à raison de l'absence de témoins, ou pour toute autre cause raisonnable, il devient nécessaire ou convenable de différer l'interrogatoire des témoins pour un temps, il sera loisible aux juge ou juges devant lesquels le prévenu comparaîtra ou sera traduit en vertu de leur warrant (Q 1), de renvoyer le prévenu pour un terme qui leur paraîtra raisonnable, n'excédant pas huit jours franc en aucun temps, dans la prison commune ou maison de correction, ou toute autre prison, maison 1851.

chaque iminelle s, pour age, ou et le dit e métier nom de u de sa utionneue et le 'il en est et le dit ui l'aura lesquels juges de st portée able avec is, la déar les dits appartient e premier sera fixé e qui doit el témoin ra loisible P 1) dans ins lequel isonné et crvalle le nt quelque maison de i ensuite, utre cause e prévenu pas de lui ra loisible du même enjoindre

témoins. ssaire on temps, il prévenu Q 1), de sonnable, la prison ı, maison de

le témoin

le mettra

de sûreté ou de détention du district pour lequel tels juge ou juges de paix agiront alors; ou s'il est renvoyé pour un terme Si c'est pour n'excédant pas trois jours francs, il sera loisible à tels juge ou trois jours, il juges de paix 'd'enjoindre de vive voix au constable, ou à toute de vive voix. autre personne à la garde duquel le prévenu est confié, ou à tout autre constable ou personne qui sera nommé par les dits juge ou juges de paix à cet égard, de continuer à tenir le prévenu sous sa garde, et de l'amener devant eux ou tels autres juge ou juges de paix qui se trouveront agir alors au temps fixé, pour continuer l'interrogatoire; pourvu toujours, que tous tels juge ou juges de paix pourront ordonner que le prévenu soit amené devant eux ou devant tous autres juge ou juges de paix du dit district, en tout temps avant l'expiration du terme pour lequel le prévenu aura été renvoyé en prison; et le geolier ou l'officier à la garde duquel il est confié sera tenu d'obtempérer au dit ordre : pourvu aussi, qu'au lieu de détenir le prévenu sous garde pour la Si l'interrogapériode pour laquelle il aura été ainsi renvoyé en prison, tout juge toire est de paix devant lequel telle partie comparaîtra ou sera amenée prévenu pourcomme susdit, pourra ordonner son élargissement, en donnant son ra être admis propre cautionnement (Q 2, 3,) avec ou sans caution, à la dis- à caution. crétion du juge de paix, portant le dit cautionnement que le prévenu comparaîtra aux temps et lieu fixés pour continuer l'interrogatoire ; et si le prévenu ne comparaît pas ensuite aux temps et Si le prévenu lieu indiqués dans le cautionnement, alors le dit juge de paix, ou ne comparait tout autre juge de paix qui se trouvera alors présent, en certifiant indiqué, le (Q 4) au dos du cautionnement que le prévenu n'a pas comparu, jure de paix pourra transmettre le cautionnement au greffier de la paix du mettre le caudistrict dans lequel le cautionnement aura été reçu, pour être tionnement au procédé sur icelui comme pour tout autre cautionnement; et le dit greffier de la certificat sera prima facie preuve suffisante de la non-comparution du dit prévenu.

XIV. Et attendu qu'il arrive souvent qu'une personne est ac- Si une percusée devant un juge de paix de délits qu'on prétend voir été sonne est commis dans un district autre que celui où le prévenu est arrêté, un district et dans lequel le dit juge de paix a jurisdiction, et qu'il convient sous l'accusade pourvoir au mode d'interroger les témoins, d'envoyer le prévenu tion d'un délit en prison et de l'admettre à caution, en pareils cas : à ces causes, Pautre, il qu'il soit statué que chaque fois qu'une personne comparaîtra ou pourra être sera conduite devant tout juge ou juges de paix du district dans le premier lequel les dits juge ou juges de paix ont jurisdiction, et sera accusée district. d'un délit que l'on prétend avoir été commis par elle dans un district où les ditsjuge ou juges de paix n'ont pas jurisdiction, il sera loisible aux dits juge ou juges de paix, et ils sont par le présent requis d'interroger les témoins, et recevoir en preuve de la dite accusation, les témoignages qui seront offerts devant eux dans le cercle de leur jurisdiction; et si, dans leur opinion, les témoignages fournissent une Et si la preupreuve suffisante de l'accusation portée contre le prévenu, les dits ve est considérée commo juge ou juges de paix l'enverront à la prison commune ou maison suffisante, le de correction du district où l'on prétend que le délit a été prévenu commis, ou l'admettront à caution tel que ci-après mentionné, pourra être et exigerent du nourenivant (e'il a company devent cur) et et exigeront du poursuivant (s'il a comparu devant eux) et prison.

1851.

il sei

de l'a

cauti

paix

fixés

recev

pour

cond

laisse comr

délit

susdi

que

dits

le di

de p

trah

la ce

d'ice

des

vera

adm

rem

sous

per

qu'a

dit

cha

de.

les

do

es

si

uı

y d

X

Si non, il sera conduit devant quelque juge de paix dans le dernier district.

des témoins un cautionnement tel que ci-dessus mentionné; mais si les témoignages ne sont pas, aux yeux des dits juge ou juges de paix, suffisants pour obliger le prévenu de subir son procès pour le délit dont il est accusé, alors les dits juge ou juges de paix obligeront par un cautionnement les témoin ou témoins qui auront été interrogés à rendre témoignage, tel que ci-dessus mentionné; et les dits juge ou juges de paix ordonneront, en vertu d'un warrant (R 1) sous leurs seings et sceaux, que le dit prévenu soit conduit devant quelque juge ou juges de paix du district dans lequel on prétend que le délit a été commis, et remettront en même temps la dénonciation et la plainte, ainsi que les dépositions et les cautionnements par eux reçus, au constable qui sera chargé de l'exécution du warrant mentionné en dernier lieu. lequel sera par lui remis aux juge ou juges de paix devant lesquels il conduira le prévenu en obéissance au dit warrant; lesquelles dites dépositions et cautionnements seront censés avoir été reçus dans l'affaire, et seront considérés à toutes fins et intentions quelconques comme s'ils eussent été reçus par les dits juge ou juges de paix mentionnés en dernier lieu, et seront transmis avec les dépositions et cautionnements recus par les dits juge ou juges de paix mentionnés en dernier lieu à l'égard de l'accusation portée contre le prévenu, au greffier de la cour où le dit prévenu doit subir son procès, en la manière et au temps ci-dessus mentionnés, si le prévenu est incarcéré sur la dite accusation, ou est admis à caution; et si le prévenu est conduit devant les juge ou juges de paix comme susdit, en vertu du dit warrant mentionné en dernier lieu, le constable ou autres personne ou personnes auxquels le dit warrant aura été adressé, et qui auront conduit le prévenu devant les juge ou juges de paix mentionnés en dernier lieu, auront droit de se faire payer les frais et dépenses qu'ils auront encourus pour conduire le prévenu devant les dits juge ou juges de paix, en par le dit constable ou autre personne produisant la personne du prévenu devant tels juge ou juges de paix, et le remettant et le livrant à la garde de telle personne que les dits juge ou juges de paix nommeront ou désigneront à cet effet; et en par le dit constable remettant aux dits juge ou juges de paix le warrant, la dénonciation, (si aucune il y a), les dépositions et cautionnements susdits, et en prouvant sous serment l'écriture des juge ou juges de paix qui les auront signés, les juge ou juges de paix devant lesquels le prévenu est amené donneront alors au dit constable un reçu ou certificat (R 2) constatant qu'ils ont reçu de lui la personne du dit prévenu, ensemble le dit warrant, la dénonciation (si aucune il y a), les dépositions et cautionnements, et qu'il a prouvé devant eux, sous serment, l'écriture du juge de paix par lequel le dit warrant aura été émané; et sur production du dit recu ou certificat au shérif du district dans lequel le dit prévenu a été arrêté, le dit constable aura droit de se faire rembourser les frais et dépenses raisonnables qu'il a faits pour conduire le

Dépense du transport du prévenu.

Droit donné aux juges de paix d'adXV. Et qu'il soit statué, que si une personne accusée de félonie, ou de suspicion de félonie, comparaît devant quelque juge de paix,

dit prévenu dans l'autre district, et pour en revenir.

ICT.

mais

juges

ur le

eront

inter-

et les

nduit

equel

méme sitions

i sera

lieu.

squels

uelles

reçus

quel-

ges de

dépo-

e paix contre

bir son

le pré-

ution;

e paix er lieu,

le dit

devant it droit

s pour en par

évenu

nt à la nom-

istable

lénonements

juges levant

ble un

a periation

u'il a

x par

du dit

evenu

urser

ire le

lonie,

il sera loisible à tel juge de paix avec quelqu'autre juge de paix mettre à caude l'admettre à caution, en par elle donnant telles suretés ou tion les percautions qui seront jugées suffisantes aux yeux des dits juges de sées de félopaix pour assurer la comparution du prévenu aux temps et lieu nie, ou sous fixés pour son procès; et là-dessus, les dits deux juges de paix suspicion de rélonie. recevront le cautionnement (S 1, 2) du prévenu et de ses cautions, pour sa comparution aux temps et lieu fixés pour le procès, à la condition qu'il se présentera alors pour subir son procès, et qu'il ne laissera pas la cour sans permission; pourvu toujours que si l'offense Dans les cas commise, ou que l'on soupçonne avoir été commise est un simple de simple de lit, un seul délit, tout juge de paix pourra l'admettre à caution de la manière juge de paix susdite; et tels juge ou juges de paix pourront à leur volonté exiger pourra adque les cautions justifient sous serment de leur solvabilité, et les ment dits juge ou juges de paix sont par le présent autorisés à administrer le dit serment; Pourvu aussi néanmoins que nuls juge ou juges Mais pour les de paix, n'admettront aucune personne à caution pour cause de trahison, il trahison, et personne ne sera admis à caution excepté par ordre de faudra un la cour du banc de la Reine de Sa Majesté, ou de l'un des juges ordre du juge du banc de la d'icelle en vacance.

XVI. Et qu'il soit statué, que dans tous les cas où un juge ou Dans le cas des juges de paix admettront à caution toute personne qui se trou- d'un caution-ment après vera alors en prison, accusée d'un délit pour lequel elle sera ainsi l'emprisonadmise à caution, tels juge ou juges de paix adresseront ou feront nement, le remettre au gardien de la prison un warrant d'élargissement (S 3) juge de paix émanera un sous leurs seings et sceaux, requérant le dit gardien de libérer la warrant pour personne ainsi admise à caution, si elle n'est pas détenue pour quel- l'élargissequ'autre offense, et en recevant le dit warrant d'élargissement le ment du prédit gardien sera tenu d'y obtempérer sur le champ.

XVII. Et qu'il soit statué, que lorsque toute la preuve à Si la preuve charge contre le prévenu aura été entendue, si les juge ou juges n'est pas de paix alors présents sont d'avis qu'elle n'est pas suffisante pour sante pour les autoriser à faire subir un procès au prévenu pour un délit l'emprisonnepoursuivable par indictement, les dits juge ou juges de paix or-ment du prédonneront sur le champ que le prévenu soit mis en liberté, s'il mis en liberest sous garde, en ce qui concerne la plainte en question ; mais té; mais si si les juge ou juges de paix sont d'opinion, au contraire, que la elle est suffipreuve est suffisante pour faire subir un procès au prévenu pour de paix pourun délit poursuivable par indictement, ou si d'après la preuve il ra l'empriy a une présomption forte ou probable de criminalité chez le sonner pour subir son détenu, alors les dits juge ou juges de paix le feront emprisonner procès. par leur warrant (T 1,) dans la prison commune ou maison de correction du district dans lequel on peut maintenant l'emprisoner en vertu de la loi; ou s'il s'agit d'un délit poursuivable par indictement, commis sur la haute mer, ou dans un pays situé au delà des mers, les dits juge ou juges de paix pourront l'envoyer dans la prison commune du district dans lequel ils ont jurisdiction, pour y être détenu jusqu'à ce qu'il en soit libéré suivant le cours de la loi, ou l'admettre à caution, tel que ci-après mentionné.

Cap. 96.

Règiements à suivre en conduisant un prisonnier à la prison.

XVIII. Et qu'il soit statué, que tous ou aucun des constables, ou autres personnes auxquels un warrant d'arrestation sera adressé en vertu du présent acte ou de tout autre acte, conduiront le dit prévenu y dénommé dans la geole ou prison indiquée dans le warrant, et le remettront, ensemble avec le warrant, entre les mains du geolier, gardien ou gouverneur de la dite geole ou prison, lequel donnera au constable ou autre personne qui remettra ainsi le prisonnier à sa garde, un reçu (T 2) indiquant dans quel état et condition était tel prisonnier lorsqu'il a été ainsi livré à la garde du dit geolier ou gardien ou gouverneur; et dans tous les cas où tel constable ou autre personne aura droit à ses frais ou dépenses, pour avoir conduit telle personne en prison comme susdit, il sera loisible aux juge ou juges de paix qui auront ordonné l'arrestation du prévenu, ou à tout juge de paix du dit district où l'on allègue dans le warrant que le délit a été commis, de constater la somme qui devrait être payée au dit constable ou autre personne, pour avoir arrêté et conduit le prisonnier en prison, et celle qu'il est raisonnable de lui allouer pour son retour chez lui ; et là dessus, le juge de paix adressera un ordre (T 2) au shérif du disdrict dans lequel on prétend que le délit a été commis, le requérant de payer au dit constable ou autre personne les sommes qu'on aura ainsi constatées lui être dues à cet égard; et sur la production du dit ordre, le shérif en payera le montant au dit constable, ou à toute autre personne qui produira le dit ordre pour être pavé.

Patement des dépotors.

L'interrogatoire complété, le défendeur aura droit d'obtenir des copies des déposi-

XIX. Et qu'il soit statué, qu'en tout temps après que les interrogatoires susdits auront été complétés, et avant le premier jour des assises ou sessions, ou avant la première séance de la cour où il doit subir son procès comme susdit, le prévenu pourra exiger et aura droit d'avoir, de l'officier en personne qui en aura la garde, copie des dépositions en vertu desquelles il aura été arrêté ou admis à caution, en par lui payant une somme raisonnable n'excédant pas trois deniers et demi par chaque folio de cent mots.

Les formules contenues dans les cédules, seront bonnes et suffisantes. L'inspecteur, le surintenou le magistrat stipendiaire pourront agir seuls.

XX. Et qu'il soit statué, que les diverses formules annexées à cet acte, ou toutes autres formules de la même teneur, seront bonnes, valables et suffisantes en loi.

XXI. Et qu'il soit statué, que tout inspecteur, surintendant de police, magistrat de police ou magistrat stipendiaire qui est ou qui dant de police sera nommé pour aucune cité, bourg, ville, place ou district, aura plein pouvoir et autorité de faire seul ce que deux ou plusieurs juges de paix ont droit de faire en vertu de cet acte; et que les diverses formules de la cédule annexée à cet acte pourront être modifiées ou altérées autant qu'il sera nécessaire, pour les rendre applicables à tel inspecteur ou surintendant de police, magistrat de police ou magistrat stipendiaire susdit.

Dispositions incompatibles révoquées.

XXII. Et qu'il soit statué, que depuis et après le jour auquel le présent acte prendra force et effet, tous autres acte ou actes ou parties d'actes qui sont contraires aux dispositions du présent acte,

le pré XX que d de se

1851.

ou qu

 \mathbf{X}^{X} force cent

acte e

DÉNG

Dist

geor de I (un de

sera

e, condiquée

, entre

cole ou

emettra

ns quel livré à

ns tous

rais ou

comme ordonné

trict où consta-

tre peret celle

i; et là

du disrequé-

es qu'on

our être

les inter-

mier jour cour où il

er et aura de, copie

admis à excédant

nexées à

r, seront

ndant de st ou qui

ict, aura

lusieurs que les

ont être

s rendre

produconstable, 1851.

ou qui sont incompatibles aux dites dispositions, seront et sont par le présent abrogés.

XXIII. Et qu'il soit statué, que cet acte n'aura force et effet Cel acte n'al que dans le Bas-Canada seulement, excepté en autant qu'aucune fectera que le de ses dispositions affecte expressément le Haut-Canada, ou tout Bas-Canada, acte ou chose qui doit y être fait en vertu d'icelui.

XXIV. Et qu'il soit statué, que cet acte commencera, et aura Commenceforce et effet depuis et après le premier jour de janvier, mil huit ment de cet cent cinquante-deux, et pas auparavant.

CÉDULES.

 $(\Lambda.)$

DÉNONCIATION ET PLAINTE POUR UN DÉLIT FOURSUIVABLE PAR INDICTEMENT.

Province du Canada, de District de

Assermenté devant (moi) les jour et an sus-mentionnés, à

J. S.

(B.)

WARRANT D'ARRESTATION CONTRE UNE PERSONNE ACCUSÉE D'UN DÉLIT POURSUIVABLE PAR INDICTEMENT.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le district de :

Attendu que A. B, de , (journalier), a ce jour été accusé sous serment devant le soussigné, (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , d'avoir le , à , (etc., indiquez succinctement le délit): En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'arrêter immédiatement le dit A. B. et de l'amener devant (moi), ou quelque autre juge de paix de Sa Majesté, dans et pour le dit district, aux fins de répondre à la dite accusation, et subir tel jugement que de droit.

Donne

auquel actes ou nt acte,

J. S. [L. S.]

Donné sous mon seing et sceau, ce , dans le district susdit.

jour de

(C.)

ORDRE DE SOMMATION ADRESSÉ A UNE PERSONNE ACCUSÉE D'UN DÉLLE POURSUIVABLE PAR INDICTEMENT.

Province du Canada,) District de

A. A. B. de

Cap. 96.

, (journatier) :

Attendu que vous avez été ce jour accusé devant le soussigné, (un) des juges de paix de Sa Majesté, dans et pour le dit district , d'avoir le de (etc., indiquez succinctement le délit): En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'être et comparaître devant moi le heures de (l'avant) midi, à , ou devant tels autres juge ou juges de paix pour le même district qui pourront alors se trouver présents, aux fins de répondre à la dite accusation, et subir tel jugement que de droit; Et n'y manquez pas.

Donné sous (mon) seing et sceau, ce jour de dans l'année de Notre Seigneur , dans le district susdit.

J. S. [L. s.]

(D.)

WARRANT POUR CAUSE DE DÉSOBÉISSANCE A L'ORDRE DE SOMMATION.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de

Attendu que le jour de (courant ou dernier), A. B. de a été accusé devant (moi ou nous) les soussignés (ou, nommez le magistrat ou les magistrats, suivant le cas,) (l'un) des jugesde paix dans et pour le dit district de , d'avoir (etc., comme dans l'ordre de sommation); Et attendu que (je, nous, lui, le dit juge de paix, ou eux, les dits juges de paix) ai adressé (mon, notre, son ou leur) ordre de sommation au dit A. B. lui enjoignant, au nom de Sa Majesté, d'être et comparaître devant (moi) le heures de (l'avant) midi, à , ou devant tels autres juge ou juges de paix qui pourront

1851

pour accu dit / dans que quer

Maje deva DOW subi

Đ dani dans

IN

Dis

L dan jour Sei Pur

de félo (17) que qu eff

etcles di fa SU ce

ICT.

DUN

signé, istrict

les

d'être

autres

ors se

lans le

DE

l'eux,

evant

nu les

etc.,

nous, ressé . lui evant i, à k qui

rront

pourront alors se trouver présents, aux fins de répondre à la dite accusation, et subir tel jugement que de droit; Et attendu que le dit A. B. a négligé d'être et comparaître aux temps et lieu fixés dans et par le dit ordre, quoiqu'il m'ait été prouvé sous serment que le dit ordre a été dûment signifié au dit A. B.; En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'arrêter-immédiatement le dit A. B. et de le conduire devant (mos) ou quelqu'autre juge de paix de Sa Majesté, dans et pour le dit district, aux fins de répondre à la dite accusation, et subir tel jugement que de droit.

Donné sous mon seing et sceau, ce dans l'année de Notre Seigneur dans le district susdit.

J. S. [L. s.]

jour de

, à

(E 1.)

INFORMATION POUR OBTENIR UN WARRANT DE RECHERCHE.

Province du Canada, ¿ District de

L'information de A. B. de dans le dit district, (bourgeois), prise ce jour de , dans l'année de Notre , devant moi, W. S., écuier, Seigneur l'un des juges de paix de Sa Majesté, dans et pour le district , qui déclare que le , (insérez la description des effets volés) ont été félonieusement volés et pris et enlevés et transportés hors de (Phabitation) du déposant, à (la paroisse, etc.) susdite, par (quelque personne ou personnes inconnues, ou nommez les personnes), et qu'il a de bonnes raisons de soupçonner que les meubles et effets ou quelque partie d'iceux sont cachés dans (l'habitation, , dans le dit district (ici ajoutez etc. de C.D.) de les raisons de soupçonner, quelles qu'elles soient); Pourquoi, le dit déposant demande qu'il lui soit accordé un warrant pour faire la recherche (dans l'habitation, etc.) du dit C. D. comme susdit, des dits effets ainsi félonieusement pris, volés et enlevés comme susdit.

Assermenté devant moi, les jour et an en premier lieu mentionnés, à

W. S. J. P.

(E2.)

ARRANT DE RECHERCHE.

Province du Canada, †
District de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le district de :

Attendu que A. B. de , de , dans le dit district, a ce jour fait serment devant moi le soussigné, un des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , que le jour de (copiez l'information jusqu'au lieu où les effets sont supposés être cachés); En conséquence, les présentes sont pour vous autoriser et vous enjoindre au nom de Notre Souveraine Dame la Reine, et chacun de vous, avec l'assistance nécessaire, d'entrer de jour dans la dite (habitation, etc. du dit etc.) et là de faire avec soin la recherche des dits meubles et effets, et, s'ils peuvent être trouvés ou aucune partie d'iceux, à la suite de la dite recherche, de les apporter, et d'amener le dit C. D. devant moi ou quelqu'autre juge de paix, dans et pour le dit district, pour qu'il soit disposé des dits effets, et pour que le dit C. D. subisse son jugement, conformément à la loi.

Donné sous mon seing et sceau, à dans le dit district, ce jour de de Notre Scigneur, mil huit cent de la district, ce dans l'année

W. R. J. P. (Sceau.)

(F.)

CERTIFICAT QUE L'INDICTEMENT EST RAPPORTÉ COMME FONDÉ.

Je certifie par le présent qu'à une cour (d'oyer et terminer, ou de délivrance générale des prisonniers, ou de sessions générales de la paix) tenue dans et pour le district de , à , dans le dit district, le

, un indictement a été rapporté par le grand jury contre A. B., désigné dans le dit indictement sous le nom de A. B., ci-devant de , (journalier), pour avoir (etc., indiquez succinctement le délit), et que le dit A. B., n'a pas comparu ou n'a pas plaidé au dit indictement.

Daté ce jour de mil huit cent J. D., Greffier de la Couronne à $(nom\ de\ la\ cour.)$

Greffier de la paix de et pour le dit district.
(G.)

P: Dist

1851

A to

A

ou g a dû les p d'arı (moi pour

D

dans

WAR

Dist

pou

sei

cer le au co dit

de qu et

(G_{\bullet})

WARRANT D'ARRUSTATION CONTRE UNE PERSONNE ACCUBÉE PAR INDICTEMENT.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix, on aucun d'eux, dans le dit district de :

Attendu que J. D., greffier de la couronne à (nom de la cour), ou greffier de la paix dans et pour le district de a dûment certifié que (etc., citez le certificat); F quence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom diesté, d'arrêter immédiatement et de conduire le di ant (moi), ou quelqu'autre ou autres juge ou juges de pour le dit district, pour subir tel jugement que de moi

Donné sous mon seing et seeau, ce jour de , dans l'année de Notre Seigneur , à , à , dans le dit district.

J. S. [L. s.]

(H.)

WABRANT D'EMPRISONNEMENT CONTRE UNE PERSONNE ACCUSÉE
PAR INDICTEMENT.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de , et au gardien de la prison commune ou maison de correction, à , dans le dit district de ;

Attendu que par un warrant sous le seing et sceau de (un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , sous () seing et sceau , en date du jour de , après avoir allégué qu'il a été certifié par J. D. (etc. comme dans le certificat) () le dit juge de paix a (ou ont) enjoint à tous les constables, ou aucun d'eux, d'arrêter immédiatement le dit A. B., et de le conduire devant (moi) le dit juge de paix dans et pour le dit district, ou devant quelqu'autre ou autres juge ou juges de paix dans et pour le dit district, pour subir tel jugement que de droit; Et attendu que le dit A. B. a été arrêté par et en vertu du dit warrant, et qu'étant maintenant devant (moi), il m'est prouvé sous serment que le dit A. B. est la même

aucun

, dans ussigné, r le dit

Tets sont

les sont e Souveance nédu dit subles et l'iceux, à mener le ns et pour et pour t à la loi.

lans le dit ns l'année

ceau.)

E FONDÉ.

rminer, *ou* générales

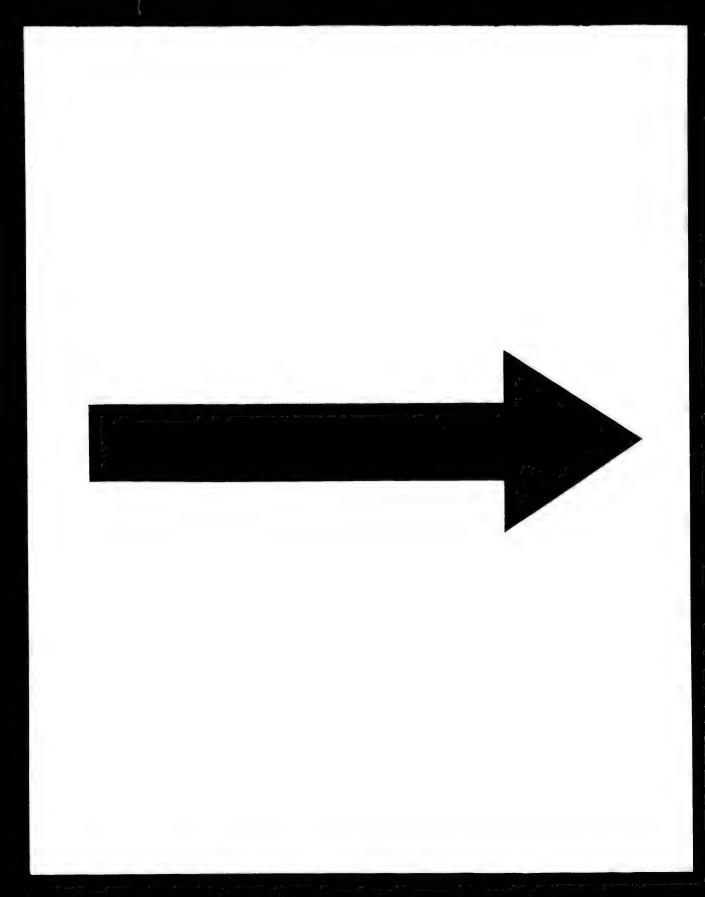
le grand
us le nom
lier), pour
dit A. B.,

la com

cent

e la cour.)

istrict. (G.)



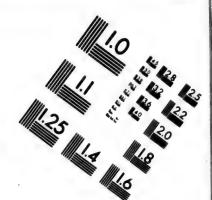
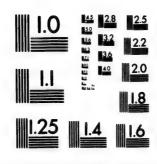


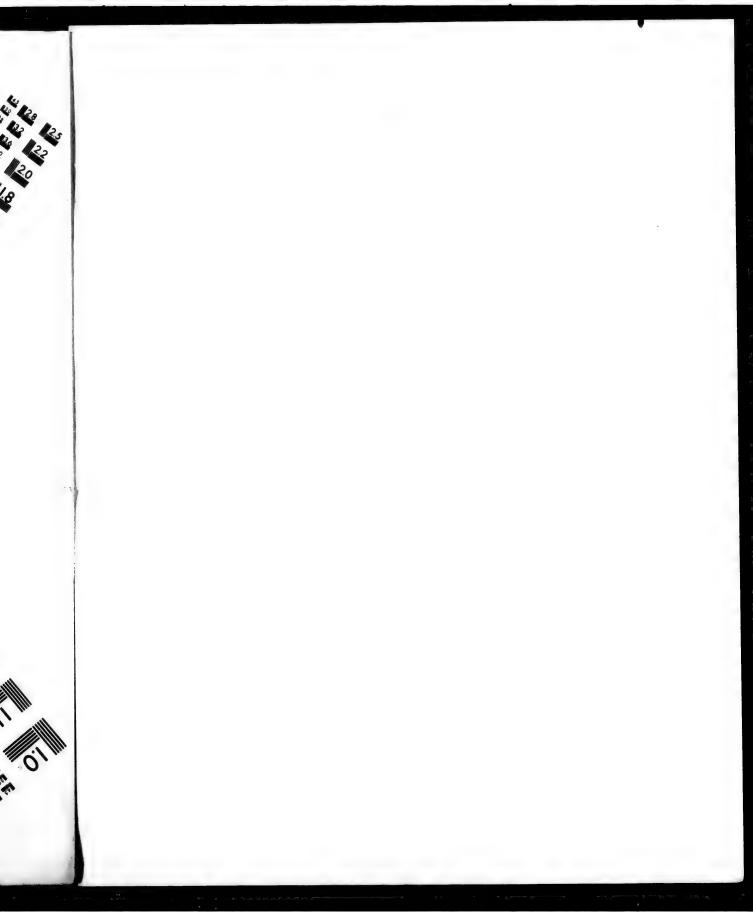
IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503

STATE OF THE STATE



18

ľu

de

wa co:

ap

ce

lé_t off

me

da

de

ou

(i po ac E

Cap. 96.

personne qui est nommée et accusée par dans le dit indictement: En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, à vous les dits constables et officiers de paix, ou aucun de vous, de conduire immédiatement le dit A. B. à la dite maison de correction, à , dans le dit district, et là, de le livrer au gardien d'icelle, à qui vous remettrez aussi le présent ordre; Et (je) vous enjoins, à vous le dit gardien, de recevoir le dit A. B. sous votre garde, dans la dite maison de correction, et de l'y détenir en sûreté jusqu'à son élargissement, suivant le dû cours de la loi.

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de , dans l'année de Notre Seigneur , à , dans le district susdit.

J. S. (L. s.)

(I)

WARRANT POUR DÉTENIR UNE PERSONNE CONTRE LAQUELLE IL Y A INDICTEMENT, ET QUI EST DÉJÀ DÉTENUE POUR UN AUTRE DÉLIT.

Province du Canada, District de

Au gardien de la prison commune ou maison de correction, à , dans le dit district de :

Attendu que J. D., greffier de la couronne à (nom de la cour), (ou greffier de la paix de et pour le district de a certifié que (etc., citez le certificat); Et attendu que (je suis) informé que le dit A. B. est sous votre garde dans la dite prison commune, à susdit. accusé de quelque délit ou autre chose; Et attendu qu'il est maintenant prouvé sous serment administré par (moi) que le dit A. B. ainsi accusé comme susdit, et le dit A. B. qui est sous votre garde, sont une seule et même personne : En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de détenir le dit A. B. sous votre garde dans la dite prison commune, jusqu'à ce que de par le writ d'habeas corpus de Sa Majesté, il en sorte, pour subir son procès sur le dit indictement, ou jusqu'à ce qu'il soit libéré ou mis hors de votre garde de toute autre manière, suivant le dû cours de la loi.

Donné sous (mon) seing et scean, ce jour de , dans l'année de Notre Seigneur , dans le dit district,

J. S. [1, a.]

ites sont les dits

conduire rrection,

livrer au

it ordre ; cevoir le

rrection,

uivant le

jour de

UELLE IL

rection, à

e la cour),

(*je suis*) s la dite

susdit.

qu'il est

que le dit

i est sous séquence,

Majesté,

ite prison

us de Sa

t indicte-

tre garde

jour

RUN

(K.)

ENDOSSEMENT POUR VISER UN WARRANT.

Province du Canada, District de

Attendu qu'il a été prouvé ce jour, sous serment devant moi, l'un des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , que le nom de J. S., souscrit dans le présent warrant, est de l'écriture du juge de paix y mentionné; En conséquence, j'autorise par les présentes W. T., qui m'a apporté ce warrant, et toutes autres personnes auxquelles ce warrant a été d'abord adressé, ou par qui il peut être légalement mis à exécution, et aussi tous constables et autres officiers de paix du dit district de , de le mettre à exécution dans le dit district en dernier lieu mentionné.

Donné sous mon seing, ce jour de dans l'année de Notre Seigneur , à dans le dit district.

J. L.

(L 1.)

ASSIGNATION D'UN TÉMOIN.

Province du Canada, ¿ District de

A E. F. de

, (journalier):

Attendu qu'une dénonciation a été faite devant le soussigné, l'un des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , que A. B. (etc., comme dans l'assignation ou warrant contre l'accusé), et qu'il m'a été déclaré sous (serment) que vous étiez probablement en état de rendre un témoignage essentiel à l'appui de la (poursuite): En conséquence, ces présentes sont pour vous enjoindre d'être et de comparaître devant moi, le prochain, à heures (avant ou après) midi, à , ou devant tel ou tels juge ou juges de paix du dit district, qui se trouveront alors présents, pour rendre témoignage de ce que vous savez au sujet de la dite accusation ainsi portée contre le dit A. B., comme susdit. Et n'y manquez pas.

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de , dans l'année de Notre Seigneur , dans le district susdit.

J. S. [L. s.] (L 2.)

*: J (K.) 68

h

dad Eéfifid

(L2.)

WARRANT LORSQU'UN TÉMOIN N'OBÉIT PAS À L'ORDRE DE SOM-MATION.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix dans le dit district de , ou aucun d'eux :

Attendu qu'une dénonciation a été portée devant , l'un des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district , que A. B. (etc., comme dans l'ordre de sommation); et sur la déclaration qui (m'a) été faite sous (serment), que E. F. de , (journalier), est probablement en état de rendre un témoignage essentiel à l'appui de la poursuite, (j'ai) dûment adressé (mon) ordre de sommation au dit E. F., lui enjoignant d'être et comparaître devant , ou devant tels autres juge ou juges de paix pour le dit district qui pourraient là et alors être présents, aux fins de rendre témoignage au sujet de la dite accusation ainsi portée contre le dit A. B., comme susdit; Et attendu qu'il (m'a) été dûment prouvé aujourd'hui sous serment que le dit ordre de sommation a été dûment signifié au dit E. F.; Et attendu que le dit E. F. a négligé de comparaître aux temps et lieu fixés dans le dit ordre, et qu'il n'offre pas d'excuse légitime de sa négligence: En conséquence, ces présentes sont pour vous enjoindre de conduire et amener devant (moi) le dit E. F., heures , ou devant tel midi, à res juge ou juges de paix du dit district qui se trouveront as a présents, pour rendre témoignage de ce qu'il sait au sujet de la dite accusation ainsi portée contre le dit A. B., comme susdit.

Donné sous mon seing et sceau, ce dans l'année de Notre Seigneur district susdit.

jour de , à dans le district susdit.

J. S. [L. s.]

(L 3.)

WARRANT DÉCERNÉ CONTRE UN TÉMOIN EN PREMIER LIEU.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou officiers de paix dans le dit district de , ou aucun d'eux :

Attendu qu'une dénonciation a été portée devant le soussigné, (l'un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district

1851.

DE SOM-

s le dit

, l'un district de somite sous ier), est el à l'apde somre devant s de paix présents, ccusation attendument que lit E. F.; aftre aux

t amener juges de our rendre ion ainsi

offre pas ence, ces

dans le

LIBU.

it district

oussigné, our le dit district district de , que (etc., comme dans l'ordre de sommation), et sur la déclaration faite devant (moi) sous serment que E. F., de , (journalier), est probablement en état de rendre un témoignage essentiel à l'appui de la poursuite; et qu'il est probable que le dit E. F. ne se rendra pas pour donner son témoignage, à moins d'y être contraint: En conséquence, ces présentes sont pour vous enjoindre de conduire et amener devant (moi) le dit E. F., , à heures de (l'avant) midi, à , ou devant tels autres juge ou juges de paix du dit district qui se trouveront alors présents, pour rendre témoignage de ce qu'il sait au sujet de la dite accusation ainsi portée contre le dit A. B., comme susdit.

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de , dans l'année de Notre Seigneur , à dans le district susdit.

J. S. [L. s.]

(L4.)

WARRANT D'EMPRISONNEMENT CONTRE UN TÉMOIN QUI REFUSE D'ÊTRE ASSERMENTÉ OU DE RENDRE TÉMOIGNAGE.

Province du Canada, ¿ District de

A tous les constables ou officiers de paix dans le district de , et au gardien de la maison de correction, à , dans le district de , ou aucun d'eux :

Attendu que A. B. a dernièrement été accusé devant moi, (l'un) des juges de paix dans et pour le dit district de d'avoir (etc., comme dans l'ordre de sommation); Et sur la déclaration faite devant moi sous serment que E. F. est probablement en état de rendre un témoignage essentiel à l'appui de la dite poursuite, (j'ai) dûment adressé un ordre de sommation au dit E. F., lui enjoignant d'être et comparaître devant moi, le ou devant tels autres juge ou juges de paix pour le dit district qui se trouveraient là et alors présents, aux fins de rendre témoignage de ce qu'il sait au sujet de la dite accusation ainsi portée contre le dit A. B., comme susdit; Et attendu que le dit E. F., maintenant devant moi, (ou qui a été amené ou conduit devant (moi) en vertu d'un warrant aux fins de rendre témoignage), étant requis de prêter serment ou faire une affirmation, refuse maintenant de le faire, (ou qu'étant dûment assermenté comme témoin, il refuse maintenant de répondre à certaines questions qui lui sont maintenant posées, et plus particulièrement la suivante, concernant les prémisses), sans donner aucune excuse légitime de ce refus: En conséquence, ces présentes sont pour enjoindre, à vous les dits constables ou officiers de paix, ou à aucun de vous, de prendre le

Cap. 96.

18

(0

tic

pε

dé

n'

bi

fa di

ni

 \boldsymbol{F}

m

D

D de bi re O

dit E. F. et de le conduire à la maison de correction à , dans le dit district, et là de le livrer au geolier d'icelle, à qui vous remettrez cet ordre: Et (j'enjoins) par le présent, à vous le dit gardien de la dite maison de correction, d'y recevoir le dit E. F. et de l'y détenir pendant l'espace de jours pour son dit mépris, à moins que dans l'intervalle il ne consente à être interrogé et à répondre; et pour ce faire, ces présentes vous seront une autorité suffisante.

Donné sous (mon) seing et sceau, ce , dans l'année de Notre Seigneur dans le district susdit. jour de , à

J. S. [L. s.]

(M.)

DÉPOSITION DES TÉMOINS.

Province du Canada, District de

Interrogatoire de C. W., de , (cultivateur), et de E. F., de , (journalier), pris sous (serment) ce jour de , dans l'année de Notre Seigneur , à dans le district susdit, devant le soussigné, (l'un) des juges de paix de Sa Majesté pour le dit district, en présence de A. B., accusé ce jour devant (moi) d'avoir, lui, le dit A. B. le , à , (etc., décrivez le délit de la même manière que dans un warrant d'emprisonnement.)

Le déposant C. D., déclare sous (serment) comme suit : (etc., citez les dépositions des témoins aussi exactement que possible, et employez à peu près les mêmes expressions; et la déposition achevée, il devra la signer.)

Et le déposant E. F. déclare sous (serment) comme suit : (etc.)

Les dépositions ci-dessus de C. D. et E. F. ont été prises et (assermentées) devant moi, à , les jour et an ci-dessus mentionnés.

J. S.

(N.)

DÉCLARATION DE L'ACCUSÉ.

Province du Canada, District de

A. B. est accusé ce jour devant le soussigné, (un) des uges de paix de Sa Majesté pour le district susdit, le , de l'année de Notre Seigneur

à qui à vous evoir le jours consente résentes

5 Vier.

de

L. S.

ur), et de

oussigné, district, woir, lui, décrivez prisonne-

ait : (*etc.*, ossible, et tion ache-

uit : (*etc*.) prises et

ci-dessus J. S.

(un) des

de Notre Seigneur Seigneur d'avoir, le dit A. B., le (etc., d'après la teneur des dépositions); Et la dite accusation étant lue au dit A. B., et les témoins à charge C. D. et E. F. étant interrogés séparément en sa présence, j'ai adressé la parole au dit A. B. comme suit : " Ayant entendu le témoignage, désirez-vous dire quelque chose en réponse à l'accusation? Vous n'êtes pas obligé de répondre, à moins que vous ne le vouliez bien; mais tout ce que vous direz sera mis par écrit, et pourra faire preuve contre vous lors de votre procès." Là-dessus, le dit A. B. dit comme suit : (ici constatez la déclaration du prison nier, et autant que possible, en employant ses propres paroles. Faites-la lui signer, s'il y consent.)

A. B.

Prise devant moi, à mentionnés.

, les jour et an ci-dessus

J. S.

(0 1.)

CAUTIONNEMENT AUX FINS DE POURSUIVRE OU RENDRE TÉMOIGNAGE.

Province du Canada, District de

Sachez que ce jour de , dans , C. D., de l'année de Notre Seigneur , dans le (comté) de , (cultivateur), (ou C. D., de dans le dit district de , dans la paroisse de numéro deux, rue , ou dans la ville ou cité de ou dans le bourg de , chirurgien, de laquelle dite maison il est locataire,) est personnellement comparu devant moi, l'un des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , et a reconnu devoir à Notre Souveraine , de bon argent courant Dame la Reine la somme de de cette province, laquelle pourra être prise et perçue sur ses biens, meubles, terres et héritages, au profit de Notre dite Souveraine Dame la Reine, Ses Héritiers et Successeurs, si lui, le dit C. D., fait défaut de remplir les conditions énoncées.

Fait et consenti devant moi, à ci-dessus premièrement mentionnés. les jour et an

J. S.

CONDITION DE POURSUIVRE.

La condition du cautionnement écrit ci-joint est que, comme le nommé A. B. a été ce jour accusé devant moi, J. S., Cap. 96.

juge de paix y mentionné, d'avoir (etc., en se servant des expressions employées dans la déposition): Or, si le dit C. D. comparaît à la prochaine cour d'oyer et terminer, ou de délivrance générales des prisonniers (ou à la prochaine cour des sessions générales des quartiers de la paix), qui sera tenue dans et pour le district de , et là présente ou fait présenter un bill d'indictement pour le délit susdit contre le dit A. B., et poursuit là et alors l'indictement, alors le dit cautionnement deviendra nul, autrement il aura pleine force et vertu.

CONDITION DE POURSUIVRE ET DE RENDRE TÉMOIGNAGE.

(Comme la dernière formule, jusqu'à l'astérisque*, et continuez ensuite comme suit): et là, présente ou fait présenter un bill d'indictement contre le dit A. B. pour le délit susdit, et poursuit l'indictement et rend témoignage sur icelui, tant devant les jurés qui s'enquerront alors du délit, que devant ceux qui seront choisis pour faire le procès du dit A. B., alors le dit cautionnement sera nul, autrement il aura pleine force et vertu.

CONDITION DE RENDRE TEMOIGNAGE.

(Méme formule que l'avant-dernière jusqu'à l'astérisque *, et continuez ensuite ainsi): et là, rend témoignage de tout ce qu'il sait sur un bill d'indictement qui sera là et alors présenté contre le dit A. B. pour le délit susdit, tant devant les jurés qui s'enquerront du dit délit, que devant les jurés qui siégeront sur le procès du dit A. B., si le dit indictement est rapporté comme foudé, alors le dit cautionnement sera nul, autrement il aura pleine force et vertu.

(0.2.)

AVIS DU CAUTIONNEMENT QUI SERA DONNÉ AU POURSUIVANT ET À SES TÉMOINS.

Province du Canada, District de

Soyez notifié que vous, C. D., de , vous êtes obligé en une somme de , de comparaître à la prochaine cour des sessions générales des quartiers de la paix, dans et pour le district de , qui sera tenue à , dans le dit district, et là et alors de (poursuivre) le dit A. B. et rendre témoignage contre lui ; et à moins que vous ne comparaissiez là et alors pour poursuivre et rendre témoignage en conséquence, on exigera immédiatement de vous le paiement de la somme indiquée dans le cautionnement.

Daté ce cent

jour de

, mil huit

J. S.

(P 1.)

.1 1

D

185

1

que tém som dev auti

d'av

mai d'ui susc qu' tém con con

E.

por

liv: je ma la du dit

dit

des ex-

c. D. de déliour des

dans et

ou fait

utionne-

tu.

AGE.

ontinuez

ui seront

utionne-

que *, et

tout ce

présenté

jurés qui

eront sur

é comme

ıt il aura

ROUVANT

vous êtes

aître à la

la paix,

i tenue à

ursuivre)

oins que

t rendre

ment de

nement.

un bill poursuit vant les (P1.)

EMPRISONNEMENT D'UN TÉMOIN FOUR REFUS DE DONNER UN CAUTIONNEMENT.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix dans le dit district de , ou aucun d'eux, et au gardien de la maison de correction à dans le dit district de , ou aucun d'eux :

Attendu que A. B. a été dernièrement accusé devant le soussigné, (ou nommez le juge de paix) (l'un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de d'avoir, (etc., comme dans l'ordre de sommation adressé au témoin) et sur la déclaration faite devant (moi) sous serment que E. F., de , était probablement un , était probablement un témoin essentiel pour la poursuite, (j'ai) adressé (mon) ordre de sommation au dit E. F., lui enjoignant d'être et de comparaître devant (moi) le , (ou devant tous autres juge ou juges de paix qui seront alors présents,) aux fins de rendre témoignage de ce qu'il sait au sujet de la dite accusation portée contre le dit A. B., comme susdit : Et le dit E. F. étant maintenant comparu devant (moi) (ou étant devant (moi) en vertu d'un warrant à cet effet aux fins de rendre témoignage comme susdit, et étant interrogé par (moi) au sujet des prémisses, et vu qu'étant sommé de donner un cautionnement à l'effet de rendre témoignage contre le dit A. B., il refuse maintenant de le faire : En conséquence, ces présentes sont pour enjoindre, à vous les dits constables ou officiers de paix, ou aucun de vous, de preudre le dit E. F. et de le conduire en sûreté à la maison de correction à , dans le district susdit, et alors et là le livrer au dit gardien, auquel vous remettrez aussi cet ordre; et je vous enjoins par le présent, à vous le dit gardien de la dite maison de correction de recevoir le dit E. F. sous votre garde dans

livrer au dit gardien, auquel vous remettrez aussi cet ordre; et je vous enjoins par le présent, à vous le dit gardien de la dite maison de correction de recevoir le dit E. F. sous votre garde dans la dite maison de correction et de l'y détenir jusqu'après le procès du dit A. B. pour le délit susdit, à moins que dans l'intervalle le dit E. F. ne donne un tel cautionnement comme susdit, pour la somme de , devant quelque juge de paix du dit district, avec la condition ordinaire de comparaître à la prochaine cour (d'oyer et terminer ou de délivrance générale des prisonniers, ou des sessions générales des quartiers de la paix), qui sera tenue dans et pour le dit district de , et là rendre témoignage devant les grands jurés sur tout bill d'indictement qui sera là et alors présenté contre le dit A. B., et aussi pour rendre témoignage lors du procès du dit A. B. pour le dit

délit, si un vrai bill est trouvé contre lui.

mil huit

(P 1.)

Donné

185

dist

dan

de r

con méd

dan

mai

enjo

jug

trou

terv

de

Di

ľa

N.

po Di di L

pi re Si di

C

Donné sous mon seing et sceau, ce dans l'année de Notre Seigneur le district susdit. jour de , dans

J. S. [L. s.]

(P 2.)

ORDRE ULTÉRIEUR POUR METTRE UN TÉMOIN EN LIBERTÉ.

Province du Canada, District de

Au gardien de la maison de correction, à dans le district de susdit :

Attendu que par (mon) ordre en date du (courant), portant que A. B. a été dernièrement accusé devant (moi) d'un certain délit y mentionné, et que E. F. étant comparu devant (moi) et ayant été interrogé comme témoin à charge, a refusé de donner un cautionnement aux fins de rendre témoignage contre le dit A. B., et que j'ai en conséquence commis le dit E. F. à votre garde en vertu du dit ordre, et vous ai requis de le garder en sûreté jusqu'au procès du dit A. B. pour le susdit délit, à moins que dans l'intervalle il ne consente à donner le dit cautionnement comme susdit ; Et attendu qu'à défaut de preuve suffisante contre le dit A. B., le dit A. B. n'a pas été emprisonné ou tenu de donner caution pour le dit délit, mais qu'au contraire il a été depuis mis en liberté, et qu'il n'est pas nécessaire que le dit E. F. soit détenu plus longtemps sous votre garde : En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous le dit gardien, de libérer le dit E. F. pour ce qui est du dit emprisonnement, et de le remettre en liberté.

Donné sous mon seing et sceau, ce dans l'année de Notre Seigneur , le district susdit.

jour de , , à , dans

J. S. [L. s.]

(Q 1.)

WARRANT POUR RENVOYER UN ACCUSÉ EN PRISON.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de , et au gardien de la maison de correction à , dans le dit district de .

Attendu que A. B. a été ce jour accusé devant le soussigné (l'un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district

, dans

1851.

L. S.]

BERTÉ.

jour de ent accusé F. étant n à charge, émoignage dit E. F. e le garder dit délit, à it cautionsuffisante ou tenu de e il a été dit E. F. uence, les de libérer , et de le

, dans

on.

ıx, dans le la maison

soussigné ur le dit district

district de d'avoir, (etc., comme dans le warrant d'emprisonnement), et qu'il (me) paraît nécessaire de renvoyer le dit A. B. en prison : En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre au nom de Sa Majesté, à vous les dits constables ou officiers de paix, ou aucun de vous, de conduire immédiatement le dit A. B. à la maison de correction, à dans le dit district, et là de le livrer au gardien d'icelle, ensemble avec cet ordre; et je vous enjoins par les présentes, à vous le dit gardien, de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite maison de correction, et là, de le garder en sûreté jusqu'au jour de (courant); et je vous enjoins de le conduire alors à heures de (l'avant) midi du même jour, devant (moi) ou devant quelques autres juge ou juges de paix pour le dit district, qui pourront alors se trouver présents, aux fins de répondre de nouveau à la dite accusation, et subir tel jugement que de droit, à moins que dans l'intervalle vous ne receviez quelque ordre contraire.

Donné sous mon seing et sceau, ce de dans l'année de Notre Seigneur , dans le district susdit. jour , it

J. S. [L. s.]

(Q 2.)

RECONNAISSANCE DE CAUTIONNEMENT AU LIEU DU RENVOI DE L'ACCUSÉ EN PRISON, LORSQUE L'INTERROGATOIRE EST AJOURNÉ.

Province du Canada, District de

, dans Sachez que le jour de l'année de Notre Seigneur , A. B., de , (journalier), L. M., de , (épicier), et , (boucher), sont personnellement comparus devant moi, (un) des juges de paix de Sa Majesté pour le dit district, et ont reconnu devoir séparément à Notre Dame la Reine les diverses sommes suivantes, savoir : le , et les dits dit A. B., la somme de L. M. et N. O. la somme de chacun, en bon argent ayant cours légal en cette province, prélevables sur leurs meubles, biens, terres et tènements respectivement, pour l'usage de Notre dite Dame la Reine, Ses Héritiers et Successeurs, si lui, le dit A. B., fait défaut de remplir la condition insérée au dos des présentes.

Prise et reconnue, les jour et an en premier lieu mentionnés ci-dessus, à , devant moi.

J. S.

CONDITION.

La condition du présent cautionnement est comme suit : Vu que A. B. dans le dit cautionnement, a été ce jour (ou le

dernier) accusé devant moi d'avoir (etc., comme dans le warrant); Et vu que l'interrogatoire des témoins en cette poursuite a été ajourné jusqu'au jour de

(courant), ou si le dit A. B. comparaît devant jour de moi, le dit heures de l'avant-midi, ou devant (courant), à tels autres juge ou juges de paix pour le dit district, qui pourraient alors se trouver présents, aux fins de répondre (ultérieurement) à la dite accusation, et subir tel jugement que de droit, alors le dit cautionnement sera nul, autrement, il aura pleine force et effet.

(Q 3.)

AVIS DU CAUTIONNEMENT QUI DOIT ÊTRE DONNÉ À L'ACCUSÉ ET À SES CAUTIONS.

Province du Canada, ¿ District de

Soyez notifié que vous, A. B., de , vous êtes obligé en la somme de , et vos cautions. L. M. et N. O., en la somme de chacun, promettant le dit A. B. de comparaître devant moi, J. S., l'un des juges de paix de Sa Majesté pour le dit district de

jour de , le (courant), à heures de (l'avant) midi, , ou devant tels autres juge ou juges de paix pour le même district qui pourront alors se trouver présents, aux fins de répondre (ultérieurement) à l'accusation portée contre vous par C. D. et subir tel jugement que de droit; or, à moins que vous, A. B., ne comparaissiez personnellement, les sommes que vous et vos cautions avez reconnu devoir par le cautionnement, seront immédiatement prélevées contre vous et vos dites cautions.

Daté cc jour de mil huit cent

J. S.

(Q 4).

CERTIFICAT DE NON-COMPARUTION QUI SERA INSÉRÉ AU DOS DU CAUTIONNEMENT.

Je certifie par le présent, que le dit A. B. n'a pas comparu aux temps et lieu mentionnés dans la condition ci-dessus mentionnée, 1851

ment ment

Dist

ď

iour

Sa I (etc. pris dite tém le d com dre, diat de le ce d allè rieu sub de 1

de i mei

le

snit : Vu le

15 Vict.

e dans le ette pour-

it devant

u devant trict, qui répondre ment que ement, il

l'accubé

, vous cautions, cun, prol'un des

ent) midi, s juge ou ont alors curement) subir tel , ne comcautions umédiate-

mil huit

J. S.

AU DOS

comparu ci-dessus ationnée, mentionnée, et qu'il a fait défaut ; à raison de quoi le cautionnement ci-joint est forfait.

J. S.

Cap. 96.

(R 1.)

WARRANT POUR FAIRE CONDUIRE L'ACCUSÉ DEVANT UN JUGE DE PAIX DU DISTRICT DANS LEQUEL LE DÉLIT A ÉTÉ COMMIS.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix, on aucun d'eux, dans le district de :

Attendu que A.B., de (journalier), a ce jour été accusé devant le soussigné, (un) des juges de paix de Sa Majesté, dans et pour le dit district de (etc., comme dans le warrant d'arrestation); Et attendu que (j'ai) pris la déposition de C. D., témoin que j'ai interrogé sur la dite accusation; mais vu que (je) suis informé que le principal témoin pour prouver le dit délit contre le dit A. B. réside dans , où l'on allègue que le dit délit a été le district de commis: En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de prendre et conduire immédiatement le dit A. B. au dit district de de le traduire devant quelque juge ou juges de paix dans et pour ce district, et près de (la paroisse de), où l'on allègue que le délit a été commis, aux fins de répondre ultérieurement à la dite accusation portée devant lui ou eux, et subir tel jugement que de droit; et (je) vous enjoins de plus de remettre la dénonciation à ce sujet aux dits juge ou juges de paix, ainsi que la dite déposition de C. D., qui sont actuellement remis entre vos mains à cette fin avec le présent ordre.

Donné sous mon seing et sceau, ce jour de , dans l'année de Notre Seigneur, à , dans le dit district.

J. S. [L. s.]

(R2.)

REÇU QUI SERA DONNÉ AU CONSTABLE PAR LE JUGE DE PAIX DU DISTRICT DANS LEQUEL LE DÉLIT A ÉTÉ COMMIS.

Province du Canada, District de

Je, J. P., un des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , certifie par le présent que W. T., constable, 78

1851.

AVIS

en la la so comp de no dit A et ne cauti diate

So

WAR

D

Pisi Disi

le

dev dit des d'o (ou ser

rép con il cor enj

constable, ou officier de paix du district de , a, ce jour de , mil huit cent , en obéissance au warrant de J. S., écuyer, l'un des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le district de , traduit devant moi un nommé A. B. accusé devant le dit J. S. d'avoir (etc., indiquez succinctement le délit), et l'a commis à la garde de par mon ordre, pour répondre à la dite accusation, et subir tel jugement que de droit; et qu'il m'a aussi remis le dit warrant, ensemble avec la dénonciation (s'il y en a) ainsi que la déposition (s) de C. D. (et de), mentionnée dans le dit warrant, et qu'il a prouvé sous serment devant moi la signature du dit J. S. au bas du dit warrant.

Daté les jour et an sus-mentionnés en premier lieu, à dans le dit district.

J. P.

(S 1.)

RECONNAISSANCE DE CAUTIONNEMENT.

Province du Canada, District de

jour de , dans l'année de Notre Sei-Sachez que le gneur , A. B., de , (journalier), L. M., de (épicier), et N. O., de , (boucher), sont personnellement comparus devant (nous) soussignés, deux des juges de paix de Sa Majesté pour le dit district de , et ont reconnu devoir à Notre Dame la Reine les diverses sommes suivantes, savoir: le dit A. B., la somme de , et les dits L. M. et N. O., la somme de chacun, en bon argent ayant cours légal en cette province, lesquelles dites sommes seront prélevées sur leurs meubles et effets, terres et tènements respectivement, pour l'usage de Notre dite Dame la Reine, Ses Héritiers et Successeurs si lui, le dit A. B., fait défaut de remplir la condition insérée au dos des présentes.

Faite et passée les jour et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, à , devant nous.

> J. S. J. N.

CONDITION.

La condition du cautionnement ci-joint est que, vu que le dit A. B. a été ce jour accusé devant (nous) les juges de paix y mentionnés, d'avoir (etc., comme dans le warrant,): Ou, si le dit A. B. comparaît à la prochaine cour d'oyer et terminer ou de délivrance générale des prisonniers, (ou cour de sessions générales)

15 VICT. , a, , en

e paix de , traduit . d'avoir la garde cusation, si remis y en a)), men-

serment arrant.

J. P.

Notre Seide rsonnellejuges de

, et ont s sommes , et les n, en bon elles dites , terres et

dite Dame A. B., fait présentes.

lieu men-

que le dit de paix y u, si le dit ou de déli- . générales

de

Cap. 96.

de quartiers de la paix) qui se tiendra dans et pour le district , et là, se livre lui-même à la garde du gardien de la prison commune du licu, et s'il plaide à l'indictement que le grand-jury pourra trouver fondé contre lui, concernant la dite accusation, et s'il subit son procès et ne laisse pas la dite cour sans permission, alors le dit cautionnement sera nul, autrement, il aura pleine force et effet.

(S 2.)

AVIS DU DIT CAUTIONNEMENT QUI SERA DONNÉ À L'ACCUSÉ ET À SES CAUTIONS.

, vous êtes obligé Soyez notifié que vous, A. B., de , et vos cautions (L. M. et N. O.) en en la somme de la somme de chacun, et que vous A. B. avez promis de comparaître (etc., comme dans la condition du cautionnement) et de ne point laisser la dite cour sans permission; et, si vous, le dit A. B., ne comparaissez personnellement, et si vous ne plaidez et ne subissez votre procès en conséquence, le montant porté au cautionnement que vous et vos cautions avez donné, sera immédiatement prélevé sur vos biens et effets respectivement.

Daté ce

jour de

, mil huit cent

J. S.

(S 3.)

WARRANT D'ÉLARGISSEMENT QUAND UN CAUTIONNEMENT EST DONNÉ EN FAVEUR D'UN ACCUSÉ QUI SE TROUVE DÉJÀ EMPRISONNÉ.

Province du Canada, ? District de

Au gardien de la maison de correction à le dit district de

, dans

Attendu que A. B., ci-devant de (journalier), a, devant (nous deux) juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , donné un cautionnement et fourni des cautions solvables pour sa comparution à la prochaine cour d'oyer et terminer ou de délivrance générale des prisonniers, (ou cour des sessions générales de quartiers de la paix), qui , aux fins de sera tenue dans et pour le district de répondre à Notre Souveraine Dame la Reine, pour avoir (etc., comme dans le warrant d'emprisonnement), pour lequel délit il a été arrêté et emprisonné dans votre dite maison de correction ; En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, de mettre immédiatement gn liberté le dit A. B., s'il est encore sous votre garde dans la

18

de

et ·

été

m'

da

Et

cas

W.

daı

cor du

sor

de

por de

en

sen dit

mi

dite maison de correction, pour le dit délit, et non pour tout autre.

Donné sous nos seings et sceaux, ce jour de , dans l'année de Notre Seigneur , à , dans le dit district.

J. S. [L. s.] J. N. [L. s.]

(T 1.)

WARRANT D'EMPRISONNEMENT.

Province du Canada, District de

A tous les constables ou autres officiers de paix, ou aucun d'eux, dans le dit district de de la maison de correction à , dans le dit district de ;

Attendu que A. B. a été ce jour accusé devant (moi) J. S. (l'un) des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , sous le serment de C. D. de , (cultivateur), et autres, d'avoir, (etc., indiquez succinctement le délit); Les présentes sont en conséquence pour vous enjoindre, à vous les dits constables ou autres officiers de paix, ou aucun de vous, d'arrêter le dit A. B., et de le conduire à la maison de correction à susdit, et là, de le livrer entre les mains du gardien de la dite maison de correction avec le présent ordre: Et je vous enjoins par les présentes, à vous le dit gardien de la maison de correction de recevoir le dit A. B. sous votre garde dans la dite maison de correction et de l'y détenir en sûreté jusqu'à ce qu'il soit remis en liberté, suivant le dû cours de la loi.

Donné sous mon seing et sceau, ce dans l'année de Notre Seigneur , à , dans le dit district J. S. [L. s.]

(T 2.)

REÇU DU GEOLIER DONNÉ AU CONSTABLE POUR LA RÉCEPTION DU PRISONNIER, ET DE L'ORDRE DU JUGE DE PAIX ORDONNANT LE PAIEMENT DES DÉPENSES ENCOURUES PAR LE CONSTABLE POUR METTRE LE WARRANT À EXÉCUTION.

Je certifie, par le présent, que j'ai reçu de W. T., constable du district de , la personne de A. B., ainsi qu'un warrant sous le seing et sceau de J. S. écuyer, l'un des juges

ans le dit

.] •.]

ou aucun u gardien ans le dit

moi) J. S. bour le dit C. D. de , indiquez aséquence utres offi-A. B., et

de la dite 1s enjoins le correc-1s la dite 'à ce qu'il

, dans

PTION DU

constable nsi qu'un des juges de de paix de Sa Majesté pour le dit district de et que le dit A. B. était (sobre ou non, suivant le cas) lorsqu'il a été confié à ma garde.

P. K., Gardien de la maison de correction, à

A R. W., écuyer, shérif du district de

Attendu que W. T., constable du district de m'a remis à moi, J. P., un des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de , le reçu ci-dessus de P. K., gardien de la maison de correction à Et attendu qu'en conformité du statut fait et pourvu en pareil cas, j'ai constaté que la somme qui doit être payée au dit W. T. pour avoir arrêté et conduit le dit A. B., de dans le district de , à la dite maison de , et que les frais raisonnables correction, est de du dit W. T. pour retourner, se monteront en outre à une somme de , formant ensemble la somme : En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, comme shérif du dit district de de payer au dit W. T. la dite somme de en conformité du statut fait et pourvu en pareil cas, et le présent ordre sera pour vous une autorisation suffisante de faire le dit paiement.

Donné sous mon seing, ce jour de

mil huit cent

1851.

J. P.

Reçu le jour de mil huit cent , du shérif pour le district de la somme de étant le montant de l'ordre ci-dessus.

W. T.

£ s. d.

Ordo

Acte

Acte

Acte

TABLES DES MATIERES.

Ordonnance pour la meilleure information du Gouvernement et du Public, relativement aux Poursuites intentées devant les Juges	
de Paix,	1
Acte pour amender et refondre les lois pour la protection des magistrats et autres, dans l'exercice de leurs devoirs publics,	3
Acte pour faciliter l'accomplissement des fonctions des Juges de Paix, hors les sessions, en ce qui concerne les ordres et convictions	
sommaires,	6
Acte pour faciliter l'accomplissement des devoirs des Juges de Paix hors les sessions en ce qui concerne les personnes accusées	
d'offenses criminelles,	48